

Master en fondements et pratiques de la durabilité

L'influence du réseau Atlas en Inde : analyse du discours de délai et déni climatique des think tanks indiens affiliés à Atlas



Philippine Verzat

Sous la direction de la Prof. Julia Steinberger

Avec l'expert Hervé Rayner

Juillet 2025

Maîtrise universitaire en fondements et pratiques de la durabilité (MFPD)

Secrétariat du master en durabilité | www.unil.ch/masterdurabilite

Ce travail n'a pas été rédigé en vue d'une publication, d'une édition ou diffusion. Son format et tout ou partie de son contenu répondent donc à cet état de fait. Les contenus n'engagent pas l'Université de Lausanne. Ce travail n'en est pas moins soumis aux règles sur le droit d'auteur. A ce titre, les citations tirées du présent mémoire ne sont autorisées que dans la mesure où la source et le nom de l'auteur-e sont clairement cités. La loi fédérale sur le droit d'auteur est en outre applicable.

Photo de couverture : <https://www.google.com/url?sa=i&url=https%3A%2F%2Fwww.hoover.org%2Flibrary-archives%2Fhistories%2FHoover100%2Feconomicfreedom&psig=AOvVaw0ThGeCWqNRmponFpf3U&ust=1749563459459000&source=images&cd=vfe&opi=89978449&ved=0CBQQjRxqFwoTCMCS1fe95I0DFQAAAAAdAAA AABAs>

L'influence du réseau Atlas en Inde : analyse du discours de déni et déni climatiques des think tanks indiens affiliés à Atlas

Résumé

Le réseau Atlas est un think tank américain qui a été créé aux Etats-Unis dans les années 1980 et est maintenant présent partout dans le monde. Ce réseau promeut un discours de déni et délai climatique qui fait obstacle à la transition écologique. Ce travail vise à voir l'étendue de leur influence en Inde. En particulier, cette recherche se focalise sur les discours de certains think tanks indiens affiliés au réseau Atlas, pour voir s'ils utilisent les mêmes arguments et tactiques de déni et délai climatique que les autres membres de ce réseau. A travers une méthodologie fondée sur l'analyse de discours, différents éléments ont été trouvés. D'abord, comme le réseau Atlas, les think tank indiens ont à la fois un discours de déni et délai climatique, avec une prévalence pour le discours de délai climatique. Aussi, ils utilisent les mêmes tactiques pour promouvoir leurs discours. Cependant, des spécificités propres à l'Inde différencient le discours des think tanks indiens, avec par exemple une insistance sur la propriété communautaire, notamment du fait de leur passé colonial.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Julia Steinberger d'avoir encadré ce mémoire, de m'avoir donné moult conseils et références. Surtout, je voudrais la remercier d'avoir tant donné envie de travailler sur le réseau Atlas. C'est grâce à sa présentation pendant le cours en Economie et limites planétaires que j'en ai entendu parler pour la première fois et son appel à lutter contre ces acteurs néolibéraux m'a particulièrement touchée.

Je remercie également Hervé Rayner d'avoir accepté d'être mon expert pour ce mémoire. Ce sont également ses cours en sociologie du risque qui m'ont motivée à choisir ce sujet, les récits de lanceurs d'alerte et de mises en doute exposés dans ce cours m'ayant passionnée.

Je tiens également à remercier le chercheur Dieter Plehwe qui travaille sur le réseau Atlas et m'a permis d'accéder à ses travaux de recherche publiés et en cours de publication. C'était une joie de le rencontrer lorsqu'il est venu donner une conférence sur le réseau Atlas à l'UNIL.

Ensuite, mes remerciements vont à mes parents, Caroline et Antoine Verzat qui m'ont beaucoup soutenue dans la réalisation du mémoire, chacun à leur manière. Merci à Caroline pour la précieuse relecture et conseils et merci à Antoine pour l'aide à l'élaboration de tableaux Excel.

Enfin, je remercie également ma volée de Master en durabilité pour leur soutien et les bons moments passés ensemble comme les pauses déjeuner à Zelig qui permettaient de repartir de bon pied pour écrire le mémoire.

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	7
2. REVUE DE LA LITTERATURE	10
2.1 Le réseau Atlas et ses stratégies de dissémination dans le monde	11
2.2 Un contexte indien propice	15
2.2.1 Une brève histoire du néolibéralisme politique, économique et environnemental en Inde	15
2.2.2 Politiques environnementales et discours climatiques indiens	19
2.2.3 Un discours empreint de racines coloniales	26
2.2.4 Les acteurs du discours climatique : le rôle des think tanks indiens	29
2.3 Dénier et délai climatique	32
2.3.1 Classification des arguments utilisés dans les discours du dénier et délai climatique	32
2.3.2 Analyse actuelle des discours de dénier et délai des think tanks à la lumière des classifications existantes	39
2.3.3 Tactiques utilisées dans les discours de dénier climatique	42
3. PROBLEMATIQUE	47
3.1 Question de recherche	47
3.2 Hypothèses	47
4. PARTIE METHODOLOGIE	49
4.1 Phase exploratoire - collecte de données	49
4.1.1 Construction de la base de données des organismes	49
4.1.2 Cartographie	51
4.1.3 Focus sur les publications – analyse de discours	55
4.2 Méthodologie d'analyse des discours au sein des données collectées	57
4.2.1 Classification des arguments	57
4.2.2 Classification des tactiques	66
4.2.3 Méthodologie d'analyse des citations	69
5. RESULTATS	70
5.1 Résultats de la phase exploratoire	70
5.1.1 Base de données des organismes	71
5.1.2 Activités des think tanks	73
5.1.3 Base de données sur les membres	77
5.1.4 Base de données des publications	82
5.2 Résultats des arguments	83
5.2.1 Résultats généraux : tendance au délai climatique plutôt qu'au dénier	83
5.2.2 Résultats par catégorie	86
5.2.3 Résultats par thèmes	90
a. Thème du climat	90
b. Thème des OGM/biotechnologie	91
c. Thème de la pêche	93

d. Thème de la forêt	95
e. Plastique, eaux et DDT	96
5.3 Résultats des tactiques	99
5.3.1 Résultats généraux	99
5.3.2 Résultats par tactiques	100
a. Disséminer le doute.....	101
b. Décrédibiliser	102
c. Souligner les inconvénients	104
d. Rediriger la responsabilité	105
e. Pousser vers des solutions non transformatives	106
f. Abandonner	107
5.4 Analyse de la tactique utilisée en fonction de l'argument	108
6. DISCUSSION ET CONCLUSION.....	112
6.1 Retour sur les hypothèses	113
6.2 Implications pratiques de l'étude et limites.....	116
6.3 Enjeux de recherches futures et conclusion	119
7. BIBLIOGRAPHIE.....	122
8. ANNEXES	132
8.1 Table des figures	132
8.2 Table des tableaux	133
8.3 Liens vers les bases de données	134

1. Introduction

Le Réseau Atlas est une fédération internationale de think tanks qui compte aujourd'hui plus de 500 partenaires présents dans presque 100 pays¹. Ces think tanks fabriquent un « climat d'opinion » permettant à la propagande commerciale néolibérale et au discours de déni et délai climatique de s'emparer du plus grand nombre de pays possible. En effet, il y a deux constantes dans leurs activités. D'abord, la promotion de politiques économiques néolibérales ultra inégalitaires, favorisant les entreprises et déguisées comme étant démocratiques grâce au mantra de Hayek de la liberté de marché comme base pour toutes les autres libertés (Brown, 2015, 2019). Ensuite, la promotion du déni et délai climatique à travers le monde. On distingue déni et délai pour différencier le discours qui nie l'existence même du réchauffement climatique de celui qui vise à retarder l'action climatique en détournant par exemple l'attention vers des solutions non transformatives. Grâce aux recherches du journalisme investigatif de l'équipe du site web DeSmog, on sait que de nombreux think tanks membres du réseau Atlas ont soutenu le déni de la science du climat et ont fait campagne contre la législation visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre.² Certains think tanks ont aujourd'hui changé de discours et se présentent comme ayant accepté la science climatique, parfois même en promouvant l'action climatique. Mais tout laisse à penser que ce changement est superficiel car le but principal du réseau semble de protéger les entreprises, en particulier les entreprises extractivistes comme l'industrie fossile. C'est une hypothèse que semble partager la chercheuse Julia Steinberger qui indique dans son blog "what we are up against" :

« Même quand le réseau Atlas prétend accepter la réalité du changement climatique, ce sera pour retarder les actions nécessaires à travers d'autres moyens de propagandes comme la promotion de mesures commerciales uniquement volontaires, les rêves techno-optimistes de technologies à carbone négatif, ou même les arguments absurdes selon lesquels les combustibles fossiles sont nécessaires à l'humanité et à l'action en faveur du climat ³ ».

¹ <https://www.atlasnetwork.org/partners>

² <https://www.desmog.com/atlas-economic-research-foundation/>

³ <https://jksteinberger.medium.com/what-we-are-up-against-2290ba8c4b5c> "What we are up against"

Toutes ces informations sur le réseau Atlas ont suscité en moi une grande indignation et une volonté de contribuer à la recherche pour dénoncer le réseau Atlas et tenter de les arrêter. C'est pourquoi j'ai décidé d'en faire l'objet de mon mémoire. Aussi, le fait que ce réseau ait réussi à autant s'étendre dans le monde en passant entre les mailles du filet m'a rappelé tous les récits de lanceurs d'alerte qui m'ont fascinée, dont les dénonciations ont parfois mis des années à être entendues et prises en compte, à cause des obstacles de lobbys ou industriels véreux. Ces récits, je les ai lus dans de nombreux romans graphiques comme *Algues Vertes*, *l'histoire interdite* qui dénonce l'emprise du lobby agricole en France dont l'activité produit une catastrophe environnementale sans précédent sur les côtes bretonnes, *Cigarettes : le dossier sans filtres* qui retrace les stratégies de l'industrie du tabac pour faire disparaître les preuves de la nocivité de leur produit. Or, nous le verrons, les stratégies du réseau Atlas ressemblent à s'y méprendre à celles de l'industrie du tabac. C'est encore avec le visionnage du documentaire *La Fabrique de l'ignorance* qui met en lumière les stratégies des « marchands de doute » pour maintenir les controverses que mon intérêt pour le réseau Atlas s'est construit. C'est donc avant tout pour comprendre et dénoncer la manière dont le réseau Atlas s'est étendu à travers le monde que j'ai décidé de prendre ce sujet pour mon mémoire.

Il fallait ensuite choisir un pays sur lequel se focaliser. Le réseau étant présent dans pas moins de 100 pays, le choix était large. Il s'est porté sur l'Inde. En dehors de ma curiosité de longue date pour ce pays, j'ai pensé que l'Inde serait un cas particulièrement intéressant à étudier vis-à-vis du réseau Atlas. D'abord, c'est un des pays qui abrite le plus grand nombre de think tanks dont le Global Development Network qui est un réseau très puissant. Ensuite, l'Inde a un statut ambivalent vis-à-vis du réchauffement climatique, ce qui rend intéressant le rôle que le réseau Atlas peut jouer. C'est à la fois un des pays les plus émetteurs de CO₂ au niveau mondial et en même temps un des pays les plus vulnérables vis-à-vis des conséquences du réchauffement climatique. En effet depuis 2022, l'Inde est devenue le troisième plus grand émetteur mondial après la Chine, les États-Unis et devant l'Union européenne⁴. Toutefois, l'Inde consomme moins de 2 tonnes de CO₂ par habitant en 2017, contre 14

⁴ Report At COP27: India Records Highest Emission Increase Among Top Global Contributors", Outlook India, 11 novembre 2022, <https://www.outlookindia.com/international/report-at-cop27-india-records-highest-emission-increase-among-top-global-contributors-news-236452>.

tonnes pour les Etats-Unis.⁵ Quant à sa vulnérabilité, trois domaines en particulier sont touchés : l'eau, l'air et les forêts. L'Inde fait en effet face à la pire crise de l'eau de son histoire (Jafferlot, 2019). D'après l'Aqueduct Water Risk Atlas du World Resources Institute, l'Inde se positionne au treizième rang des nations les plus affectées par les pénuries d'eau à l'échelle mondiale, due à l'épuisement des nappes phréatiques. L'Inde est aussi confrontée à l'élévation du niveau des mers due à la fonte des glaciers. La fonte des glaciers himalayens rendra une partie du pays totalement inhabitable d'ici 2050 et menace déjà la vie des 240 millions d'habitants dans les pics et vallées⁶ Par ailleurs, en plus du stress hydrique, l'Inde est confrontée à la pollution de l'air, responsable d'1,7 millions de décès prématurés en 2019.⁷ Selon le rapport de l'Institut Health Effects et de l'IIT Bombay, si aucune mesure n'est prise, les décès imputables à la pollution de l'air en Inde pourraient atteindre jusqu'à 3,6 millions de personnes par an d'ici 2050.⁸ Enfin, l'Inde connaît également une crise des forêts. Selon un rapport publié par Utility Bidder, entreprise de conseil basée au Royaume-Uni, l'Inde se classe au deuxième rang mondial en ce qui concerne le taux de déforestation, avec une perte de 668 400 hectares de couverture forestière au cours des 30 dernières années. En plus de ces trois crises, le réchauffement climatique créera une très grande quantité de réfugiés climatique. Selon la direction générale du trésor, en 2020, 14 millions de personnes ont migré en raison d'événements climatiques extrêmes, et ce chiffre devrait atteindre 45 millions de personnes à horizon 2045.⁹ Face à cette vulnérabilité, le discours gouvernemental et des acteurs privés promeut-il l'action climatique ou au contraire une poursuite du développement ? Leur passé colonial vient s'ajouter à la complexité du discours, notamment vis-à-vis des forêts qui ont longtemps fait l'objet du contrôle britannique. Enfin, l'arrivée de Narendra Modi et du parti nationaliste hindou (BJP) s'est traduite par un reflux démocratique et un regain de l'idéologie de l'hindutva qui repose sur un communautarisme extrême et sectaire et s'est édifiée sur la stigmatisation des autres (Siddiqui, 2018). Toutes ces particularités sont intéressantes par rapport au

⁵ [Agence internationale de l'énergie, Key World Energy Statistics 2019 \[archive\]](#) [PDF], 26 septembre 2019.

⁶ The Hindu Kush Himalaya Assessment, Wester (2019)

⁷ "Catalyzing Clean Air in India", Banque mondiale, 27 août 2021,

<https://www.worldbank.org/en/country/india/publication/catalyzing-clean-air-in-india>.

⁸ "GBD-MAPS Special Report 21: Air Pollution in India – 2021", Health Effects Institute,

<https://www.healtheffects.org/system/files/GBD-MAPS-SpecRep21-India-press-release.pdf>.

⁹ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/cd654676-8b68-47cf-89d2-2fcdf32e9798/files/708a2469-5b7c-4521-8da2-b4137374252d#:~:text=En%202020%2C%2014%20millions%20de%20personnes%20ont,45%20million%20de%20personnes%20%C3%A0%20horizon%202045>.

réseau Atlas qui tente à l'inverse d'homogénéiser son modèle partout dans le monde. Cela fonctionne-t-il aussi en Inde ?

Dans le contexte indien de crise climatique, d'impératif de développement, de montée du néolibéralisme, quelle influence le réseau Atlas exerce-t-il ? Contribue-t-il à promouvoir le déni et/ou délai climatique en Inde ?

D'abord, nous verrons ce que la littérature peut dire à ce sujet, notamment sur les stratégies d'expansion d'Atlas, sur le contexte indien de montée du néolibéralisme et discours climatiques et enfin sur classifications des discours de déni et délai climatique, des arguments et des tactiques utilisées.

Ensuite, après avoir posé la question de recherche et les hypothèses, nous verrons quelle méthodologie a été utilisée, à commencer par la description de la phase exploratoire puis par focalisation sur les discours de déni et délai climatique.

Enfin, après avoir analysé les résultats de la recherche, nous verrons si nous pouvons confirmer ou infirmer les hypothèses dans une partie de discussion et de conclusion.

2. Littérature

La littérature a permis de répondre à plusieurs questions de départ : comment un think tank comme le réseau Atlas réussit-il à propager une idéologie libérale conduisant à nier les enjeux climatiques ? Pourquoi le cas de l'Inde est particulièrement intéressant ? Le discours climatique indien est-il influencé de près ou de loin par les idées propagées par ce réseau ?

Dans un premiers temps, la littérature a permis de comprendre comment le réseau Atlas s'était étendu à travers le monde, y compris en Inde. Cette partie retrace l'histoire du réseau Atlas et ses stratégies de développement afin de pouvoir situer le réseau, comprendre son fonctionnement et son rôle dans la propagation des idées sur le déni et délai climatique en Inde.

Dans un deuxième temps, nous étudierons le contexte environnemental, économique et politique de l'Inde, afin de comprendre le cadre dans lequel s'inscrivent les discours des think tanks et savoir si le contexte indien est propice à « accueillir » le réseau Atlas

et si les think tanks indiens sont susceptibles de tenir un discours de déni et délai climatique. Cette partie retrace notamment l'histoire du néolibéralisme et des politiques environnementales en Inde, celle de l'évolution des différents discours climatiques et enfin l'étude du rôle spécifique des think tanks indiens.

Dans un troisième temps, nous verrons quels sont les différents arguments et tactiques utilisés par les think tanks pour promouvoir un discours de déni et de délai climatique. Nous verrons plus précisément quelles sont les classifications de ces arguments et tactiques qui existent dans la littérature.

Pour obtenir toutes ces informations, il a fallu chercher dans la littérature de l'histoire économique, politique et de la sociologie de la mise en risque.

Ainsi, nous évoquerons en premier l'histoire du réseau Atlas et ses stratégies de dissémination dans le monde. Puis nous présenterons le contexte indien, son histoire néolibérale et ses changements de discours concernant le climat. Pour finir, nous verrons quelles sont les différentes classifications de déni et délai climatique dans la littérature.

2.1 Le réseau Atlas et ses stratégies de dissémination dans le monde

Aujourd'hui, « le réseau Atlas joue un rôle stratégique en tant qu'organisation architecte dans la constellation libérale transnationale » (Djelic, Mousavi, 2020, p. 255). De 15 thinks tanks avec un budget de 150 000 dollars dans les années 1980, il est passé à 581 partenaires présents sur tous les continents (96 pays en 2020) et un budget de plus de 15 millions de dollars¹⁰. Djelic et Mousavi (2020) se sont penchés sur l'histoire du réseau pour comprendre comment il en est arrivé là. Selon eux, plus que toute organisation, « Atlas est responsable de la globalisation du modèle néolibéral du think tank »¹¹ car ce réseau a intégré une idéologie particulière et un ensemble d'imaginaires politiques dans les pays dans lesquels il s'est implanté. Pour étudier son influence dans le monde, ils se sont focalisés sur sa portée géographique, ses mécanismes de diffusion, ses stratégies de stabilisation et ses modes de recrutement. Pour commencer, il faut remonter aux origines d'Atlas, c'est-à-dire en juillet 1981 quand Antony Fisher a fondé l'organisation. Il avait créé l'Institut of Economic Affairs (IEA) à Londres en 1955, qui a joué un rôle prépondérant dans la diffusion de l'idéologie néolibérale au sein de

¹⁰ <https://www.atlasnetwork.org/partners>

¹¹ Djelic et Mousavi, 2020, p 255

l'opinion publique britannique, la politique et les cercles politiques dans les années 1970 et 1980 (Muller, 1998). Son intention avec Atlas allait encore plus loin, il s'agissait « d'inonder le monde avec des think tanks néolibéraux » (Cockett, 1994). C'est pourquoi, il a demandé l'approbation formelle des penseurs libéraux de l'époque, Thatcher, Hayek et Friedman. Aussi, son objectif était d'aider ces think tanks à « influencer le sentiment public » et, ce faisant, à « rendre la législation possible ».¹² Selon Djelic et Mousavi (2020), il y a deux périodes de développement distinctes pour le réseau Atlas. La période de 1981 à 1995 a été une période d'incubation car « la survie et la légitimité de l'organisation dépendaient de sa capacité à étendre son réseau »¹³. La période d'expansion et de maturité a commencé à la moitié des années 1990 (1995-2015). Au départ, Fisher avait quelques contacts mais il a rapidement commencé une expansion géographique avec le continent Américain qui était propice grâce à la montée des « reagonomics » (terme qui fait référence aux politiques économiques néolibérales mises en place par le président américain Ronald Reagan dans les années 1980). De 15 thinks tanks en 1982, le réseau est passé à 122 en 1995, dont 69 en Amérique du Nord (Djelic et Mousavi, 2020, p. 261). La cible suivante du réseau a été l'Amérique Latine à commencer par le Chili, laboratoire d'idées néolibérales où les « Chicago Boys » (groupe d'économistes entraînés à Chicago) étaient chargés par Pinochet de proposer un programme économique radicalement différent pendant tout le temps de la dictature, de 1973 à 1990 (Edwards, 2023). Puis, voyant que les idées néolibérales se propageaient très facilement dans le contexte de la chute du mur de Berlin, les révolutions thatchériennes et reaganiennes, l'accélération de la mondialisation, Atlas a laissé le continent Américain se développer sur les dynamiques existantes pour se tourner vers des régions où le réseau n'était pas existant ou faible : l'Asie, l'Europe et l'Afrique (Djelic et Mousavi, 2020).

Pour s'étendre et diffuser le modèle du think tank néolibéral, le réseau Atlas a utilisé un certain nombre de modes d'élection. D'abord, Atlas avait besoin de trouver des « champions », c'est-à-dire des individus acceptant de souscrire à la cause. Au départ, l'identification de ces champions potentiels se faisait de manière ad hoc, à travers la mobilisation de réseaux personnels directs et indirects (Djelic et Mousavi, 2020). Par exemple, Fisher avait des contacts limités en Amérique du Sud, alors il a fait appel à ses

¹² A. Fisher, Atlas Presentation and Promotion Video, 1985, youtube.com.

¹³ Djelic et Mousavi, p 261

contacts au sein de la Société du Mont Pèlerin dont il était membre depuis 1954. Hayek et Friedman l'ont mis en contact avec Hernando de Soto. L'organisation de workshops était un autre mode d'élection d'Atlas pour identifier et mobiliser des leaders (Djelic et Mousavi, 2020). En 1995, Atlas avait déjà organisé 25 workshops (Djelic et Mousavi, 2020, p. 266). Ces workshops permettaient de partager les informations et pratiques, discuter des politiques clés et identifier de nouveaux contacts (Djelic et Mousavi, 2020). Mais au fur et à mesure qu'Atlas s'étendait, les workshops ne suffisaient plus. Atlas a donc aussi créé le Atlas International Freedom Corps (IFC) en 2003, pour « systématiser et formaliser ses efforts d'expansion ». ¹⁴ Cette nouvelle branche consistait à envoyer des membres expérimentés du réseau pour « rechercher des entrepreneurs intellectuels dans des régions difficiles du monde » ¹⁵ Dans la première moitié des années 2000, Atlas a donc financé cinq voyages missionnaires en Asie et Afrique ((Djelic et Mousavi, 2020). Pour aller encore plus loin, Atlas a commencé à cibler les universités. Par exemple, le Projet International pour la Liberté (International Freedom Project -IFP) mis en place par Atlas en 1999 visait à « planter des graines de vérité dans les universités en dehors de l'Amérique du Nord » ¹⁶. Concrètement, il s'agissait de verser des fonds pour les professeurs d'université afin de développer des cours sur l'économie de marché et inviter des conférenciers stars.

Ensuite, le Réseau Atlas a eu besoin de différents mécanismes de diffusion pour se développer. L'expansion rapide d'Atlas était rapide mais contrôlée et géographiquement limitée. Atlas déployait des moyens d'interventions qui correspondaient aux spécificités du réseau et du contexte du pays dans lequel il s'implantait (Djelic et Mousavi, 2020). Il identifiait les individus puis les aidait financièrement et les coachait directement avec le double objectif de stabiliser le think tank localement et resserrer son intégration dans la communauté libérale transnationale (Djelic et Mousavi, 2020). Cela prenait la forme de visites personnelles sur le terrain. Atlas finançait alors des voyages exploratoires pour trouver les « bonnes personnes pour gérer et diriger un institut localement ». ¹⁷

Dans sa dernière phase, Atlas a utilisé des « stratégies de stabilisation » pour créer un « sens d'appartenance et une mobilisation durable autour d'un projet commun ». ¹⁸ Une

¹⁴ Djelic et Mousavi, 2020, pg 268

¹⁵ Djelic et Mousavi, 2020, pg 269

¹⁶ Djelic et Mousavi, 2020, pg 269

¹⁷ AtlasH (1988a): 3, pg 281

¹⁸ Djelic et Mousavi, 2020, pg 275

de ces stratégies était d'organiser des compétitions pour récompenser les meilleurs livres néolibéraux comme la Fisher Memorial Award Competition for Best Publications. Ce prix récompense les instituts qui ont publié « un livre, rapport, monographie ou étude qui, de l'avis des juges, a le plus contribué à la compréhension de l'économie de marché par le public ». ¹⁹ Enfin, une autre stratégie était de se distancer des professeurs pour cibler directement les étudiants des collèges et universités (Djelic et Mousavi, 2020). Atlas avait par exemple des liens étroits avec les réseaux de « Student for Liberty ». Aujourd'hui, le réseau s'est approprié les outils et certaines règles du monde académique : ils font de la recherche « scientifique », délivrent des « diplômes » à travers leur propre académie (Djelic et Mousavi, 2020). Pour Djelic et Mousavi (2020), « Atlas et ses think sont devenus des entités légitimes à part entière ». ²⁰

L'Inde n'a pas été occultée par Atlas et a même été une des cibles principales en Asie. Parmi les « voyages exploratoires » mentionnés précédemment, Atlas en a par exemple financé un en Inde en 1988 en envoyant deux intellectuels indiens qui ont fait leurs études aux Etats-Unis : Shyam Kamath, un jeune professeur d'économie de l'université de California et Parth J Shah, un doctorant en économie. Ce voyage a porté ses fruits en 1997 lorsque Shah est retourné en Inde pour fonder le Centre for Civil Society (CCS) en 1997, qui fait partie des organismes investigués dans cette étude. Par ailleurs, Aeljandro Chafuen, qui a remplacé Fisher à la direction d'Atlas en 1991, a rencontré Barun Mitra, un écrivain scientifique indien qui a fondé l'année suivante le think tank Liberty Institute à New Delhi et est resté un contact important pour Atlas en Asie du Sud (Djelic et Mousavi, 2020). De plus, on voit que des intellectuels indiens embrassent le discours néolibéral d'Atlas. En effet, au 28^e Workshop International d'Atlas en 1996, Deepak Lal, célèbre auteur et économiste indien et membre de la société du Mont Pèlerin est invité et se réjouit que « la bataille intellectuelle avait été gagnée ». ²¹ C'est aussi cet économiste qui a qualifié le défi climatique d'« impérialisme environnemental » dans une brochure destinée à l'Institute of Economic Affairs britannique (Plehwe, 2019), l'un des principaux groupes de réflexion néolibéraux du Royaume-Uni (Cockett, 1995), qui peut être lié à des réseaux sceptiques à l'égard du changement climatique.

¹⁹ AtlasH (1989d): 1. Pg 287

²⁰ Djelic et Mousavi, pg 292

²¹ Djelic et Mousavi, 2020

Par ailleurs, les réseaux de « Student for Liberty » en lien avec Atlas sont aussi présents en Inde avec une branche Asie-du Sud qui a organisé sa première conférence en partenariat avec le CCS en 2015. Parmi les intervenants, on retrouve Tom G. Palmer (Cato Institute) et Barn Mitra (Liberty institute).²² Enfin, les compétitions organisées par Atlas ont parfois fait gagner des « champions » indiens. Par exemple, Parth J shah (fondateur du CCS) a reçu le “ Templeton Freedom Award For Free Market Solutions To Poverty at the Atlas Foundation Liberty Forum” à Miami en 2005. De plus, en 2018, le CCS gagne le trophée du réseau Atlas, « atlas network’s LIFE Award » (leveraging indices for free market policy).²³

Mais comment ces thinks tanks ont-ils pu se développer en Inde ? Il convient de tenir compte de la manière dont l’idéologie néolibérale s’est implantée en Inde. Nous allons voir que le contexte économique, politique et environnemental indien semblait propice à son développement. Certains think tanks ont même participé à l’implantation du néolibéralisme.

2.2 Un contexte indien propice

2.2.1 Une brève histoire du néolibéralisme politique, économique et environnemental en Inde

On pense souvent que le néolibéralisme en Inde date des années 1990 avec les réformes économiques de 1991. Mais Aditya Balasbramian (2022) montre qu’il existe un « pré histoire » du néolibéralisme en Inde qui remonte aux années 1950, commençant avec un think tank lié mais distinct de la société du Mont Pèlerin et culminant avec un ensemble de réformes de marché dans les années 1980.

Dès les années 1950, il y avait un questionnement sérieux de la trajectoire économique, le socialisme était dominant mais pas hégémonique (Balasbramian, 2022). Le discours d’économie libre, opposé à l’économie socialiste planifiée émerge dans la langue

²² <https://web.archive.org/web/20150707120330/http://studentsforliberty.org/south-asia/sasflc/>

²³ Rapport annuel du CCS 2017-2018, <https://ccs.in/sites/default/files/2022-11/annualreport-2017-18.pdf>

anglaise et la sphère publique. Ce discours est alors caractérisé par l'aversion à la régulation du business. De plus, les contacts établis avec la Foundation For Economic Education (FFE) et la société du Mont Pèlerin (MPS), surtout à travers le Libertarian Social Institute ont permis à ce discours libéral de pénétrer l'Inde nouvellement indépendante (Balasbramian, 2022). C'est aussi dans les années 1950 qu'a été diffusé l'article de Hayek « the rebirth of liberalism » (1952). Le lien entre Hayek et le public indien se faisait à travers B. R Shenoy, économiste qui a étudié en Inde et à LSE où il a rencontré Hayek. Shenoy publiait des articles contre les prescriptions de Keynes. Plus tard, il a été reconnu et a atteint des positions haut placées à la Reserve Bank of India. Shenoy critiquait le Plan de Nehru en disant qu'il menait à un grand déficit qui créerait une inflation galopante. Cela a attiré l'attention de l'économiste du développement néolibéral Peter Bauer, membre de la MPS qui invite Shenoy à la MPS en 1959. Shenoy est vite intégré, en particulier par Friedman et Hayek en personne. Selon Balasbramian (2022), les néolibéraux occidentaux ont utilisé Shenoy comme un informateur pour l'Inde et ont fait de l'Inde un récit édifiant contre le dirigisme économique. Shenoy a aussi attiré les fondateurs du parti Swatantra (liberté), fondé en 1959, avec un agenda pro marché. Ce parti est devenu le plus gros parti d'opposition en Inde à la fin des années 1960. Même si ce parti échoue ensuite face à Indira Gandhi qui met en place un socialisme populaire, la suspension de la démocratie et de l'état d'urgence (1975-1977).

Ce « socialisme populaire » s'est accompagné d'une redirection de la politique vers les grosses entreprises et une nouvelle dynamique dans la relation entre l'Inde et l'économie mondiale après l'effondrement du système de Bretton Wood (Balasbramian, 2022). Ensuite, les chocs pétroliers ont forcé l'Inde à se confronter au fond monétaire international et la banque mondiale. L'Inde était obligée d'accepter des prêts sous condition et des schémas de libéralisation de marché temporaire. Ainsi, la période des années 1960 aux années 1980 a vu l'émergence de nouveaux acteurs dans le secteur privé. Le capital a renforcé son emprise sur le travail pendant cette période (Balasbramian, 2022).

Cependant, même si les idées libérales étaient présentes dès les années 1950, c'est surtout dans l'Inde post-réformée (années 1990) que le néolibéralisme s'est organisé, notamment avec la figure de Deepak Lal (1940-2020), économiste indien qui a adopté le néolibéralisme mainstream, a conseillé le gouvernement conservateur britannique et a été président de la Société du Mont-Pélerin de 2008 à 2010 (Balasbramian, 2022).

Même s'il n'était pas une figure majeure dans l'élaboration de politiques, il était visible dans le discours économique post réformiste, écrivant dans le journal Business Standard²⁴. Le think tank Centre for Civil Society ne manquait pas de publier ses livres et a même organisé un événement pour célébrer la sortie de son livre *Poverty and Progress* sorti en 2015 et l'a interviewé de nombreuses fois²⁵.²⁶

D'ailleurs, comme le montre Balasbramian (2022), le CCS a joué un rôle très important dans cette implantation du néolibéralisme. Pour Balasbramian (2022), « le CCS est le port-étendard du néolibéralisme en Inde »²⁷. Même si l'organisation se réfère comme un think tank libéral plutôt que néolibéral, invoquant le libéralisme classique, son intérêt ne s'est pas tant porté sur le laissez-faire que sur la conception de politiques visant à améliorer le fonctionnement du mécanisme de marché. Dans la décennie précédant la création de CCS, son directeur, Parth Shah a suivi la tradition autrichienne à Auburn University et a enseigné à l'université de Michigan²⁸. Les fonds initiaux pour créer l'organisation venaient de l'Earhart Foundation, qui a financé de nombreux membres du réseau Atlas (Balasbramian, 2022) et dont la fortune provient de l'industrie pétrolière.²⁹ Le site de CSS montre une vision : « un monde où chaque individu mène une vie de choix dans la sphère économique et politique »³⁰. Leurs activités concernent à la fois les élites et les communautés pauvres, toujours en promouvant le libre marché. Par exemple, ils ont mené un projet pour éradiquer les barrières à l'entrée et sortie du marché pour les entrepreneurs de rue et milité pour la garantie de droits pour les forêts aux communautés tribales. Le CCS s'est aussi investi dans la récupération de l'histoire indienne de ce qu'il appelle le libéralisme, par le biais d'un portail en ligne intitulé Indian Liberals (Libéraux indiens). Aussi, en 2015, le think tank organise une conférence « le libéralisme dans l'ancienne Inde » pour honorer SV Raju, secrétaire du

²⁴ Suman Bery, "For a Conservative, Deepak Lal Saw Deep Strengths in India's Civil Society," Business Standard, May 1, 2020, https://www.business-standard.com/article/beyond-business/for-a-conservative-deepak-lal-saw76B A L A SUB R A M A N I A N-deep-strengths-in-india-s-civil-society-120050101027_1.html.

²⁵ May 13, 2015. "Event Report: Book Launch | 'Poverty and Progress,'" <https://ccs.in/event-report-book-launch-poverty-and-progress>. un extrait vidéo de son interview, intitulée "Deepak Lal on FA Hayek and Milton Friedman," est disponible sur ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=VbXX0sdTqEk>

²⁶ <https://old.ccs.in/economist-deepak-lals-new-book-poverty-and-progress-realities-and-myths-about-global-poverty>

²⁷ Balasubramanian (2022), pg 67

²⁸ Atlas Network. (2025, 2 janvier). Parth J. Shah : *Leading the Charge for Liberty and Free Markets in India*. <https://www.atlasnetwork.org/stories/leading-the-charge>

²⁹ https://www.influencewatch.org/non-profit/earhart-foundation/?utm_source=chatgpt.com

³⁰ <https://ccs.in/about-us#vision-panel>

Parti Swatantra et président de l'Indian Liberal Group.³¹ En 2018, l'organisation a supervisé le transfert des documents du parti Swatantra à la Nehru Memorial Library, marqué par une grande journée de conférence sur le parti et son héritage. Aussi, Shah et R. K. Amin, un ancien membre Swatantra du parlement et de la MPS ont rassemblé les écrits de B. R. Shenoy et se sont référés à lui comme étant « l'homme qui a vu le future de l'Inde ». ³²

« On peut voir cela comme une tentative pour le mouvement néolibéral indien de se construire une généalogie pour assurer que l'Inde a bien eu une tradition libérale, longtemps refoulée et trouvant maintenant une justification dans le monde post-libéral ». (Balasbramian, 2022, p. 69)

Par ailleurs, ce tournant néolibéral n'a pas seulement été politique et économique mais également environnemental. Rao (2018) constate que dans le monde, l'utilisation de la terre qui était autrefois régulée pour la conservation est aujourd'hui principalement régulée par le marché. Il constate un processus émergent et significatif d'appropriation des terres et des ressources naturelles pour soutenir le récit de la croissance, tout en le faisant au nom d'objectifs environnementaux (Rao, 2018). En Inde, on assiste également à un tournant néolibéral dans la gouvernance des enjeux environnementaux qui a mené à la privatisation et à la commodification de la nature (Bakker, 2005). En effet, au nom de la conservation de valeurs « vertes », il y a eu une augmentation de la « commodification » de la nature (Prudham, 2009). Par commodification, on entend le fait que la nature acquière une nouvelle valeur qui est associé au discours scientifique global : les forêts ne sont plus valorisées pour leur bois mais pour leurs services écosystémiques. Concrètement, cette commodification prend la forme de programmes de conservation de la biodiversité, la vente de crédits carbone sur le marché, la production de déchet et la pollution, à la transformation des écosystèmes comme la conversion des forêts en plantations (Rao, 2018). John Vidal (2008) qualifie ce processus de « green grabbing » qu'on pourrait peut-être traduire par « dépossession verte » ou « accapARATION ».

³¹ Rapport annuel du CCS 2015-2016

³² R. K. Amin and Parth Shah, eds., *Economic Prophecies: B. R. Shenoy* (New Delhi: Centre for Civil Society, 2004), and R. K. Amin and Parth Shah, eds., *Theoretical Vision: B. R. Shenoy* (New Delhi: Centre for Civil Society, 2004)

Cette transformation de la valeur est particulièrement présente dans le discours relatif aux forêts. Pour Harms et Benabou (2021), on assiste depuis ces 30 dernières années en Inde à un changement de discours performatif vis-à-vis de la forêt. En effet, ils parlent d'une « reformulation conceptuelle » des forêts qui ont maintenant un rôle de puits de carbone et de fournisseur de services dans les projets de réforme néolibérale. Il y a un changement de logique et de langage : le langage de l'économie et de la finance entre dans le champ de la gouvernance de la forêt sous les termes de « capital naturel » et « services éco-systémiques ». Pour les auteurs, « *le régime contemporain d'environnementalisme mainstream a profondément impacté la gouvernance de la forêt indienne* ». ³³ Les forêts sont utilisées comme capital pour les élites bureaucratiques et pour le développement de l'Inde. En effet, dans l'Inde néolibérale, la conservation de la forêt consiste à retravailler les pratiques de gestion de la forêt permanente, la reforestation, l'afforestation de nouvelles forêts, en utilisant des instruments de conservation fondés sur le marché comme le CDM, REDD+, l'afforestation compensatoire.

Ainsi, le néolibéralisme a bien une histoire en Inde et cette histoire rejoint celle de la politique climatique de l'Inde, dominée par le narratif de la croissance verte.

2.2.2 Politiques environnementales et discours climatique indien

En Inde, le réchauffement climatique a émergé comme un enjeu pour les décideurs politiques à la fin des années 1980 (Thaker et Leiserowitz, 2014). Auparavant, la période de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 1970 était une période d'innocence écologique pour l'Inde (Guha, 2000). L'Inde se remettait des années de colonialisme et était occupée à « rattraper » l'ouest. C'était une période où les atteintes à l'environnement et aux individus étaient laissées de côté (Rao, 2018). Dans les années 1980, le gouvernement indien commençait une transition vers une économie de marché pour accélérer la croissance et réduire la pauvreté. A l'époque, sa position vis-à-vis du changement climatique était alors surtout de protéger son développement, d'autant plus qu'il y avait la peur que les inquiétudes environnementales seraient utilisées pour limiter et contrôler les pays en voie de

³³ Harms et Benabou, 2021, pg 332

développement (Gupta, 1997). Toutefois, les dégâts écologiques s'accumulent : réduction de la surface de la forêt, montée de la pollution des eaux, destruction de la nature et des habitats (Rao, 2018). Dans ce contexte, le gouvernement crée quand même plusieurs organismes censés s'occuper de la question environnementale comme le département fédéral de l'environnement créé en 1980, devenu le ministère de l'environnement et des forêts en 1985. Aussi, quelques législations ont été passées comme la législation pour la conservation de l'énergie et l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables, sous l'autorité indienne de développement des énergies renouvelables créée en 1987. De plus, plusieurs textes fondateurs encadrant la gestion de la biodiversité datent de cette époque : le Wildlife Protection Act (1972) introduit la notion d'espaces protégés ; le Forest Conservation Act (1980) encadre la déforestation en Inde, et l'Environment Protection Act (1986), adopté à la suite de la catastrophe industrielle de Bhopal, donne le pouvoir à l'Etat central de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la pollution et la dégradation de l'environnement. Toutefois, en parallèle, sur le plan international, l'Inde promeut le principe de responsabilité commune mais différenciée comme principe clé pour tout nouvel accord international (Thaker et Leiserowitz, 2014). Ce principe consiste à dire que les pays en développement ne sont pas les responsables historiques du changement climatique résultant des émissions passées et que toute solution coordonnée au niveau international doit se construire autour des questions d'équité. Aussi, l'Inde était sceptique vis-à-vis des mécanismes de marché comme le mécanisme de développement propre.

Dans les années 1990, avec les regains de la croissance et l'ouverture aux marchés globaux, les régulations vertes étaient vues comme un retour en arrière pour l'implémentation de projets de développement qui facilitaient la croissance (Rao, 2018). Les zones de forêt et la biodiversité sont détruites, les déchets et débris générés par les poisons de la mine empoisonnent le système de l'eau. En même temps, une partie de l'élite bénéficie de l'afflux de capital extractiviste qui génère des revenus. Cela mène à encore plus d'extraction et d'exploitation et cela renforce le pouvoir du capital extractiviste. Sous la globalisation, le boom dans les pêches et l'aquaculture a eu pour conséquence le déclin de la biodiversité marine, les chalutiers mécanisés ont épuisé le stock de poisson. Dans cette période de libéralisation, les régulations environnementales qui ont été amenées dans les années 1980 sont lentement et systématiquement défaites par les politiciens et industriels (Rao, 2018). Par exemple, La demande pour la

démolition de la loi sur la conservation des forêts de 1980 gagne du terrain pendant cette période. De même, dans les dernières années, le ministère de l'environnement et des forêts (MOEF) a dilué les lois environnementales et procédures et a rendu les autorisations plus faciles (Rao, 2018). Le début des réformes économiques dans les années 1990 qui ont favorisé l'activité des entreprises et a eu un effet durable sur les politiques environnementales de l'Inde (Rao, 2018). Dans la poursuite de « facilité à faire du commerce », les gouvernements ont fermé l'œil sur l'air, les rivières et forêts en implémentant l'industrialisation et les projets de développement. Les réglementations environnementales mises en place dans les années 1980 sont restées mais les politiciens de tous les partis les ont autorisées à être violées. Parallèlement à la libéralisation de l'économie, les années 1990 ont aussi vu émerger la crise environnementale globale comme enjeu majeur dans la politique internationale. L'intrusion des intérêts des entreprises vis-à-vis de la forêt apparaît comme une autre tentative de réconcilier les échanges entre développement économique et conservation de la nature à travers des mécanismes de flexibilité et de marché, opposés en théorie à la régulation « command and control ».

Ce discours qui favorisait le développement a continué dans les années 2000 avec le premier ministre Manmohan Singh qui défendait l'idée que l'augmentation du niveau de vie était la seule façon de gérer le changement climatique et que l'Inde était pour l'instant trop pauvre pour réorienter ses ressources (Thaker et Leiserowitz, 2014). Toutefois, Thaker et Leiserowitz (2014) constatent que ce discours a commencé à évoluer vers un discours de « co-bénéfices » avec l'adoption du National Adaptation Plan for Climate Change (NAPCC) en 2008, décliné en huit missions nationales sur les thématiques suivantes : solaire, efficacité énergétique, eau, habitat durable, écosystèmes himalayens, protection des écosystèmes, agriculture durable et connaissance du changement climatique. Ce plan définit les co-bénéfices comme « des politiques qui promeuvent nos objectifs de développement tout en produisant des co-bénéfices pour lutter efficacement contre le changement climatique » (NAPCC, Section 2). C'était un moyen non seulement d'aligner les priorités nationales avec les objectifs environnementaux mais surtout de donner un effet de levier à l'Inde dans les négociations internationales. Ce discours est aussi repris par les entreprises indiennes qui commencent à promouvoir le narratif de croissance verte comme moyen de plus participer aux schémas de marché international du carbone comme les mécanismes de

développement propres (Thaker et Leiserowitz, 2014). L'Inde qui était autrefois sceptique vis-à-vis des mécanismes de développement propre était le 2^{ème} pays qui en abritait le plus à l'époque où les auteurs ont écrit leur livre. Pour Thaker et Leiserowitz (2014), les entreprises indiennes ont joué un rôle important dans la décision du gouvernement d'adopter ces mécanismes et plus généralement dans le fait de rendre le discours d'atténuation du changement climatique comme un discours d'opportunité économique. De l'autre côté, grâce au ministre de l'environnement de l'époque Jairam Ramesh, de nouvelles institutions émergent comme le Indian Network For Climate Change Assessment en 2009 qui est un réseau de scientifiques qui publie des résultats évalués par les paires sur le réchauffement climatique. Ce ministre souligne les enjeux des événements climatiques (IPCC AR4 rapport en 2007, Bali action plan en 2007 et cop15 à Copenhague en 2009), ce qui a permis d'augmenter la visibilité du changement climatique dans la politique et les médias. Lors de la COP16 de Cancun, le principe d'équité est reformulé en « un accès équitable au développement durable » et Jairam Ramesh a fourni de gros efforts pour tenter d'aboutir à un compromis sur la question de la vérification internationale des actions domestiques (Mathy, 2013). Toutefois, Ramesh est confronté à l'opposition des industriels (plus de 500 projets industriels ou de construction d'infrastructures ont été suspendus sous l'ère Ramesh) (Mathy, 2013) donc il quitte le MoeF en 2011. Ainsi, entre 2000 et 2010, le discours de co-bénéfice se mêle à une politique climatique plus active et une plus grande couverture médiatique du réchauffement climatique.

Lors de la décennie suivante, le discours climatique indien reste très ambivalent, avec d'un côté une reconnaissance grandissante de la vulnérabilité de l'Inde et des politiques climatiques apparemment ambitieuses, et de l'autre une perpétuation du discours de la croissance verte de « co bénéfices ». D'abord, de nouvelles inquiétudes comme les aspirations internationales, le consensus scientifique vis-à-vis du besoin de transition, la vulnérabilité ont encouragé le gouvernement à mettre plus de pression pour des politiques pro actives. Le ministère de l'environnement est renommé Ministry of Environment, Forest and Climate Change (MoEFCC) en 2014. Mais la nouvelle ministre de l'environnement, Jayanthi Natarajan a réétabli les anciens narratifs qui défendent une réduction des émissions seulement de la part des pays développés, l'idée du besoin d'émissions pour le développement et la « wait and wait » approche (Thaker et Leiserowitz, 2014).

Dès son retour de la Conférence de Durban, elle déclare devant son parlement que les décisions de Durban « n'impliquent pas que l'Inde aura à prendre des engagements contraignants pour réduire ses émissions en valeur absolue en 2020 » (Pielke, 2011). Aussi, après la conférence de Copenhague, l'Inde s'engage tout de même à réduire son intensité carbone de 20-25% mais c'est un objectif non contraignant et il est prévu d'atteindre cette cible sans changer le « business as usual ». Dans le même temps, les entreprises sont toujours critiques. Thaker et Leiserowitz (2014) notent que pour les organisations de base, « le changement climatique devient une nouvelle arme discursive pour tenter de renforcer et d'amplifier leur critique des politiques de développement du gouvernement indien ». ³⁴

Aujourd'hui, le discours climatique de l'Inde est plus ambitieux mais il semble que ce ne soit que de la poudre de aux yeux. D'un côté, depuis la COP21 de 2015, le pays a pris des engagements ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (Jaffrelot, 2024). Notamment, sa première CDN avait l'objectif de réduire l'intensité des émissions de l'économie de 33-35 % en dessous de son niveau de 2005. En 2022, l'Inde a même actualisé cet objectif en passant à un objectif de réduction de 45 % d'ici 2030³⁵ Toutefois, dans le même document, l'Inde ne s'est toutefois engagée à atteindre la neutralité carbone qu'en 2070³⁶, une date plus tardive que la plupart des autres participants aux COP, au cours desquelles l'Inde s'oppose (plus ou moins ouvertement) à l'abandon des énergies fossiles – et lors desquelles elle demande aussi aux pays riches considérés comme responsables de la crise climatique de déboursier 1 000 milliards de dollars pour aider les pays pauvres à accomplir leur transition énergétique. Finalement, l'objectif de réduction de l'intensité carbone du PIB n'implique aucune réduction des émissions de gaz à effet de serre. Vis-à-vis de la politique énergétique, même si l'Inde a investi dans le solaire et l'éolien, les sources d'énergie fossiles, en particulier le charbon, restent dominantes (Jaffrelot, 2024). Lors de la COP21 de 2015, l'Inde s'était engagée à produire plus de 15 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables dès 2020, mais l'énergie solaire ne représente encore

³⁴ Thaker et Leiserowitz, 2014, pg 9

³⁵ Avantika Goswami, "India's updated climate pledge to Paris Agreement gets Union Cabinet nod", DownToEarth, 3 août 2022, <https://www.downtoearth.org.in/news/climate-change/india-s-updated-climate-pledge-to-paris-agreement-gets-union-cabinet-nod-84138>

³⁶ India's Updated First Nationally Determined Contribution Under Paris Agreement (2021-2030), août 2022, <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-08/India%20Updated%20First%20Nationally%20Determined%20Contrib.pdf>.

que 5 % de la production d'électricité³⁷. De plus, l'objectif affiché par le Plan national pour l'électricité lancé en 2022 par le gouvernement paraît largement irréaliste : il prévoit de faire passer la part du solaire de 5 à 25 % en 2032, ce qui impliquerait une croissance de 36 % par an. Enfin, lors de la COP26, l'Inde s'est opposée aux côtés de la Chine à l'inscription dans l'accord de la notion de « phasing out » du charbon, pour lui préférer celle de « phasing down » et souhaite étendre le « phasing down » aux autres énergies fossiles.

Vis-à-vis des forêts aussi, il convient de distinguer le discours des mesures mises en œuvre car les objectifs affichés sont ambitieux mais les politiques semblent marquer un retour en arrière. D'un côté, le gouvernement indien « cultive son image de protecteur de la nature » (Jaffrelot, 2024), en assurant qu'il s'emploie à améliorer le couvert forestier de l'Inde et, qu'en conséquence, l'Inde contribue à stocker du carbone grâce à ses forêts³⁸. Apparemment, le stock de carbone a effectivement augmenté, avec une augmentation de 39,7 millions de tonnes entre 2019 et 2022³⁹. Cependant, le rapport de Jaffrelot (2024) montre que ces données sont largement discutables car ce qui est considéré comme des « forêts » par le Forest Survey indien est jaugé par des images satellites présentant une résolution inadéquate. Aussi, entre 2015 et 2020, 256 000 hectares de forêt primaire ont été rasés, soit l'équivalent de six fois le territoire de la Suisse et une augmentation de 37 % par rapport aux six dernières années.⁴⁰ De plus, La CAMPA (Compensatory Afforestation Fund Management and Planning Authority), créée en 2006 et réformée par une loi de 2016, justifie ce déboisement rapide au nom de la croissance économique.⁴¹ Cette institution a ainsi autorisé la création de 21 aéroports et de 23 autoroutes d'une longueur totale de 7 800 kilomètres, ainsi que la vente aux enchères de forêts au secteur privé grâce à la dilution des lois de protection de la nature (Jaffrelot, 2024). Ensuite, pour répondre à l'objectif du sommet de Paris en 2015, le

³⁷ Ministère indien de l'Électricité et des Énergies nouvelles et renouvelables (Ministry of Power), National Electricity Plan, 2022, p. 279, <https://powermin.gov.in/en/content/national-electricity-plan-0>.

³⁸ ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique, National REDD+Strategy, India, New

Delhi, Government of India, 2018, https://redd.unfccc.int/media/india_national_redd_strategy.pdf

³⁹ India State of Environment Report 2021", ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique, 20 janvier 2022, <https://static.pib.gov.in/WriteReadData/specificdocs/documents/2022/jan/doc20221207001.pdf>.

⁴⁰ India State of Forest Report 2021", Rural India Online, 2021, <https://ruralindiaonline.org/en/library/resource/india-state-of-forest-report-2021/>.

⁴¹ "Reforestation compensatoire" en Inde : l'arbre qui gâche la forêt », Libération, 29 octobre 2021, https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/reforestation-compensatoire-en-inde-larbre-qui-gache-la-foret-20211028_ISA5N24MHJAPPN4NJMEH4AAVKQ/.

pays a lancé la « mission verte indienne » (green india mission) qui vise à augmenter les plantations d'arbres de 5 millions d'hectares et d'améliorer la qualité de la forêt de 5 autres hectares. Mais pour ce faire, l'Inde utilise les instruments du marché. Les instruments clés listés comme contributions à ce but sont le REDD+, la politique nationale d'agro-forestrie, la Joint Forest Management et le programme d'afforestation national (Harms et Benabou, 2021).

Ce processus s'est encore intensifié depuis. En 2022, le gouvernement a amendé les Forest Conservation Rules en donnant le droit aux propriétaires de forêts de déboiser sans le consentement préalable des populations autochtones. Enfin, en juillet 2023, les amendements apportés au Forest Conservation Act de 1980 ont privé de protection près de 200 000 kilomètres carrés de forêts qui peuvent maintenant être détruites au titre du développement d'infrastructure ou de la défense du territoire national⁴².

Vis-à-vis de la biodiversité, l'Inde met en avant des initiatives très médiatisées comme la conservation des tigres et des éléphants (Grave, 2023).

D'une manière générale, les politiques publiques restent insuffisantes faute de moyens (Grave, 2023) : plusieurs missions d'adaptation au changement climatique ne disposent pas de crédits alloués dans le budget 2023–2024. Le budget du MoEFCC pour l'année 2022-2023 représente seulement le tiers de celui du Ministère du Pétrole et du Gaz Naturel. Dans le budget 2022-2023, les fonds pour l'atténuation du changement climatique sont évalués à 25% des besoins estimés. L'adaptation est encore moins financée avec un budget sept fois inférieur au budget alloué à l'atténuation, car elle n'entraîne pas de retours sur investissement suffisamment incitatifs et mobilise encore peu le secteur privé (Grave, 2023).

Ainsi, le discours climatique indien est contradictoire, entre politiques ambitieuses médiatisées et prise de décisions aux effets adverses sur le climat et la biodiversité, comme par exemple l'exploitation des fonds océaniques, l'ouverture de nouvelles mines de charbon et la restriction des mesures de protection des forêts (Grave, 2023). Une explication de ces contradictions entre discours et mises en œuvre est donnée par le rapport de Jaffrelot (2023). Selon ce rapport, la contradiction qu'on observe entre les objectifs affichés et les politiques réellement menées s'explique non seulement par l'ampleur des besoins du pays et le coût moindre du charbon, mais aussi

⁴² T.V. Dutta, “‘Everyone is aghast.’ India’s move to weaken forest protection outrages conservationists”, Science, 1 août 2023, <https://www.science.org/content/article/everyone-aghast-india-s-move-weaken-forest-protections-outrages-conservationists>.

par l'influence de grands patrons proches du pouvoir, comme Gautam Adani, le nouveau magnat du charbon en Inde (Jaffrelot, 2023) et le quatrième homme le plus riche du monde dont le groupe possède la chaîne télévisée indienne NDTV⁴³. Dans son rapport annuel de 2023, l'ONG allemande Urgewald montre que le « boom du charbon » que connaît l'Inde est non seulement dû à l'entreprise publique Coal India, mais aussi au groupe Adani, « the world's largest private coal mine developer »⁴⁴. Par ailleurs, si le discours est aussi différent de la mise en œuvre, c'est aussi car il est marqué par des enjeux coloniaux.

2.2.3 Un discours empreint de racines coloniales

Le scepticisme de l'Inde vis-à-vis des accords internationaux ou instruments de régulation environnementale comme les mécanismes de développement propre n'est pas sans lien avec des racines coloniales profondes qui imprègnent le discours climatique indien. Thaker et Leiserowitz (2014) observent que déjà dans les années 1980, le discours climatique dénonce un certain « colonialisme environnemental ». Par exemple, le *Global Warming in an Unequal World* est un rapport écrit en 1991 en réponse à une directive du ministère de l'environnement de réduire les émissions de l'agriculture et de l'élevage. Ce rapport recadre l'enjeu du changement climatique comme un enjeu de « colonialisme environnemental », faisant une distinction entre les émissions « de luxe » et « de survie » et argumentant que le changement climatique a d'abord été causé par les émissions « historiques des pays développés » (Thaker et Leiserowitz, 2014).

Cette dimension coloniale est surtout à prendre en compte vis-à-vis des politiques qui concernent les forêts. En effet, les forêts ont une histoire coloniale très ancienne en Inde. Marine Carrin (2024) explique que depuis le XIXe siècle, le colonialisme et la gestion étatique de la forêt ont fait des ravages sur les communautés locales indiennes, en particulier sur les Adivasis. Avant l'indépendance, les politiques de réservation mises en place entre 1880 et 1890 par les colons britanniques qui consistaient à déclarer des forêts comme « réservées » et donc à exproprier les habitants n'ont pas respecté le droit des communautés locales (Carrin, 2024). Par exemple, la loi de la forêt de 1878

⁴³ <https://www.forbesmiddleeast.com/billionaires/world-billionaires/asias-richest-man-gautam-adani-seeks-majority-stake-in-indias-ndtv-1>

⁴⁴ The 2023 Global Coal Exit List: Failing the Phase-Out, Berlin, 19 octobre 2023, <https://www.urgewald.org/en/medien/2023-global-coal-exit-list-failing-phase-out>. Voir aussi <https://www.irena.org/Data/View-data-by-topic/Capacity-and-Generation/Country-Rankings>.

(Indian Forest Act) prévoyait des sanctions pour ceux qui occupaient illégalement les territoires forestiers. Dans les forêts « réservées », les divers interdits ont provoqué la disette parmi les populations. De même, en 1927, la loi sur la Forêt donne le droit à l'Etat de s'approprier la plupart des forêts qui furent divisées en forêts réservées, protégées et communales. Les forêts réservées deviennent propriétés de l'Etat, les forêts protégées appartiennent aux grands propriétaires et les forêts communales restent sous le contrôle des populations locales. Après l'indépendance en 1947, même si une politique de discrimination positive qui reconnaît les droits aux communautés répertoriées est mise en place, le profit l'emporte sur la légalité et le statut des populations marginalisées demeure fragile. Ensuite, la gestion forestière partagée a été introduite en tant que politique forestière nationale en 1988 avec l'idée de gérer conjointement les ressources naturelles avec le département indien des forêts. Ce schéma a été fortement contesté car il n'a pas abouti au développement d'une véritable participation publique à la gestion forestière (Carrin, 2024). Plus récemment, la loi sur les droits forestiers de 2006 reconnaît finalement les droits communautaires des communautés autochtones et des habitants des forêts mais celle-ci n'est pas tout le temps respectée (Carrin, 2024).

Aujourd'hui encore, les forêts sont particulièrement mises au devant des politiques environnementales en Inde. Selon Davis et Robbins (2018), « la plantation d'arbre est devenue une obsession de gouvernance environnementale post coloniale » et l'accent est mis sur l'afforestation/reforestation. Les projets de reforestation basés sur la quantification fournissent au département de la forêt un nouveau langage l'incitant à garder le contrôle plutôt que de le laisser aux acteurs du marché. Mais les pratiques indigènes de souveraineté et de contrôle vont de paire avec l'environnementalisme de marché. Ce projet s'intéresse aux structures locales de propriété, de contrôle et de prise de décision et intègre même des critiques militantes dans la mise en œuvre du projet. Finalement, la gestion de la forêt fait l'objet d'un débat intense impliquant une multitude d'acteurs, venant aussi bien des communautés locales que de la cour suprême, et de manière grandissante des acteurs privés, à la fois nationaux et étrangers, opérant dans un climat favorable à la dérégulation et aux solutions de marché (Carrin, 2024).

Pour prendre un exemple précis, Eleonora Fanari (2024) a étudié la conservation participative dans le parc national de Kaziranga en Assam et elle a constaté que les

pratiques de conservation communautaire deviennent un moyen pour les autorités de réglementer la vie des peuples et des animaux. En effet, la gestion conjointe des forêts est loin d'être un outil permettant aux populations de prendre le pouvoir et le contrôle sur leurs ressources naturelles. Elle est encore plus loin d'être un modèle communautaire juste et égalitaire. Cette approche se résume à donner aux membres du comité le pouvoir de contrôler le comportement des villageois et à imposer restrictions et réglementations. Finalement, Fanari (2024) en conclut que les mesures de conservation participatives peuvent in fine reproduire un système de pouvoir sous une forme moins dirigiste en reléguant les communautés locales à une position de marginalité et de dépendance.

Un autre exemple qui corrobore l'étude de Fanari (2024) est celui du projet des collines de Khasi étudié par Benabou (2021). C'est une des premières initiatives de REDD+ (reducing emissions from deforestation and forest degradation) en Asie à être développée et gérée par les gouvernements indigènes. La propriété et le contrôle de la terre est formellement donné au peuple plutôt qu'à l'Etat. Le projet applique aussi la logique REDD selon laquelle les communautés locales sont incitées financièrement à ne pas couper les forêts et à s'engager pour leur conservation. Or, il y a plusieurs anguilles sous roche. D'abord, l'idée de ce projet a été apportée par des étrangers : l'organisation américaine CFI. Ensuite, le projet a été présenté comme une opportunité pour offrir un soutien technique et financier. Finalement, une forme de gouvernementalité néolibérale a été mise en place, à travers une revitalisation des institutions traditionnelles, des campagnes d'éducation environnementale et des incitations économiques (Benabou, 2022). Mais comme le montre Benabou, le projet Khasi ne repose évidemment pas que sur la revitalisation des institutions traditionnelles mais aussi sur le « hard cash ». En effet, les incitations financières sont là pour promouvoir et récompenser l'efficacité et l'entrepreneuriat, à travers des paiements basés sur la performance. Finalement, si le projet a rencontré un grand succès en termes d'implication communautaire, il y a eu en même temps des tensions significatives. Selon Benabou (2022), la contradiction la plus immédiate a été la dissonance entre l'aspect prétendument communautaire du projet et son incarnation dans une seule personne (le projet a été mis entre les mains du chef de la tribu, Bah Tambor). Cela peut être rapproché d'une forme d'aliénation subtile potentielle : le capitalisme néo-tribal (Karlsson, 2011), c'est-à-dire l'enrichissement

d'une élite tribale contrôlant les terres nouvellement capitalisées et les ressources naturelles pour une production de marchandises.

Ainsi, le discours climatique indien est très complexe, puisqu'il combine des logiques néolibérales avec des racines coloniales et une reconnaissance de la vulnérabilité du pays. Finalement, le discours est souvent à distinguer de la mise en œuvre, car si les politiques sont parfois ambitieuses, elles ne le sont pas en pratique. Aussi, la tendance à privilégier la communauté locale semble cacher une nouvelle forme de domination plus subtile et potentiellement plus insidieuse. Or, nous allons le voir, les think tanks indiens utilisent justement des tactiques de ce genre pour promouvoir un discours de déni et délai climatique.

2.2.4 Les acteurs du discours climatique : le rôle des think tanks indiens

Selon Andrew Rich cité par Sriradav (2016), les think tanks sont des organisations indépendantes, à but non lucratif, non partisans qui produisent et s'appuient sur l'expertise et les idées pour obtenir un soutien et une influence dans le processus d'élaboration des politiques. Les think tanks lient deux rôles clé : celui de l'élaborateur de la politique et celui de l'académie, en conduisant une analyse profonde des différents enjeux et en fournissant de la recherche pour une meilleure compréhension des politiques. Ensuite, cette information et analyse sont utilisées pour informer les décisions politiques importantes (Sriradav, 2016). On peut dire qu'ils performant de cinq façons majeures (McGann, Weaver, 2000). Premièrement, ils organisent la recherche sur les problèmes politiques et les solutions d'une manière pertinente (focus sur les questions comme : quels sont les enjeux pour le pays, à quoi point les problèmes financiers gouvernent le processus d'élaboration de politiques...etc). Deuxièmement, ils fournissent des suggestions sur les enjeux politiques actuels qui sont reconnus par le gouvernement. Pour ce faire, ils organisent des séminaires, des rencontres pour ceux qui prennent les décisions. Ils publient aussi des rapports et littérature sur une législation en attente ou proposée. Cela peut aussi être indirect via des commentaires dans les journaux ou des écrits d'opinion. Troisièmement, ils évaluent le programme des gouvernements. Quatrièmement, ils servent comme facilitateur à des échanges d'idées.

En organisant les séminaires et rencontres, ils permettent aux décideurs politiques d'être confrontés au public. Enfin, ils fournissent l'information pour les leaders des partis gouvernementaux ou non et les élus.

Le chercheur Dieter Plehwe suggère que l'on peut aller plus loin que ces fonctions performatives. Il cite par exemple Medvetz (2012) qui a selon lui réussi à dépasser les limites traditionnelles des études sur les think tanks en démontrant la dépendance commune des think tanks à l'égard des ressources provenant des milieux universitaires, des entreprises, des médias et des milieux politiques et en révélant leurs multiples identités vis-à-vis de leur audience. Il cite aussi Stone (2013) qui a mis l'accent sur les réseaux de think tanks en tant qu'élément important des régimes de gouvernance et médiateur du lien entre connaissance et pouvoir (knowledge-interest nexus). Plehwe (2014) reprend cette notion de « knowledge interest nexus » pour dénoncer le rôle des think tanks dans le contre-mouvement climatique. Il montre que les think tanks privés actuels sont très divers et ont des rôles multiples qui empiètent sur le territoire de l'univers académique traditionnel. Ils jouent un rôle central dans le contre mouvement climatique car ils sont par exemple stratégiquement utilisés pour exploiter les incertitudes (Plehwe, 2014).

En Inde, on constate une influence structurelle grandissante des think tanks dans le système indien d'élaboration de politiques (Singh et al, 2015). Depuis 1943, leur émergence est continue et leur rôle s'est même accru (Srivastav, 2016). Le nombre de think tanks indiens a plus que triplé entre 2008 et 2017, passant de 121 à 444 think tanks (McGann, 2008-2018). En 2017, l'Inde est le 3^{ème} pays avec le plus de thinks tanks, après les Etats-Unis (1872) et la Chine (512). Cette vague en décalé de think tanks suit la hausse des think tanks en Europe et aux Etats-Unis durant les années 1980 et 1990 (Khan et Khöllner, 2018).

Si les think tanks se sont développés plus tard en Inde, c'est peut-être parce qu'au départ, le système indien n'a pas conceptualisé et développé le mécanisme formel des think tanks (Singh et al, 2015). Les processus institutionnalisés ont commencé après l'indépendance. Toutefois, même s'ils sont arrivés plus tard, Singh et al (2015) expliquent qu'avec le temps, les think tanks indiens sont devenus populaires, jouant un rôle important dans la formation des politiques, créant une opinion publique et mettant en avant l'agenda des agences de financement et des groupes économiques et politiques

intéressés (Bill and Melinda Report, 2009).. De plus, cette croissance a aussi été alimentée par le patronage de l'Etat et des fonds rendus disponibles par des agences donatrices nationales et internationales, des partis politiques et des organisations sociales (Singh et al, 2015).

Pour aller plus loin, Singh et al (2015) ont tenté d'analyser si le processus d'élaboration des politiques en Inde était basé sur la recherche factuelle des think tanks. Leurs résultats suggèrent que les think tanks institutionnels constituent un phénomène relativement nouveau en comparaison avec l'ouest et que les think tanks indiens manquent d'accès au gouvernement. Cependant, ils reconnaissent que même si le processus d'élaboration de politiques en Inde a été moins réceptif aux apports des think tanks que d'autres pays, récemment, le système indien a commencé à reconnaître des façons de travailler avec les think tanks pour incuber, tester, promouvoir et évaluer les idées et les enjeux des politiques indiennes (Singh et al, 2015). Par exemple, les questions politiques liées à l'environnement font l'objet de recherches approfondies par les principaux think tanks comme The Energy and Resources Institute (TERI), le Centre for Science and Environment, l'Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment (ATREE) et le National Environmental Engineering Research Institute (Singh et al, 2015). Ainsi, les think tanks ont une influence et une présence significative dans les secteurs visibles où l'Inde a pris de l'importance comme le développement économique et l'environnement, mais moins dans d'autres secteurs (éducation, santé, agriculture...). Toutefois, les auteurs concluent que d'une manière générale, leur influence reste limitée. Selon eux, la formation politique est très centralisée et dictée par les inquiétudes des agendas politiques, ce qui laisse peu de place à l'activisme des think tanks en Inde (Singh et al, 2015). Ils ajoutent que les think tanks indiens, par leur design et leur structure sont de petites institutions idéologiques contrairement au concept occidental qui agit comme de grandes fondations (Singh et al, 2015). Enfin, le leadership des think tanks indiens serait limité à l'autorité et la crédibilité de la personne fondatrice ou du leader sélectionné (Singh et al, 2015).

Toutefois, la recherche de Khan et Köllner (2018) qui est plus récente que celle de Singh et al (2015) suggère tout de même un plus grand pouvoir des think tanks indiens. Ils ont selon eux davantage de financements et venant de sources différentes et un accès plus grand à l'information grâce au soutien du gouvernement. Cela est dû à la nouvelle demande du gouvernement et du secteur du commerce pour l'expertise et les

compétences organisationnelles des think tanks. Ils ont alors fourni aux think tanks un accès aux financements privés et gouvernementaux et plus d'informations, ce qui a augmenté leur visibilité dans la sphère publique. Les auteurs constatent que d'une manière générale, les think tanks ont plus de lien avec les parties prenantes, notamment avec le gouvernement. Certains think tanks seraient même devenus des « plateforme pour la dissémination d'informations » (Malhotra, 2017). Mais leur étude se concentre surtout sur les think tanks spécialisés dans la politique étrangère. Les auteurs eux-mêmes reconnaissent qu'il est difficile d'évaluer l'étendue de l'influence des think tanks et la forme prend cette influence.

Finalement, même si l'influence des think tanks n'est peut-être pas aussi grande en Inde qu'en Occident, elle n'en reste pas moins grandissante et préoccupante dans le contexte de l'urgence climatique. En effet, leur expansion signifie que leurs discours de déni et délai climatique se propagent davantage. Cela est d'autant plus préoccupant qu'ils utilisent toute sorte de stratégies pour diffuser leurs propos. En particulier, il est intéressant de se pencher sur les arguments et tactiques du déni et délai climatique.

2.3 Déni et délai climatique

Dans cette partie, nous allons voir quelles sont les différentes classifications des arguments utilisés dans les discours du déni et délai existantes dans la littérature puis les différentes tactiques utilisées. Pour finir, nous verrons quelques résultats des analyses de discours de déni et délai climatique présentes dans la littérature.

2.3.1 Classification des arguments utilisés dans les discours du déni et délai climatique

Le discours de déni climatique vise essentiellement à contester l'action à l'encontre des changements climatiques, soit en niant l'existence même du réchauffement planétaire, soit en niant sa source humaine ou l'ampleur de ses conséquences. On entre dans le discours du délai climatique lorsque le discours vise à retarder l'action climatique en contestant le réalisme, l'efficacité ou l'acceptabilité des mesures proposées (Coan et al, 2021). Lamb et al (2020) ajoutent que ce sont des discours qui « acceptent l'existence du changement climatique mais justifient l'inaction ou des efforts inadaptés »⁴⁵ et que

⁴⁵ Lamb et al, 2020, pg1

« les tenants du délai climatique défendent une action minimale ou une action menée par d'autres. Ils focalisent l'attention sur les effets sociaux négatifs de la politique climatique et soulèvent le doute sur l'atténuation est possible ».⁴⁶

Il y a eu une attention considérable aux discours climatiques des think tanks dans la littérature sur le climato-scepticisme (McRight et Dunlap, 2000, Boussalis et Coan, 2016, Farrell, 2016, Brull, 2013). Chacune de ces études dénoncent les arguments utilisés par les acteurs du « contre mouvement climatique » (climate change countermovement - CCM en anglais). Selon Brulle (2013, pg 682), on peut voir ce mouvement de contre-courant comme « une contestation culturelle entre un mouvement social défendant les restrictions sur les émissions de CO2 et un contre-mouvement opposé à ces actions ». Ce réseau d'acteurs retient un pouvoir financier et politique significatif et est connu pour attaquer la politique de protection climatique et d'utiliser la stratégie d'être partenaire avec des think tanks conservateurs (Brulle, 2018). McRight et Dunlap (2000) ont analysé le contre-mouvement climatique américain entre 1990 et 1997 et ont identifié trois contre-arguments principaux utilisés par ces think tanks. Tout d'abord, le mouvement a critiqué la base factuelle du réchauffement climatique comme étant faible, voire totalement erronée. Deuxièmement, le mouvement a affirmé que le réchauffement climatique aurait des avantages substantiels s'il se produisait. Troisièmement, le mouvement a averti que les actions proposées pour améliorer le réchauffement climatique feraient plus de mal que de bien. De leur côté, Boussalis et Coan (2016) ont analysé la décennie suivante, 1998-2013, et ont trouvé que l'information climato-sceptique avait augmenté de manière exponentielle, que les thèmes sceptiques étaient variés, de l'intégrité scientifique à la politique, et enfin que le discours scientifique s'est développé par rapport au discours politique dans les principales organisations sceptiques. Farrell (2016) a fait le même constat d'une augmentation de la polarisation idéologique autour des enjeux environnementaux et a souligné que le financement des entreprises influence la production et le contenu thématique réel des efforts de polarisation. Parmi toutes ces études, la plus complète à ce jour est celle de Travis G. Coan et al (2021) qui ont développé un modèle pour analyser le contenu textuel des 33 principaux blogs de contre-courant et du contenu climatique de 20 think tanks conservateurs sur la période de 1998 à 2020, soit 255,449 documents. Ils ont aussi analysé 54 articles de recherche sur les discours de déni et délai

⁴⁶ Lamb et al, 2020, pg 1

climatique. Ce processus a mené les auteurs à identifier cinq catégories d'arguments majeures qu'ils considèrent comme étant les « cinq incrédulités climatiques clés » : (1) ce n'est pas en train de se passer, (2) ce n'est pas nous, (3) ce n'est pas grave, (4) les solutions ne vont pas marcher et (5) on ne peut pas faire confiance à la science climatique, aux scientifiques. Au sein de ces catégories, ils ont identifié deux sous-niveaux (27 sous arguments, 49 sous-sous arguments). Cette classification est la première qui intègre à la fois la désinformation de la science climatique, les arguments contre les solutions climatiques et les attaques décrédibilisant la science climatique et les scientifiques en une seule taxonomie.

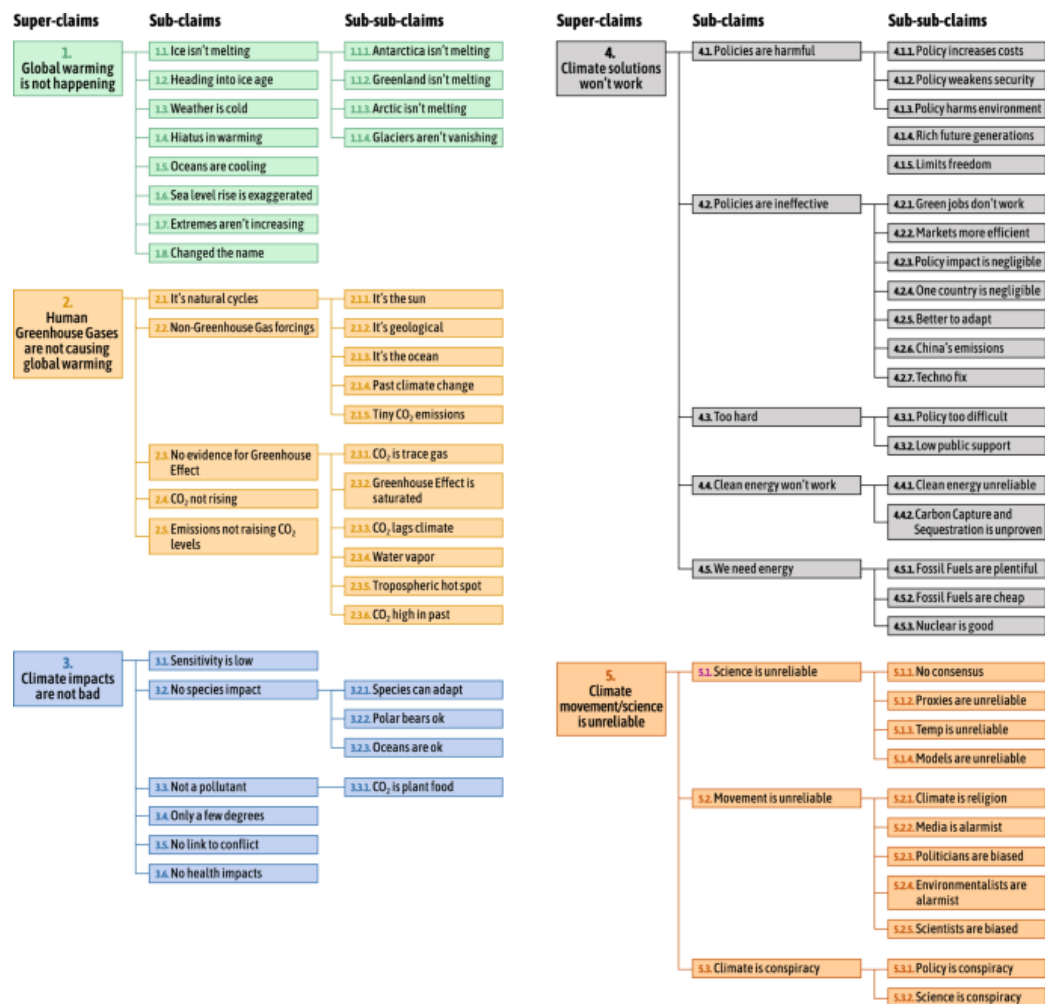


Figure 1 : classification de Coan et al, 2021

Selon la définition donnée plus haut du **déni climatique**, on constate que les catégories 1 à 3 sont des discours de déni. La première catégorie « ce n'est pas en train de se

passer » nie l'existence même du réchauffement climatique avec une remise en cause des faits scientifiques, par exemple niant la fonte des glaces « la glace n'est pas en train de fondre » et plus spécifiquement « l'Arctique n'est pas en train de fondre ». La seconde catégorie, « ce n'est pas nous », reconnaît l'existence du réchauffement climatique mais nie la responsabilité des émissions d'origine humaine dans le réchauffement climatique avec des arguments qui donnent une autre origine au réchauffement comme « ce sont les cycles naturels » ou qui conteste l'existence de preuve de l'effet de serre : « il n'y a pas de preuve à l'effet de serre ». Ensuite, la troisième catégorie s'attaque à l'ampleur du réchauffement climatique et minimise sa gravité en disant « ce n'est pas grave ». Comme sous-argument, il y a par exemple « les espèces peuvent s'adapter ».

Quant aux **discours du délai**, il y a d'abord l'argument que « les solutions ne vont pas marcher » (catégorie 4) car « les politiques climatiques sont nuisibles », « inefficaces » ou encore « trop difficiles ». Enfin, il y a l'argument que « le mouvement/la science climatique n'est pas fiable » et qui contient par exemple des sous-arguments conspirationnistes comme « le climat est une religion » ou « le climat est une conspiration ».

On peut trouver d'autres classifications du discours du délai dans la littérature, notamment la typologie de Lamb et al (2020) qui identifie, décrit et catégorise les discours du délai. Pour construire leur typologie, les auteurs s'appuient sur un échantillon de témoignages écrits et une sélection d'articles et de contenu médiatique sur les politiques climatiques en Allemagne, au Royaume-Uni, en Norvège et aux Etats-Unis. Ils ont identifié 12 discours du délai, groupés selon une logique sous-jacente en 4 catégories de stratégies.

La première catégorie est celle dont les discours consistent à « **rediriger la responsabilité** ». Une des logiques sous-jacentes est « l'individualisme » qui redirige l'action climatique venant de solutions systématiques vers des actions individuelles. Ces discours ne suggèrent pas que l'action individuelle est futile mais au contraire qu'elle peut potentiellement stimuler le changement en mettant la pression contre les politiques de régulation qui empêchent d'agir individuellement. Une autre logique sous-jacente de cette catégorie est le « whataboutism » qui consiste à déployer des statistiques pour démontrer les petites contributions aux émissions globales ou pointer les plus grands

émetteurs comme la Chine. Ce type de discours met en évidence le problème du passager clandestin, identifié comme une troisième logique sous-jacente. Ce discours justifie l'inaction en affirmant que les autres profiteront de ceux qui mènent les politiques d'atténuation. Ces trois discours mettent en place des conditions irréalistes pour agir, sous-entendant que les autres devraient agir avant qu'on considère agir nous-mêmes.

La seconde catégorie comprend tous les discours qui « poussent vers des **solutions non transformatives** ». L'argument de « l'optimisme technologique » en est un exemple parlant. Il s'agit de soutenir que le progrès technologique permettra de réduire les émissions futures. Ce discours est souvent accompagné de l'idée que le progrès technologique requière uniquement des incitations basées sur le marché plutôt que des régulations. Un autre argument est celui du « solutionnisme des combustions fossiles », autrement dit que l'industrie fossile fait partie de la solution. Un autre moyen d'en faire le moins possible est de se déclarer leaders dans le combat contre le réchauffement climatique. C'est le discours « all talk, little action », « que du blabla, peu d'action », un discours qui pointe les avancées récentes dans la réduction des émissions. Sur un plan plus idéologique, le discours « pas de bâton, juste les carottes » (no sticks, just carrots) affirme que l'on devrait uniquement entreprendre des actions prises volontairement (carottes), en particulier celles qui étendent les choix du consommateur.

La troisième catégorie, « **souligner les points noirs** » (emphasize the downsides) regroupe les discours qui soulignent les effets négatifs de l'action climatique, sous-entendant que l'action climatique sera une plus grande charge pour la société que les conséquences de l'inaction. Ce cadre peut résonner avec les communautés marginalisées des pays en voie de développement. Ce discours comprend la logique de « l'appel à la justice sociale », c'est-à-dire au fait de mettre les impacts sociaux au-devant des discussions politiques, considérant l'action climatique comme un coût pour la société. . « L'appel au bien-être » (appeal to well being » est une version extrême de ce discours. Il affirme que la politique climatique menace les moyens de subsistance fondamentaux et les niveaux de vie. La conséquence de ces inquiétudes sur les politiques climatiques est de promouvoir un discours de « perfectionnisme politique » (policy perfectionism) qui consiste à ne pas entreprendre d'action climatique tant qu'elle n'est pas parfaite.

Enfin, la dernière catégorie regroupe les discours qui invitent à « **abandonner** » (surrender), considérant que l'atténuation climatique n'est pas faisable. Ces discours soulèvent les doutes sur la possibilité de l'atténuation en pointant des défis politiques, sociaux ou biophysiques insurmontables. Il y a deux façons de développer ce narratif. La première est de dire que « le changement est impossible », en niant la capacité des sociétés à organiser des transformations socio-économiques. La seconde va plus loin en parlant de « destin tragique » (doomism), c'est-à-dire en disant qu'il est trop tard pour agir. Ce discours implique que l'atténuation est futile et suggère que la seule réponse possible est l'adaptation.

Les auteurs précisent que ces discours sont souvent construits en pratique par une combinaison de tous ces arguments. Par ailleurs, des nouvelles stratégies se développent tout le temps.

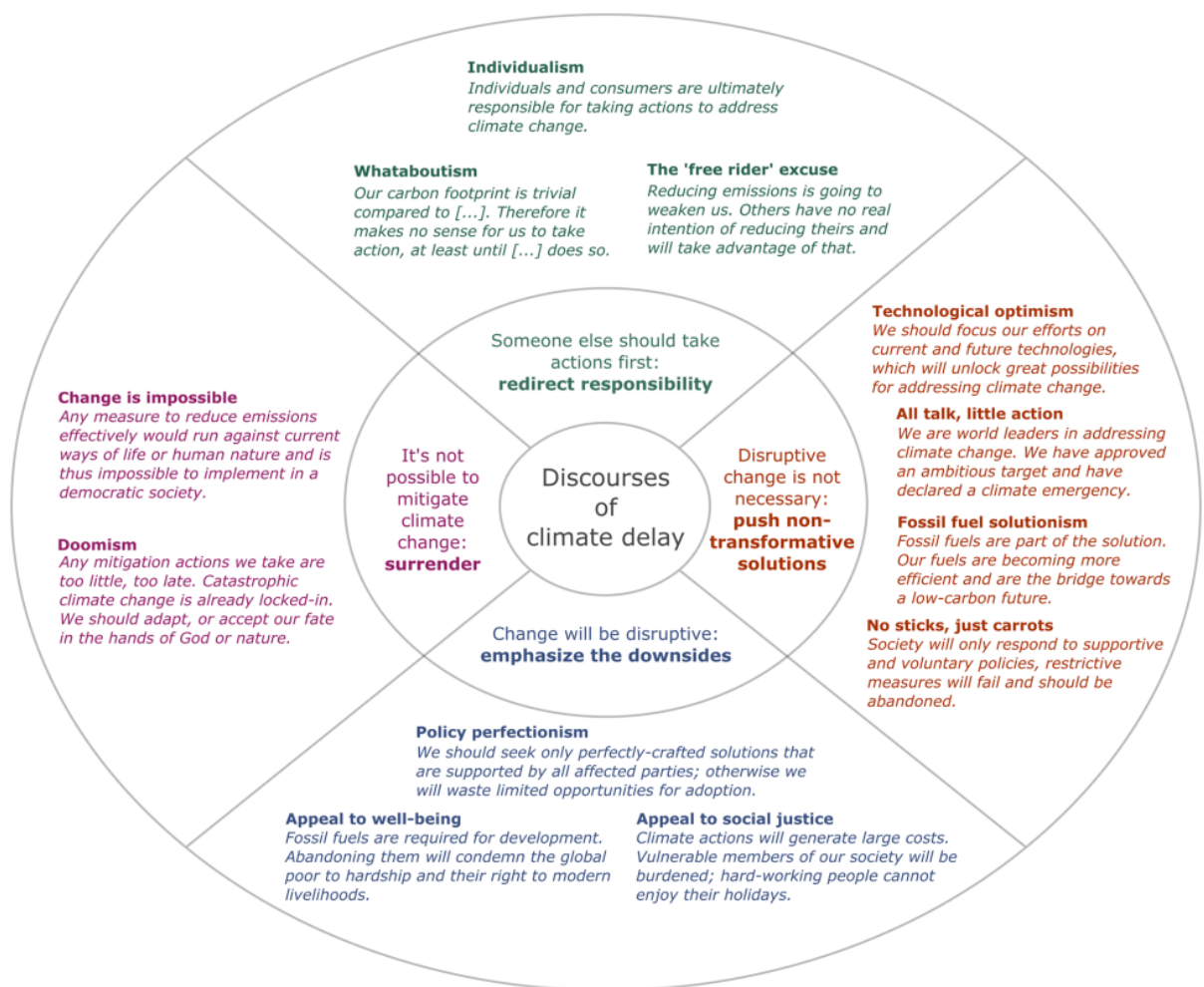


Figure 2 : classification de Lamb et al, 2020

Si on prend l'exemple de l'énergie fossile, on voit que ces classifications permettent de bien analyser la combinaison des arguments utilisés dans la communication des entreprises leaders du secteur.

La typologie de Lamb et al (2020) rejoint celle de Supran et Oreskes (2021) utilisée pour étudier la rhétorique et l'analyse de cadre des communications d'ExxonMobil sur le changement climatique. Supran et Oreskes (2021) observent que la communication d'ExxonMobil sur le changement climatique imite la propagande de l'industrie du tabac. Ils expliquent que la rhétorique du « risque » climatique fausse la réalité et la gravité du changement climatique et que la rhétorique de la demande du consommateur (versus l'offre de l'énergie fossile) individualise la responsabilité. Ils ont mis en évidence quatre cadres principaux dans les publications d'ExxonMobil : l'incertitude scientifique, la menace socioéconomique, l'énergie fossile comme sauveuse et la responsabilité individuelle.

A propos de l'**incertitude scientifique**, à la fois Mobil et ExxonMobil Corp ont soulevé le doute à propos du changement climatique. Ils ont encouragé le débat et se sont focalisés sur ce que les scientifiques « font et ne font pas ».⁴⁷ La rhétorique de l'« incertitude scientifique » présente le changement climatique d'origine anthropique comme non prouvé et demande une recherche additionnelle sur la science climatique.

Ensuite, la rhétorique de la « **menace socioéconomique** » défend l'idée que les politiques climatiques contraignantes (comme le protocole de Kyoto) sont alarmistes et menacent la prospérité, défendant plutôt les mesures volontaristes. Cela rejoint fortement la catégorie « pas de bâtons, juste des carottes » de Lamber et al (2020).

De même, la rhétorique de l'« **énergie fossile comme sauveuse** » fait écho à la catégorie « fossil fuel solutionnism ». Il s'agit de décrire le changement climatique comme inévitable. Ils disent que ce cadre « décrit le changement climatique comme un risque inévitable (et implicitement acceptable) de rencontrer la demande en énergie des consommateurs avec les énergies fossiles pour le futur proche et présente l'innovation technologique comme une solution de long terme.

Enfin, il y a aussi le cadre de la **responsabilité individuelle** qui consiste à tourner la responsabilité du réchauffement climatique loin de l'industrie fossile sur les

⁴⁷ Supran et Oreskes 2010

consommateurs. C'est la rhétorique de la demande des consommateurs versus l'offre de l'énergie fossile qui individualise la responsabilité. Cela rejoint la catégorie « rediriger la responsabilité » identifiée par Lamb et al (2020).

Coan et al	Lamb et al	Supran et Oreskes
Ce n'est pas en train de se passer	Rediriger la responsabilité	Incertitude scientifique
Ce n'est pas nous	Solution non transformatives	Menaces socio-économiques
Ce n'est pas grave	Souligner les points noirs	L'énergie fossile comme sauveuse
Les solutions ne vont pas marcher	Abandonner	Responsabilité individuelle
On ne peut pas faire confiance à la science climatique, aux scientifiques		

Tableau 1 : classification discours du déni et délai selon chaque auteur

2.3.2 Analyse actuelle des discours de déni et de délai des think tank à la lumière des classifications existant dans la littérature

L'étude de Coan et al (2021) met en évidence qu'en général, les think tanks et blogs de leur échantillon se focalisent principalement sur les défauts des solutions climatiques (catégorie 4) et sur les attaques envers la science climatique et les scientifiques (catégorie 5). Au départ, il y avait des niveaux à peu près équivalents pour ces deux catégories mais après 2008, la catégorie 4 a gagné en importance. Ce changement correspond à la transition de pouvoir des républicains aux Démocrates et à la menace de législation climatique : en 2007, pour la première fois depuis 1993, les démocrates ont obtenu la majorité dans les deux chambres du Congrès et, en 2008, le sénateur Obama, toujours en tête des sondages d'opinion pour l'élection présidentielle, a promis une législation globale sur le climat lors de sa campagne présidentielle. Et la catégorie 4 a dominé pour le reste de la période observée (1998-2020), indiquant un tournant durable vers les attaques sur les solutions climatiques. Ensuite, les arguments qui nient l'existence ou la gravité du changement climatique (1 et 3) ont été stables ou

ont décliné ces dernières années. Enfin, le sous-argument le plus utilisé est celui qui défend l'idée que le changement climatique est seulement dû aux cycles naturels.

Parmi les arguments de la catégorie 4, celui qui est le plus utilisé par les think tanks est celui qui défend que les mesures d'atténuation et d'adaptation seront néfastes pour l'économie, l'environnement et la société.

Par rapports aux arguments qui attaquent la science et le mouvement climatique (catégorie 5), les think tanks ont tendance à se focaliser sur le mouvement climatique, en accusant les scientifiques climatiques et activistes d'être alarmistes et biaisés. Les arguments les plus utilisés sont ceux qui défendent que « le mouvement climatique n'est pas fiable » et que « la science climatique n'est pas fiable ». Les think tanks continuent de fabriquer l'incertitude en critiquant la validité des preuves scientifiques du changement climatique d'origine anthropique, critiquant soit les modèles climatiques, soit les données. Quel que soit le focus de la critique (sur les modèles scientifiques ou sur les données), Coan et al (2021) observent un consensus sur la stratégie rhétorique : ils montrent qu'il y a une transition claire en 2005 vers des accusations d'alarmisme, de biais, d'hypocrisie, de conspiration et de corruption contre les scientifiques climatiques, les avocats, médias et politiciens. En particulier, ils observent un pic en 2006-2007 puis en 2009 avec le rapport appelé la controverse « climategate ». Le « Climategate » fait référence à une controverse qui a débuté en novembre 2009 lorsqu'un serveur de l'Unité de recherche climatique (CRU) de l'Université d'East Anglia (UEA) a été piraté et que des milliers de courriels et de fichiers informatiques ont été divulgués sur l'internet. Certains ont interprété ces courriels comme la preuve d'une conspiration scientifique visant à étouffer le scepticisme à l'égard du changement climatique et à manipuler les données sur le climat. Cependant, les responsables du CRU et de nombreuses enquêtes indépendantes ont conclu que les courriels avaient été sortis de leur contexte et qu'il n'y avait aucune preuve d'inconduite scientifique.

Enfin, Coan et al (2021) suggèrent que les think tanks conservateurs utilisent particulièrement les arguments qui attaquent les politiques d'atténuation en les qualifiant de contre productives et même néfastes. Ils observent que les think tanks ont beaucoup investi sur la propagation de narratifs qui tendent à endommager la crédibilité de la science climatique et des scientifiques climatiques.

De son côté, la typologie de Lamb et al (2020) a été appliquée dans de nombreux contextes européens (Nisbett et al, 2024 ; Pringle and Robbins, 2022 ; Tito et al, 2024) mais très peu dans des contextes plus variés, notamment à l'échelle d'un Etat. Nisbett et al (2024) s'appuient sur le cas des débats parlementaires au Royaume-Uni entre 2017 et 2022 et mettent en évidence que les actions normatives pro-climat sont couplées aux narratifs de déni et délai et que les dernières dynamiques suggèrent que les arguments du délai deviennent dominants. Pringle et Robbins (2022) s'intéressent quant à eux aux débats parlementaires irlandais concernant la loi sur l'action climatique (2021). Leurs résultats suggèrent que les organisations et acteurs dont l'intention est d'empêcher ou retarder l'action climatique ont adapté leurs stratégies discursives, d'un déni pur et simple de la réalité du réchauffement climatique vers des discours de délai. Leurs résultats montrent une majorité d'arguments qui visent à « souligner les points noirs » et « pousser vers des solutions transformatives » et très peu d'arguments pour « rediriger la responsabilité » et « abandonner ». En particulier, les arguments les plus utilisés sont « l'appel à la justice sociale » et « beaucoup de blabla, peu d'action ». Enfin, Tito et al (2024) appliquent la typologie de Lamb et al (2020) aux partenaires sociaux autrichiens et leurs résultats confirment une majorité d'arguments pour « souligner les points noirs », « pousser vers des solutions non transformatives » et une quasi absence des arguments qui visent à « abandonner ».

Par ailleurs, Eskridge-Aldama (2025) a voulu utiliser cette typologie à l'échelle d'une région pour étudier un contexte différent, celui des discours de délai climatique de la législation de l'Arizona, autour de deux textes de loi (House bill 2686 et House bill 2021). Son analyse révèle que les arguments du discours du délai les plus utilisés concernent surtout les conséquences négatives de l'action climatique et promeuvent des solutions non transformatives, en particulier celles qui sont alignées avec les intérêts des énergies fossiles. Elle explique ce résultat par le rejet général des politiques d'atténuation et d'adaptation au sein de la législature de l'Arizona. Aussi, ce discours requière une reconnaissance minimale du réchauffement climatique donc il peut être facilement utilisé par les législateurs et d'autres acteurs qui ne croient pas au réchauffement climatique ou ne soutiennent pas l'action climatique. Au sein de ces catégories, les arguments utilisaient un raisonnement économique et renforçaient le statu quo dans leur priorisation de la stimulation économique et de la croissance. Dans ce cadre, le coût des régulations environnementales est considéré comme injustifiable.

De manière contrastée, les arguments qui visent à « rediriger la responsabilité » et à « abandonner » sont utilisés moins fréquemment. Le « whataboutism » est complètement absent. Cette absence suggère qu'en Arizona, le discours du délai consiste moins à détourner la responsabilité qu'à affirmer une identité locale et à résister à la perception d'une influence externe.

Ensuite, en dehors des classifications de Lamb et al (2020) et de Coan et al (2021), d'autres études ont analysé les discours de déni et délai climatique des think tanks et ont trouvé des résultats qui allaient dans le même sens (Almiron et al (2020)). En effet, Almiron et al (2020) ont conduit une analyse sur 8 think tanks européens présents dans 6 pays et sur la période 1994-2018. Ils ont constaté que les think tanks ont constamment adopté une approche de contre-courant en ce qui concerne le changement climatique et que comme aux Etats-Unis, les positions idéologiques néolibérales sont celles qui sont le plus souvent adoptées par les think tanks en Europe.

De même, Graham (2024) a étudié le rôle de 12 think tanks canadiens affiliés à Atlas dans l'obstruction climatique. Il n'a pas utilisé la typologie de Lamb et al (2020) mais il a identifié une série de cadres utilisés par ces think tanks pour faire obstacle à l'action et la politique climatique. Ses résultats rejoignent ceux des autres études car il a trouvé que le principal argument utilisé est de considérer que les réductions d'émissions et les accords climatiques sont néfastes pour l'économie ou les citoyens. Il a constaté que cet argument était lié à un deuxième cadre qui met en avant la force de l'économie ou le bien être général apporté par les énergies fossiles. Ensuite, le troisième cadre le plus important est celui du déni climatique : le déni de la réalité de l'origine anthropique du réchauffement climatique, y compris des attaques sur les scientifiques et leur crédibilité, et le climato-scepticisme qu'il définit par le questionnement ou la minimisation de la sévérité des impacts climatiques. Enfin, les attaques contre les opposants, que ce soient des écologistes, activistes, politiciens ou journalistes, étaient le cadre suivant le plus utilisé.

Ainsi, les applications des typologies des arguments de déni et délai climatique présentes dans la littérature semblent toutes constater un discours qui se déplace du déni au délai et dont les arguments visent surtout à « souligner les points noirs » ou « pousser vers des solutions non transformatives ». De plus, les arguments visant à

« abandonner » sont presque systématiquement absents. De même, les études qui utilisent d'autres classifications obtiennent des résultats qui vont dans le même sens. Ces arguments sont utilisés dans le cadre de tactiques bien spécifiques connues du contre-mouvement climatique. Il s'agit maintenant d'identifier ces tactiques.

2.3.3 Tactiques utilisées dans les discours de déni climatique

McCrigh et Dunlap (2012) décrivent les tactiques utilisées dans ce qu'ils appellent la « machine du déni », c'est-à-dire la structure et les stratégies de déni aux Etats Unis. Ils parlent d'une « *mobilisation d'un déni organisé du changement climatique* »⁴⁸ et constatent que les efforts des scientifiques climato-sceptiques sont maintenant suppléés par une large variété d'acteurs dans la « machine du déni ». L'incertitude envers le changement climatique possède un grand nombre de « fabricants » venant des milieux académiques sans formation en sciences naturelles (comme les économistes), des experts conservateurs (de droite politique), des représentants de think tank et industries.⁴⁹ En particulier, ils montrent que les think tanks conservateurs sont des acteurs clés dans cette machine du déni. Ils représentent en effet un composant essentiel et extrêmement efficace de la machine du déni en offrant des bases institutionnelles aux « scientifiques contestateurs », en accueillant des conférences anti-Giec, en parrainant des événements informatifs pour les politiques, et en produisant et distribuant une large gamme de matériel réfutant le changement climatique via divers types de médias (McCrigh, Dunlap, 2012). La principale cible de la machine du déni est la science. En effet, la « machine du déni » cherche à affaiblir les politiques climatiques en retirant la base scientifique de ces politiques et en défiant la réalité et la gravité du réchauffement climatique (McCrigh, Dunlap, 2012). Ainsi, dans la rhétorique du déni, la principale tactique est de « fabriquer l'incertitude », c'est-à-dire disséminer le doute en créant de toute pièce l'incertitude (Michael, 2008 ; Oreskes et Conway, 2010). Selon McCrigh et Dunlap, (2012), c'est même la stratégie fondamentale car « fabriquer l'incertitude est l'approche stratégique qui lie ensemble les tactiques spécifiques ».⁵⁰

⁴⁸ Pg 173, McCrigh et Dunlap, chap 8

⁴⁹ McCrigh et Dunlap, (2012)

⁵⁰ McCrigh et Dunlap, (2012)

Une tactique spécifique pour créer l'incertitude est d'**utiliser la science elle-même** (Orseskes, 2012, Proctor, 2012). Cette tactique a été mise au point par l'industrie du tabac (Conway et Oreskes, 2010, McRight et Dunlap, 2012). Pour maintenir la controverse sur la dangerosité du tabac, l'industrie a commencé à utiliser la science pour combattre la science, en distribuant des brochures au grand public, en créant l'impression d'une controverse (Conway et Oreskes, 2010). Le 4 janvier 1954, l'industrie du tabac a lancé la plus grande campagne de désinformation climatique de tous les temps, une déclaration intitulée « A Frank Statement to Cigarette Smokers » qui contestait les résultats scientifiques liant le tabac aux cancers des voies respiratoires⁵¹. Cette déclaration a été distribuée dans 43 millions d'exemplaires, 448 journaux et 258 villes (Martha, 2011). Pour « marchandiser le doute », il fallait **créer l'apparence que les affirmations étaient scientifiques**. L'industrie du tabac a alors créé un cadre d'experts auxquels elle pouvait faire appel en cas de besoin, le Comité de Recherche de l'Industrie du Tabac (Tobacco Industry Committee Research – TIRC). L'industrie a également parrainé des conférences et des ateliers dont les documents pouvaient être cités au nom de l'industrie (Conway et Oreskes, 2012). Les rapports produits par l'industrie du tabac présentaient les caractéristiques d'une argumentation scientifique : graphiques, tableaux, références... L'idée-clé de l'industrie du tabac était d'utiliser l'incertitude scientifique « normale » pour saper le statut de la connaissance scientifique réelle, car il était facile de sortir les incertitudes de leur contexte et de donner l'impression que tout n'était pas résolu (Conway et Oreskes, 2012). C'était le mantra de « l'absence de preuve ». Aussi, pour semer le doute, il s'agit de **décrédibiliser la science en la dégradant**. Les marchands de doute employés par l'industrie américaine du tabac inventent vers 1950 la formule péjorative *junk science* afin de discréditer les études sur la cancérogénicité du tabac (McRight et Dunlap, 2012).

Cette stratégie de « fabriquer l'incertitude » a été réutilisée une génération plus tard quand ont commencé les **attaques révisionnistes** contre les preuves scientifiques des dangers du DDT (Oreskes, Conway, 2010). L'opposition affirmait que sans le DDT, des millions d'africains mourraient de la malaria. Le DDT était à l'époque le seul moyen efficace de tuer les moustiques qui portaient le parasite de la malaria, le bannir revenait à faire le « pire crime du siècle ». Ils accusaient aussi Rachel Carson d'hystérie et la

⁵¹ [Daily Doc: The 'Frank Statement' of 1954". www.tobacco.org. November 7, 2017. Archived from the original on February 15, 2009. Retrieved November 7, 2017](http://www.tobacco.org)

qualifiaient de trop émotionnelle (Oreskes, Conway, 2010). Ils affirmaient que la science derrière son travail était anecdotique, non prouvée, inadaptée et fausse. De même, Oreskes et Conway (2010) montrent que les défenseurs de l'IDS, les sceptiques des pluies acides, du trou de la couche d'ozone et du réchauffement climatique se sont également efforcés d'« entretenir la controverse » et de « maintenir le débat en vie » en encourageant des affirmations contraires au courant dominant, aux preuves scientifiques et avis d'experts. En effet, ils mettaient en avant des affirmations qui avaient déjà été réfutées dans la littérature scientifique et les médias (Oreskes et Conway, 2010). Dans chacun des cas, les scientifiques ont nié la gravité des problèmes, mis en cause les preuves scientifiques, semé le doute et prétendu que la science était encore trop fragile pour justifier qu'on agisse (Oreskes et Conway, 2010, pg 107). Par exemple, dans le cas pluies acides, les opposants à la régulation de la pollution qui causait la pluie acide argumentaient que la science était trop incertaine pour justifier l'action (Conway et Oreskes, 2010). Fred Singer, affilié au think tank conservateur The Heritage Foundation a écrit un rapport qui suggérait que le problème n'était pas si grave et que la meilleure chose à faire était de ne faire que de petites modifications avant de considérer quelque chose de plus sérieux (Conway et Oreskes, 2010). Aussi, il soulignait les incertitudes dans la science et mettait en avant les coûts des contrôles d'émissions. Ou alors il affirmait que les preuves de dommage étaient manquantes.

Depuis, cette stratégie a été employée par les industries pour protéger leurs produits des régulations et poursuites judiciaires (McRight et Dunlap, 2012). Les industries ont compris qu'il était plus efficace de questionner le besoin de régulations environnementales en défiant les preuves des dommages environnementaux plutôt qu'en défiant les objectifs de la protection environnementale (McRight et Dunlap, 2012). Ainsi, l'industrie du tabac a montré le chemin. Michaels (2008) considère également que « big Tobacco » a montré le chemin et que les pratiques qu'il a perfectionnées sont encore utilisées aujourd'hui. De manière assez inquiétante, ces stratégies ont aussi été utilisées pour nier le réchauffement climatique. Par exemple, en 1989, le Marshall Institute a publié son premier rapport attaquant la science climatique (Oreskes, Conway, 2010). Leur stratégie initiale n'était pas de nier le réchauffement climatique mais de rejeter la faute sur le soleil. Et même si l'IPCC a explicitement rejeté leur argument, ils l'ont réitéré en 1991 (Oreskes, Conway, 2010).

Enfin, ces mêmes stratégies sont utilisées par les climato-sceptiques aujourd'hui (McRight et Dunlap, 2010 ; Conway et Oreskes, 2010, Proctor, 2012). Selon McRight et Dunlap (2012, pg 146), le mouvement conservateur a rapidement adopté la stratégie de « fabriquer l'incertitude » mise au point par l'industrie du tabac comme sa stratégie préférée pour promouvoir le scepticisme vis-à-vis du réchauffement climatique. En effet, les auteurs expliquent que les think tanks conservateurs ont créé une image de désaccord global sur le changement climatique. Pour ce faire, ils **produisent de faux rapports**, souvent formatés pour ressembler aux rapports venant de sources légitimes comme l'IPCC afin de créer la confusion parmi les décideurs politiques et journalistes. Aussi, ils **se présentent comme de faux experts**, organisent de fausses conférences et évènements et lobbyent les éditeurs pour donner une couverture médiatique équivalente à leur fausse science et font des **attaques constantes envers l'IPCC et les principaux scientifiques climatiques** (Dunlap et McRight, 2010). Aussi, ceux-ci ont également élargi leurs tactiques bien au-delà de la production d'incertitude, accroissant leurs **critiques envers l'évaluation par les pairs**, les journaux à comité de lecture, la mise en place de subventions gouvernementales, les institutions scientifiques, l'expertise et la déontologie des scientifiques (McRight et Dunlap, 2010). Les auteurs prennent l'exemple du Heartland Institute qui a commencé à accueillir une conférence annuelle désignée spécifiquement pour contredire l'IPCC. Aussi, le think tank soutient des publications désignées comme des alternatives aux évaluations de l'IPCC, nommées « nongovernmental international panel on climate change » ou NIPCC (Singer and Idso, 2009). Les climato-sceptiques chargent le processus de relecture par les pairs de corruption en argumentant que questionner le paradigme dominant rend la publication plus difficile et en affirmant qu'il y a une conspiration dont le but est de supprimer leurs mises en doute de la science climatique mainstream (Michaels and Balling 2000; Lindzen 2008) . Lindzen (2008) ajoute que les associations scientifiques et même l'Académie des sciences américaines ont été corrompues par l'environnementalisme et les partisans politiques. Ces allégations vont donc bien au-delà de celles habituellement utilisées par les « scientifiques product defence » employés par l'industrie pour fabriquer l'incertitude.

Enfin, plus récemment, le déni climatique a été mené avec une vocifération qui va plus loin que de remettre en question l'IPCC et les scientifiques climatiques dominants (Douglas 2007). Il s'agit de **lancer des attaques « ad hominem »** sur les scientifiques

en tant qu'individus, des affirmations de conspiration contre ceux qui sont impliqués dans l'IPCC (Lahsen 1999) et des **charges de corruption** au sein de la science dominante. Ces attaques sont devenues communes, à la fois dans les écrits des scientifiques climato-sceptiques (Lindzen 2008) et dans les non scientifiques représentant les think tanks conservateurs (Horner 2008).

Pour récapituler, le tableau ci-dessous liste les principales tactiques identifiées en deux catégories, celle de fabriquer l'incertitude et celle de décrédibiliser.

Fabriquer l'incertitude	Décrédibiliser
Produire de « faux » rapports en reprenant les caractéristiques de la recherche académique	Souligner le manque de preuves
Utiliser des « faux » experts	Attaques révisionnistes contre les scientifiques, organismes scientifiques
Organiser des « fausses » conférences et événements	Attaques ad hominem (charges de corruption, conspiration...)
Lobby sur les éditeurs	Critique de l'évaluation par les pairs

Tableau 2 : principales tactiques utilisées

Ainsi, les acteurs du contre-mouvement climatique utilisent un certain nombre d'arguments et utilisent de nombreuses tactiques dans leurs discours de déni et délai climatique. Reste à savoir si les think tanks indiens utilisent les mêmes arguments et tactiques.

Dans cette partie dédiée à la littérature, nous avons donc constaté que le réseau Atlas s'était étendu de manière globalisée et que le contexte politique, économique et environnemental néolibéral en Inde était propice à ce développement. Ensuite, nous avons pu voir quels étaient les arguments et tactiques utilisés par les acteurs du contre-mouvement climatique. Toutefois, la littérature se concentrait sur le contexte américain. Il reste à déterminer si ces arguments et tactiques sont valables dans le contexte indien et si le réseau Atlas a bel et bien une influence en Inde.

3. Problématique

3.1 Question de recherche

La question générale posée tout au long de cette étude est la suivante : quelle est l'influence du réseau Atlas sur les think tanks indiens ?

Pour préciser la question générale, on peut se poser les sous-questions suivantes : à travers l'analyse des discours de déni et délai climatique, le réseau Atlas exerce-t-il une influence sur les think tanks indiens et donc indirectement sur la politique environnementale indienne ? Quels sont les arguments et tactiques utilisées par les think tanks indiens affiliés au réseau Atlas pour défendre leurs discours de déni et délai climatique ? Quelle tactique correspond à quel argument ?

3.2 Hypothèses

Hypothèse générale : le réseau Atlas exerce une influence sur certains think tanks en Inde.

Hypothèses particulières :

H1 : *En constatant la montée du néolibéralisme, l'expansion d'Atlas en Inde et la similarité entre les stratégies d'Atlas et ses partenaires Indiens, on peut faire l'hypothèse que les discours des think tanks indiens affiliés à Atlas utilisent*

- H1.1 *d'une part les arguments du déni et délai climatique*
- H1.2 *d'autre part les tactiques du déni et du délai climatique*

H2 : *A la lumière de l'évolution du discours analysé aux Etats-Unis et en Europe et de l'évolution du contexte politico-socio-économique de l'Inde, on peut supposer que le discours climatique indien :*

- H2.1 *est aujourd'hui plus axé sur le délai que sur le déni.*
- H2.2 *a des particularités propres, notamment dues à son histoire coloniale*

H3 : *les discours des think tanks indiens utilisent*

- H3.1 *des arguments de déni associés à des tactiques de déni*
- H3.2 : *des arguments de délai associés à des tactiques de délai*

4. Partie méthodologie

Le travail de recherche a débuté par une phase exploratoire visant à collecter le plus de données possibles sur le réseau Atlas en Inde. Ensuite, l'analyse des données collectées a consisté tout d'abord à classer les propos des think tanks dans les catégories d'arguments et de tactiques identifiées dans la littérature puis à faire une analyse de ce discours fondée sur des statistiques.

4.1 Phase exploratoire- collecte des données

Dans un premier temps, il a fallu identifier les différents organismes liés à Atlas puis récolter diverses données sur ces organismes afin de construire la base de données des organismes. Dans un deuxième temps, après avoir affiné la question de recherche, le focus s'est fait sur les publications.

4.1.1 Construction de la base de données des organismes

Au départ, le domaine de recherche était assez large puisqu'il s'agissait d'avoir un aperçu global de l'influence du réseau Atlas en Inde. La première étape était de lister les organismes liés au réseau Atlas en Inde. Les recherches de DeSmog m'ont permise de trouver une première liste de ces organismes. DeSmog (formellement TheDeSmogBlog) est une organisation internationale de journalisme qui se focalise sur des sujets liés au changement climatique. Le réseau Atlas fait partie de leurs objets d'enquête. DeSmog a établi une base de données listant tous les organismes présents dans le répertoire du réseau Atlas. Atlas ne publie plus sur son site la liste de ses partenaires mais celle-ci est toujours disponible dans les archives du web⁵². Pour l'Inde, il y en avait 14 entre 2003 et 2021.

⁵² <https://www.desmog.com/atlas-economic-research-foundation/>

Nom de l'organisme	Année													
	20 03	20 04	20 05	20 10	20 11	20 12	20 14	20 15	20 16	20 17	20 18	20 19	20 20	20 21
ACTION RESEARCH IN COMMUNITY HEALTH AND DEVELOPMENT			1											
AMRITSAR POLY GROUP								1	1	1	1			
ASIA CENTRE FOR ENTERPRISE						1	1	1						
CENTRE FOR CIVIL SOCIETY	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
INDIA INSTITUTE				1	1	1	1	1	1	1	1			
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ENTREPRISES (INDIA)			1											
JANAAGRAHA CENTER FOR CITIZENSHIP & DEMOCRACY						1	1	1						
LIBERAL GROUP KERALA	1	1	1	1	1									
LIBERAL YOUTH FORUM OF INDIA						1	1							
LIERTY INSTITUTE	1	1	1	1	1	1	1	1	1					
RAJIV GANDHI FOUNDATION				1										
RESEARCH FOUNDATION FOR GOVERNANCE IN INDIA								1	1	1				
SWANITI INITIATIVE							1							
total	3	3	5	5	4	7	8	8	6	5	4	2	2	2

Tableau 3 : liste des organismes identifiés par DeSmog

Plus tard, la liste s'est étoffée grâce entre autres au chercheur Dieter Plehwe qui mène en ce moment une recherche avec Ruth McKie sur Atlas couvrant aussi l'Asie/la région du Pacifique. Après que je l'ai contacté, il m'a partagé la liste des organismes qu'il avait

identifiés pour l'Inde et m'a donné accès à sa base de données sur les membres de chaque organisme. Sa liste comportait la plupart des organismes également identifiés par DeSmog et il y en avait 3 supplémentaires, à savoir le Global Policy Insights, Trayas Foundation et Initiative for open society.

Liste des think tanks identifiées par DeSmog
ACTION RESEARCH IN COMMUNITY HEALTH AND DEVELOPMENT
AMRITSAR POLY GROUP
ASIA CENTRE FOR ENTERPRISE
CENTRE FOR CIVIL SOCIETY
INDIA INSTITUTE
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ENTREPRISES (INDIA)
JANAAGRAHA CENTER FOR CITIZENSHIP & DEMOCRACY
LIBERAL GROUP KERALA
LIBERAL YOUTH FORUM OF INDIA
LIERTY INSSTITUTE
RAJIV GANDHI FOUNDATION
RESEARCH FOUNDATION FOR GOVERNANCE IN INDIA
SWANITI INITIATIVE

Tableau 4 : Liste des organismes identifiés par Plehwe

Enfin, le travail de cartographie que je détaille ci-dessous m'a permis d'identifier encore 5 organismes supplémentaires (Prosperiti, Fellowship for freedom, Swatantrata Centre, Free for enterprise, Friedrich Naumann Foundation for Freedom South Asia, Tata Steel, TERI, sustainable development network).

Toutefois, je n'ai pas pu garder tous les organismes. J'ai éliminé tous ceux qui n'avaient pas de preuve de lien avec Atlas (Tata Steel, TERI, sustainable development network).

4.1.2 Cartographie

Après avoir identifié les organismes en lien avec Atlas, il a fallu les « cartographier », c'est-à-dire construire une base de données répondant à plusieurs questions générales :

- Quelles organisations ? Quelles missions ?
- Quels membres dans advisory-executive boards? Nationaux et étrangers ?

- Quelles activités (enseignements, summer schools, conférences ...) sur quels thématiques ?
- Quelles publications, quels auteurs, quels sujets, quels traitements ?
- Thématiques durabilité : économie, climat-environnement, justice sociale et la façon dont ces thèmes sont présentés par ces organisations et leurs membres-enseignements-publications-événements ?
- Liens avec politiques ?
- Document légaux disponibles, financements publiés

Pour réaliser cette base de données, je me suis principalement appuyée sur les sites internet de chaque organisme, encore disponibles sur le web ou dans les archives du web.⁵³ Sur leurs sites, on pouvait trouver dans la plupart des cas des données sur les membres, leurs activités, leurs publications, leurs données financières. Pour les données sur les membres, j'ai aussi utilisé les données de Dieter Plehwe pour lister les membres de chaque organisme.⁵⁴ La figure n°4 ci-dessous donne un aperçu de la base de données des organismes (la base de données complète est disponible page 66).

Organisme	Type	Lien avec Atlas	Liens autre think tanks	Activités principales	Lien durabilité
Action research in community health and development (ARCH)	voluntary organisation	identifié par DeSmog	liberty institute (friend), FNF south asia, FNF germany (donor)	programmes pour aider les communautés locales à obtenir les droits sur leurs terres, recherche	forest rights, management of forest
Armitsar policy group	think tank	identifié par DeSmog	avec CSS, CPPR (partage de publication, launch speaker)	conférences et présentations de livres libéraux dans les écoles	1 publication sur la privatisation de l'air
centre for civil society	think tank	identifié par DeSmog	CPPR, FNF, Liberty institute, india institute, trayas foundation, LYF	recherche et programmes sur l'éducation, gouvernance et moyens de subsistance	terracota environmentalism (market approach to environment), blue economy, politique du bamboo, politique des droits forestiers, des OGM, des terres agricoles

Tableau 5 : extrait base de données organismes

⁵³ Archive.org

⁵⁴ https://figshare.dmu.ac.uk/articles/dataset/Atlas_Think_Tank_Main_Employers/22217050?file=39486961

J'ai rajouté d'autres catégories correspondant à des questions supplémentaires : est-ce que les organismes ont des liens entre eux ? Quelle localisation ? Quelle date de création ? Sont-ils encore en activité ? J'ai pensé que la réponse à ces questions pourrait apporter d'autres éléments pour évaluer l'influence du réseau Atlas. Par exemple, si les think tanks indiens avaient des liens entre eux, alors cela renforçait la dimension de réseau dont Atlas est le modèle. Or, les publications, les listes de membres ou encore les listes de partenaires donnaient parfois des preuves que les organismes étaient liés entre eux. Pour prouver leurs liens, j'ai retenu les critères suivants : avoir un autre think tank de la liste comme partenaire, avoir des membres en commun, avoir partagé des publications, avoir des think de la liste comme donneurs financiers.

Pour répondre à la question de la position sur le changement climatique, j'ai choisi de les catégoriser selon les termes « vision libérale » s'ils défendaient dans leurs publications les instruments de marché, la croissance verte ou le technosolutionnisme ou « climato-sceptique » s'ils avaient un discours explicite de déni climatique.

Pour le lien avec le gouvernement, j'ai indiqué « oui » si les think tanks s'adressaient directement aux gouvernements dans leurs publications ou si les membres des think tanks faisaient aussi partie des organisations gouvernementales.

Pour répondre à la question du lien avec la durabilité, j'ai d'abord considéré les thématiques des activités et projets de chaque organisme (par exemple, programme de répertoire des forêts de l'organisme ARCH) puis surtout le contenu de leurs publications. Pour chaque organisme, j'ai donc construit un fichier avec toutes les activités concernant la durabilité. On pourra voir l'exemple des activités du Centre for Civil Society dans la partie résultat.

C'est aussi en « fouillant » sur les différents sites et articles que j'ai pu identifier les organismes supplémentaires liés à Atlas. Si leurs noms figuraient dans la liste de partenaires d'un des organismes, je regardais si celui-ci n'était pas à son tour lié à Atlas (en ayant Atlas dans la liste de donneurs par exemple, ou en citant Atlas dans les publications). Par exemple, l'organisme Prosperiti n'était pas dans la liste de DeSmog ou de Plehwe mais comptait Atlas parmi ses donneurs.

Pour la base de données des membres, j'ai repris les catégories utilisées par Dieter Plehwe, à savoir le prénom, le nom, le genre, l'employeur principal, la position dans

l'organisme et la nationalité. J'ai ajouté une catégorie « type » pour savoir dans quel domaine travaillait la personne. Si je ne trouvais pas d'autres activités professionnelles que la position dans l'organisme, j'indiquais « TK » pour Think tank et sinon « a » pour milieu académique, « c » pour la société civile, « b » pour business, « g » pour gouvernement et « p » pour public. On peut voir une description de ces catégories dans le tableau ci-dessous.

Nom entier	Nom	Prénom	Genre	thinktank	Employeur principal	Position	Nationalité	type	nombre de think tank
shah, parth j.	Shah	parth j.	m	CCS	CSS	founder and president	indian	TK	4
sampath goyal, lakshmi	sampath goyal	lakshmi	f	CCS	Centre For Civil Society	CEO	indian	TK	1
narayan, jayaprakash	narayan	jayaprakash	m	CCS	Foundation For Democratic Reform	General Secretary	indian	c	1
luis, miranda	Luis	miranda	m	CCS	Indian School of Public Policy	Chairman & Co-Founder	indian	c	1

Tableau 6. Extrait de la base de données des membres

Type	Description
A	Académique : professeurs, intellectuels...
B	Business : banque, entreprise, manufacture, finance...
C	Civil society : ONG, think tank (autres que ceux auxquels ils appartiennent déjà)
P	Public : avocats, journalistes...
G	Gouvernement : politiciens, parlementaires...
TK	Think tank habituel

Tableau 7 : catégories des membres

Enfin, voulant explorer toutes les dimensions possibles de l'influence, je me suis aussi intéressée à la diffusion médiatique des organismes, en particulier du Centre for Civil Society car c'était celui qui semblait fournir le plus de données sur ce sujet.

On pouvait voir sur son site des données concernant la diffusion dans les médias et les rapports annuels publiés presque tous les ans.



Figure 3. Extraits des rapports annuels du CCS

4.1.3 Focus sur les publications – analyse de discours

Après avoir identifié la question de recherche, j'ai décidé de me focaliser sur les discours des organismes, c'est-à-dire sur leurs publications, qu'elles soient écrites ou orales (articles, vidéos, podcast, papier de recherche...etc). Il aurait été très intéressant de se pencher aussi sur les membres des organismes, sur la diffusion médiatique ou encore sur les liens entre les différents organismes et les gouvernements mais cela aurait dû faire l'objet d'un travail de recherche de beaucoup plus long terme. Le choix s'est porté sur l'analyse de discours car c'était celui pour lequel j'avais déjà récolté le plus d'éléments. Je n'avais des données pour les médias et membres que de certains organismes. Par ailleurs, une recherche sur la diffusion médiatique aurait nécessité un accès à une base de données des médias indiens, ce qui ne semblait pas possible via le réseau de bibliothèques suisses. D'autre part, la recherche aurait été limitée aux médias anglophones, ne maîtrisant pas les langues indiennes, alors que les journaux indiens écrivent dans plus de 20 langues différentes.⁵⁷

La recherche de publications n'était pas toujours évidente, étant donné que certains organismes n'avaient plus de site internet ou que les publications n'étaient plus disponibles car trop anciennes. Les organismes pour lesquels j'ai récolté le plus de

⁵⁵ Rapport annuel CCS 2016-2017

⁵⁶ Rapport annuel CCS 2020-2021

⁵⁷ <https://rsf.org/fr/pays/inde>

publications sont ceux pour lesquels j'ai pu avoir accès à leur site internet. Si le site n'était plus disponible, je le retrouvais grâce aux archives du web. Parfois le site était encore disponible mais les vieilles publications n'apparaissaient plus alors j'utilisais de nouveau les archives du web pour les retrouver.

Pour choisir uniquement les publications qui avaient un lien avec la durabilité, j'ai utilisé une liste de mots clés, à savoir : forest, climate, climate change, environment, green, environmentalism, land, water, pollution....etc. Cela me permettait de repérer les publications grâce à leurs titres. Parfois, je ne pouvais voir que le titre de l'article et s'il était évocateur, je le gardais dans la liste. C'est pourquoi ma base de données finale comporte 229 publications, contre 183 analysées et qu'il y a parfois écrit « non » dans la catégorie « disponibilité ». Parfois, c'est en cherchant directement dans les rubriques « environment » sur les sites des organismes que je trouvais les publications.

Organisme	Type	Auteur	Date	Titre	Thème	disponibilité
CCS	livre	CCS et Rajiv Gandhi Institute	1998	agenda for change	CLIMAT	NON
CCS	article	shreekant gupta	17-oct-00	can market protect the tiger?	FORET	OUI
CCS	article	sauvik chakraverti	01-oct-02	Economics: On the rocks	CLIMAT	OUI
CCS	article	shreekant gupta	2002	environmental benefits and cost savings	CLIMAT	OUI

Tableau 8 : Extrait de la base de données des publications

Avant de savoir quelle méthodologie utiliser pour analyser ces publications, j'ai commencé par lire chacune d'entre elles afin de savoir quelle thématique elles abordaient. Je sélectionnais en même temps les passages « intéressants » (à savoir, ceux qui parlaient directement d'environnement) en les surlignant et je notais dans la catégorie « commentaire » un résumé très général du document.

Pour analyser ces données, j'ai suivi une certaine méthodologie que je vais maintenant détailler.

4.2 Méthodologie d'analyse des discours au sein des données collectées

Pour analyser le discours de ces think tanks, il a d'abord fallu classer les différents arguments utilisés puis les tactiques. Enfin, nous verrons quelles méthodes d'analyse ont été utilisées pour analyser les citations sélectionnées.

4.2.1 Classification des arguments

Par rapport aux classifications existantes (Coan al, 2021, Lamb et al, 2020), j'ai choisi de créer deux grandes catégories globales pour plus de clarté, celle du déni et celle du délai, selon 9 sous-catégories d'arguments et 136 sous-sous arguments :

1	Déni	Le réchauffement climatique n'a pas lieu
2	Déni	Les émissions de GES d'origine humaine ne causent pas le réchauffement climatique
3	Déni	Les impacts climatiques ne sont pas si graves
4	Délai	Les solutions climatiques ne marchent pas
5	Délai	Le mouvement/la science climatique n'est pas digne de confiance
6	Délai	Quelqu'un d'autre devrait agir en premier
7	Délai	Un changement radical n'est pas nécessaire
8	Délai	Le changement sera (trop) radical
9	Délai	Il n'est pas possible d'atténuer le changement climatique

Tableau 9 : catégorie des arguments

Num éro	Catégo rie	Argument
CLIMAT		
	1	Le réchauffement climatique n'a pas lieu
	1.1	La glace ne fond pas
A1	1.1.1	L'antarctique ne fond pas
A2	1.1.2	Le Groenland ne fond pas
A3	1.1.3	L'arctique ne fond pas
A4	1.1.4	Les glaciers ne disparaissent pas
A5	1.2	Nous allons vers une nouvelle ère glaciaire
A6	1.3	La météo est froide
A7	1.4	Il y a un hiatus dans le réchauffement
A8	1.5	Les océans se refroidissent
A9	1.6	Le niveau de la mer est exagéré
A10	1.7	Les phénomènes extrêmes n'augmentent pas
A11	1.8	« changement climatique » remplace « réchauffement climatique »
	2	Les émissions humaines ne causent pas le réchauffement climatique

A12	2.1	Ce sont les cycles naturels qui sont responsables
A13	2.2	Il s'agit des forçages climatiques humains non liés aux gaz à effet de serre (aérosols, utilisation des sols).
	2.3	Il n'y a pas de preuve de l'effet des serre
A14	2.3.1	La vapeur d'eau est le gaz à effet de serre le plus puissant
A15	2.3.2	Le dioxyde de carbone retarde/n'est pas corrélé avec le changement climatique
A16	2.4	Le CO2 n'augmente pas
A17	2.4.1	Les émissions humaines de CO2 sont minuscules/n'augmentent pas le CO2 atmosphérique
A18	2.3.3	Le climat a changé naturellement/a été chaud dans le passé
A19	2.1.1	C'est le soleil qui cause le réchauffement climatique
A20	2	Les émissions humaines ne causent pas le réchauffement climatique
	3	Les impacts climatiques ne sont pas si graves
A21	3.1	Les espèces/plantes/récifs ne présentent pas encore d'impact sur le climat/profitent du changement climatique
A22	3.1.1	Les espèces peuvent s'adapter au réchauffement climatique
A23	3.2	Le changement climatique n'impacte pas négativement la santé
A24	3.3	La sensibilité du climat est faible/les rétroactions négatives réduisent le réchauffement
A25	3.4	Le réchauffement climatique est bénéfique pour les humains
A26	3.5	Les ressources ne sont pas en train de s'épuiser
	4	Les solutions climatiques ne fonctionneront pas
	4.1	Les politiques sont nuisibles
A27	4.1.1	La politique climatique augmentera les coûts, nuira à l'économie et détruira des emplois
A28	4.1.2	L'action proposée affaiblirait la sécurité nationale/la souveraineté nationale/serait à l'origine d'un conflit
A29	4.1.3	L'action proposée nuirait à l'environnement et aux espèces
A30	4.1.4	Les générations futures seront plus riches et mieux à même de s'adapter
A31	4.1.5	La politique climatique limite la liberté
A32	4.1.6	La politique climatique limite le développement
A33	4.1.7	Les solutions proposées sont impérialistes
	4.2	Les politiques sont inefficaces
A34	4.2.1	Les énergies propres, les « emplois verts » et les entreprises écologiques ne fonctionnent pas
A35	4.2.2	Les marchés/le secteur privé sont économiquement plus efficaces que les politiques gouvernementales.
A36	4.2.3	La politique climatique n'aura qu'une incidence négligeable sur le changement climatique
A37	4.2.4	Résoudre le problème par la technologie : mieux vaut s'adapter, faire de la géo-ingénierie et accroître la résilience
A38	4.2.5	L'action en faveur du climat est inutile en raison des émissions de la Chine, de l'Inde et d'autres pays
A39	4.2.6	Nous devrions d'abord investir dans la technologie/réduire la pauvreté/maladie
	4.3	C'est trop difficile
A40	4.3.1	La politique climatique est politiquement/juridiquement/économiquement/techniquement trop difficile.

A41	4.3.2	Le soutien/acceptation des médias/du public est faible/diminué
	4.4	Les énergies propres ne fonctionneront pas
A42	4.4.1	Les énergies propres et les biocarburants sont trop chers, peu fiables, contre-productifs et nuisibles
A43	4.4.2	Le captage et la séquestration du carbone (CSC) n'ont pas fait leurs preuves et sont coûteux.
	4.5	On a besoin d'énergie
A44	4.5.1	Les réserves de combustibles fossiles sont abondantes
A45	4.5.2	Les ressources sont abondantes
A46	4.5.3	Les combustibles fossiles sont bon marché, bons et sûrs pour la société, l'économie et l'environnement.
A47	4.5.4	L'énergie nucléaire est sûre/bonne pour la société/l'économie/l'environnement
	5	Le mouvement/la science climatique n'est pas fiable
	5.1	La science n'est pas fiable
A48	5.1.1	Il n'y a pas de consensus scientifique sur le climat/la science n'est pas établie
A49	5.1.2	Les données de substitution ne sont pas fiables (y compris la crosse de hockey)
A50	5.1.3	Les relevés de température ne sont pas fiables
A51	5.1.4	Les modèles sont erronés/peu fiables/incertains
	5.2	Le mouvement n'est pas fiable
A52	5.2.1	Le mouvement climatique est une religion
A53	5.2.2	Le mouvement climatique est impérialiste
A54	5.2.3	Les médias (y compris les blogueurs) sont alarmistes, erronés, politiques et partiels.
A55	5.2.4	Les politiciens sont biaisés/ont tort
A56	5.2.5	Les écologistes sont alarmistes, erronés, politiques et partiels.
A57	5.2.6	Les scientifiques et les universitaires sont alarmistes, erronés, politiques et partiels.
	5.3	Le climat est une conspiration
A58	5.3.1	La politique climatique et les énergies renouvelables sont un canular, une escroquerie, une conspiration ou un secret.
A59	5.3.2	La science du climat est un canular, une escroquerie, une conspiration, un secret, une affaire d'argent (y compris le « climategate »)
	6	Quelqu'un d'autre devrait agir en premier
A60	6.1	Individualisme : les individus et consommateurs sont responsables d'agir
A61	6.2	Whataboutisme : notre empreinte carbone est triviale comparée à d'autres donc cela ne fait pas de sens d'agir tant que d'autres n'agissent pas
A62	6.3	L'excuse du passager clandestin : réduire les émissions nous affaiblirait. Les autres n'ont pas l'intention de réduire les leurs et profiteraient de ça.
	7	Un changement radical n'est pas nécessaire
A63	7.1	Optimisme technologique : on devrait centrer nos efforts sur les technologies actuelles et futures qui nous donneront de nouvelles possibilités
A64	7.2	On peut utiliser la nature elle-même
A65	7.3	Que du blabla, peu d'action : nous sommes des leaders en termes d'action pour le changement climatique, nous avons des objectifs ambitieux et déclaré l'urgence
A66	7.4	Solutonnisme fossile : les énergies fossiles font partie de la solution
A67	7.5	Pas de bâton, juste des carottes : la société ne répondra qu'à des politiques

		de soutien et volontaires. Les mesures restrictives échoueront et doivent être abandonnées.
	8	Le changement sera (trop) radical
A68	8.1	Politique perfectionniste : on ne devrait mettre en place que des solutions parfaitement préparées.
A69	8.2	Appel au bien être : les énergies fossiles sont requises pour le développement, les abandonner condamnera les pauvres à la souffrance
A70	8.3	Appel à la justice sociale : les actions climatiques généreront d'importants coûts, les membres vulnérables de la société seront chargés, les gens travaillant durs ne pourront pas profiter de leurs vacances
	9	Il n'est pas possible d'atténuer le changement climatique
A71	9.1	Le changement est impossible : toute mesure pour réduire les émissions iraient à l'encontre de nos modes de vie et de la nature humaine donc elles sont impossibles à implémenter dans une société démocratique
A72	9.2	Destin tragique : toute action d'atténuation que nous prenons est trop petite, tardive. Le changement climatique catastrophique est déjà là. On devrait s'adapter ou accepter notre destin dans les mains de Dieu ou la nature
OGM/BIOTECHNOLOGIE		
B1	4	Les OGM permettent de mettre fin à la sécurité alimentaire et augmentent la productivité
B2	7	Appel au bien être : les OGM sont nécessaires au développement
B3	7	Appel à la justice sociale : interdire les OGM provoquerait des coûts importants
B4	5	Les écologistes sont alarmistes
B5	3	Les OGM sont sans danger
B6	5	La politique contre les OGM est conspirationniste
B7	5	Les politiciens sont biaisés
B8	4	La politique anti OGM nuit à l'environnement
B9	3	Les OGM ont peu d'impact
B10	4	Les OGM sont bénéfiques pour l'environnement
B11	7	Optimisme technologique : les OGM nous donne de nouvelles opportunités
B12	4	Résoudre le problème avec la technologie : les OGM permettent de mieux s'adapter, accroître la résilience
B13	4	La politique anti OGM nuit à la liberté
B14	7	Pas de bâton, juste des carottes : les mesures restrictives contre les OGM échoueront
B15	4	La politique anti OGM nuit au développement
B16	6	Individualisme : les consommateurs sont responsables
DDT		
C1	3	Le DDT sauve de la malaria
C2	4	La politique contre le DDT nuit à l'environnement
C3	4	Les marchés sont plus efficaces
C4	3	Le DDT est sans danger
C5	5	Les écologistes sont alarmistes
C6	5	Les écologistes sont misanthropes
PECHE		
D1	4	Les régulations limitant la pêche limitent la liberté

D2	4	Les politiques contre la pêche nuisent à l'environnement
D3	4	Les politiques anti-pêche nuisent au développement, à l'économie
D4	4	Les politiques contre la pêche sont inefficaces
D5	8	Appel à la justice sociale : les politiques contre la pêche affaibliront les plus vulnérables
D6	8	Appel au bien être : la pêche est nécessaire au développement
D7	4	Les marchés sont plus efficaces pour la gestion de la pêche
D8	7	Pas de bâton, juste des carottes : il faut des mesures de soutien et volontaires, les régulations contre la pêche échoueront.
D9	7	Optimisme technologique : on devrait centrer nos efforts sur les technologies de pêche actuelles et futures
D10	5	Les politiciens sont biaisés
FORET		
E1	1	Les émissions issues de l'activité forestière sont faibles/exagérées/incertaines
E2	8	Appel à la justice sociale : les politiques régulant les activités forestières impactent les plus vulnérables
E3	8	Appel au bien être : il est nécessaire d'utiliser les ressources forestières, l'interdire augmenterait la pauvreté.
E4	4	La propriété communautaire est une meilleure solution
E5	4	Les incitations financières sont une bonne solution
E6	4	Les politiques régulant les activités forestières limitent la liberté
E7	4	Les politiques régulant les activités forestières nuisent au développement
E8	5	Les politiciens sont biaisés
E9	5	La politique de gestion des forêts est impérialiste/colonialiste
E10		Les instruments de marché sont plus efficaces pour la gestion des forêts
E11	4	La politique de gestion des forêts augmente les coûts
E12	4	La politique de gestion des forêts nuit à l'environnement
E13	5	La politique de gestion des forêts est une religion
PLASTIQUE		
F1	8	Appel au bien être : le plastique est nécessaire, les politiques visant à réduire le plastique condamneraient les pauvres.
F2	4	Le plastique n'est pas cher
F3	3	Le plastique est abondant
F4	4	Le plastique est inévitable
F5	4	Le plastique est bénéfique pour l'environnement
F6	4	Les politiques visant à réduire le plastique limitent la liberté
F7	4	Les politiques visant à réduire le plastique nuisent à l'environnement
F8	4	Les politiques visant à réduire le plastique augmentent les coûts
F9	7	Optimisme technologique : on devrait développer les technologies plastiques
F10	4	Les instruments de marché sont plus efficace dans la gestion du plastique
F11	7	Pas de bâton, juste des carottes : il faut des politiques de gestion du plastique volontaires, les régulations échoueront
EAU		
G1	4	Résoudre le problème par la technologie : il faut développer les technologies pour la gestion de l'eau
G2	4	Les instruments de marché sont plus efficaces pour la gestion de l'eau
G3	4	La propriété communautaire pour l'eau est une bonne solution
G4	7	Optimisme technologique : les technologies sont bonnes pour la gestion de

		l'eau
G5	8	Appel au bien être : les politiques de gestion de l'eau nuisent au bien être
G6	8	Appel à la justice sociale : les politiques de gestion de l'eau impactent les plus vulnérables
G7	4	Les politiques de gestion de l'eau nuisent à l'environnement
G8	3	Les ressources en eau sont abondantes et ne disparaissent pas
G9	6	Individualisme : les consommateurs sont responsables

Tableau 10 – arguments détaillés

Pour construire ces catégories, j'ai utilisé les classifications trouvées dans la littérature.

Pour la classification des discours du déni (catégories 1 à 3), j'ai utilisé celle de Coan et al (2021).⁵⁸ Ce choix est celui qui me semblait le plus pertinent car cette étude est la plus grande analyse de contenu à ce jour sur les affirmations de déni climatique en s'appuyant sur un corpus de think tanks conservateurs⁵⁹ et des blogs de contre-courant. Ils ont en effet analysé 255,449 documents publiés ces 20 dernières années, venant des 20 think tanks les plus importants selon le classement. Surtout, ils ont développé une taxonomie compréhensive à l'aide d'un modèle informatique pour classer les affirmations spécifiques de déni climatique, avec 83 arguments. Leur deux sous-niveaux (27 sous-arguments, 49 sous-sous arguments) permet une délimitation détaillée des différents arguments spécifiques. Comme ils l'expliquent, pour développer des solutions pratiques pour contrer la désinformation, il faut pouvoir catégoriser les arguments de contre-courant avec un niveau de spécificité adéquat pour les démystifier, à une échelle « cohérente avec les réalités de l'environnement moderne de l'information ». ⁶⁰ Il y a une littérature émergente interdisciplinaire qui examine la catégorisation de la désinformation climatique mais la majorité repose sur une analyse de contenu manuelle qui a des coûts très importants⁶¹. C'est pourquoi ils ont exploré les méthodes informatiques qui permettent de développer un modèle qui détecte des revendications de contre-courant spécifiques plutôt que des sujets ou thèmes très larges. Aussi, comme ils le soulignent, leur modèle informatique peut être appliqué à une grande variété de corpus, comme les témoignages de congrès, les médias traditionnels ou réseaux sociaux. ⁶² Par exemple, leurs données leur permettent d'explorer d'autres relations entre les contenus de contre-courants et d'autres caractéristiques du contre-mouvement du

⁵⁸Coan et al, 2021, <https://www.nature.com/articles/s41598-021-01714-4#citeas>

⁵⁹ Coan et al, 2021, pg1

⁶⁰ Coan et al, 2021, pg1

⁶¹ Coan et al, 2021, pg1

⁶² Coan et al, 2021, pg7

changement climatique. Un domaine important de recherche climatique sur le climato-scepticisme organisé est l'influence des financements des groupes d'intérêt conservateurs sur la production et dissémination de désinformation sur le changement climatique par des acteurs au sein du contre-mouvement.⁶³⁶⁴⁶⁵

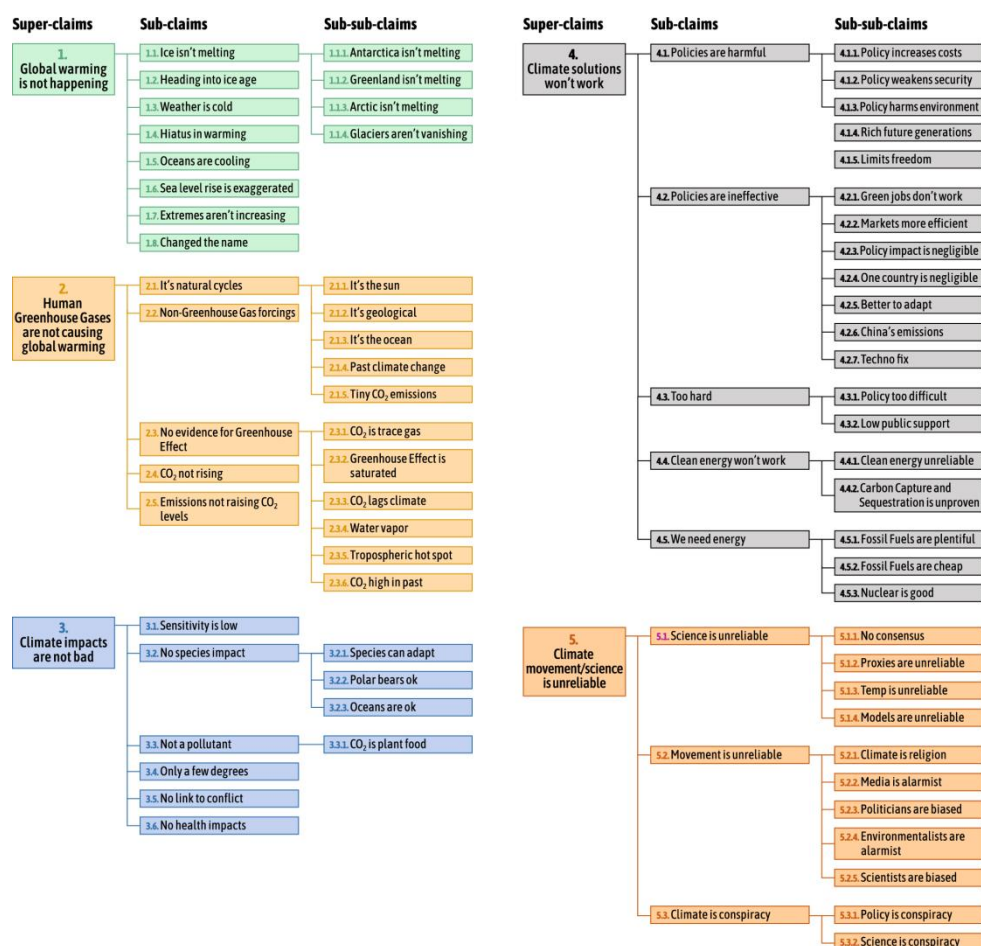


Figure 4. Classification des arguments, Coan et al, 2021

Pour les discours du délai (catégories 4 à 9), j'ai complété la première classification (catégorie 4 et 5) avec celle de Lamb et al (2020)⁶⁶ qui fait une typologie plus large des discours du délai (catégories 6 à 9). Contrairement à Lamb et al (2020), je les ai volontairement formulés sous la forme d'argument et non pas de stratégie pour bien faire la différence entre les deux : « quelqu'un d'autre devrait agir en premier » (6),

⁶³ Dunlap, R. E. & McCright, A. M. Organized climate change denial. Oxf. Handb. Climate Change Soc. 1, 144–160 (2011)

⁶⁴ Mayer, J. Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right (Anchor Books, 2017).

⁶⁵ Oreskes, N. & Conway, E. M. Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming (Bloomsbury Publishing USA, 2011).

⁶⁶ <https://www.cambridge.org/core/journals/global-sustainability/article/discourses-of-climate-delay/7B11B722E3E3454BB6212378E32985A7>

« Un changement radical n'est pas nécessaire » (7), « Le changement sera déstabilisant » (8), « Il n'est pas possible d'atténuer le changement climatique » (9).

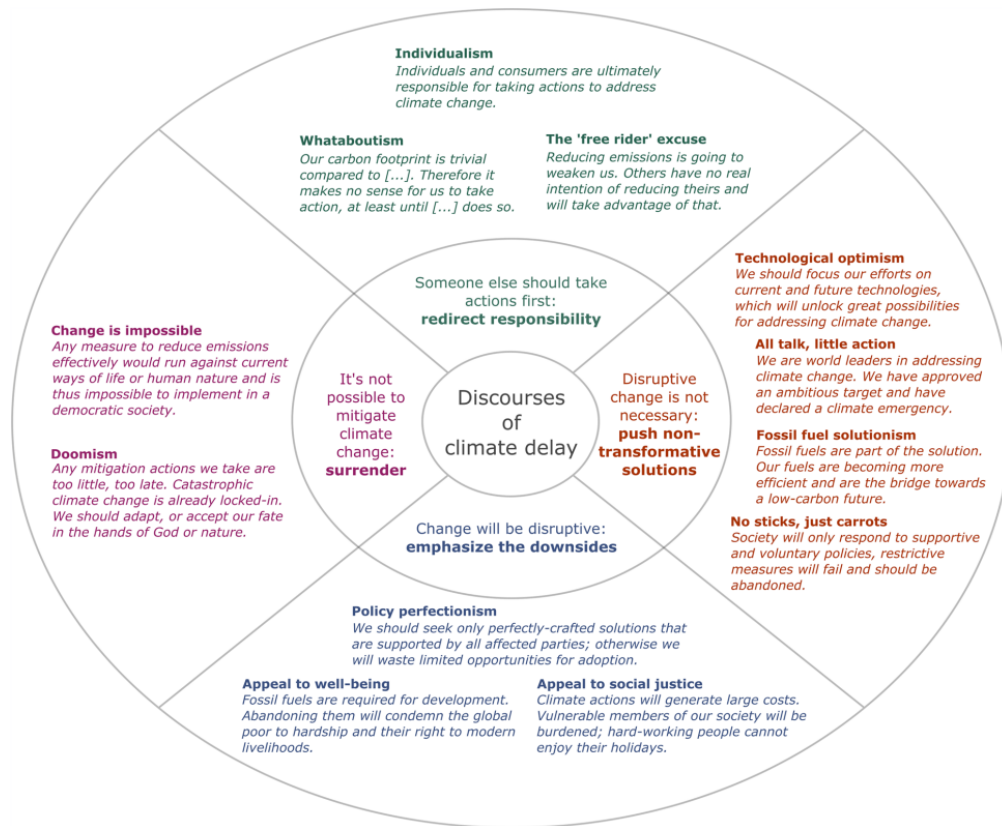


Figure 5. Classification des arguments et tactiques, Lamb et al, 2020

A partir de cette classification, j'ai effectué plusieurs choix pour l'adapter à mes données :

D'abord, j'ai créé un premier sous-niveau pour distinguer les discours de déni et de délai climatique. J'ai considéré que les catégories 1 à 3 faisaient partie du déni, tandis que les catégories 4 à 9 faisaient partie du discours du délai. En effet, les trois premières catégories dénie l'existence même du réchauffement climatique (catégorie 1), le fait qu'il soit causé par les émissions d'origine anthropique (catégorie 2) ou encore la gravité des impacts (catégorie 3). A l'inverse, les catégories 4 à 9 n'ont pas d'arguments qui nient directement le réchauffement climatique mais qui freinent l'action climatique, à savoir que les solutions climatiques ne vont pas fonctionner (catégorie 4), qu'il ne faut pas faire confiance au mouvement climatique (catégorie 5), que quelqu'un d'autre devrait agir en premier (6), qu'un changement radical n'est pas

nécessaire (7), que le changement sera (trop) radical (8) et enfin qu'il n'est pas possible d'atténuer le changement climatique (9).

Ensuite, pour plus de précision, j'ai adapté ces classifications selon 7 thèmes différents : le climat, les biotechnologies, les forêts, le DDT, l'eau, le plastique, la pêche. J'ai fait ce choix en fonction du nombre de publications que je trouvais par thème. Si je trouvais au moins 10 articles traitant d'un thème spécifique, je créais une nouvelle catégorie pour ce thème et appliquais dans la mesure du possible les arguments identifiés par Coan et al (2021). L'avantage de cette classification sous la forme de modèle est que cela permettait de rajouter facilement des catégories ou de les adapter aux différents sujets abordés. En effet, j'ai pu facilement adapter les différentes catégories aux thèmes que j'avais identifiés. Par exemple, l'argument A31 « les politiques climatiques limitent la liberté », adapté au thème de la forêt donne E6: « Les politiques régulant les activités forestières limitent la liberté ».

J'ai choisi de sélectionner 59 arguments sur les 83 identifiés par la classification de Coan et al (2021) car j'ai construit le tableau de mes arguments au fur et à mesure de mes lectures pour ne pas surcharger le tableau. Autrement dit, si certains types d'arguments n'apparaissaient pas du tout, je ne les mettais pas dans le tableau. Cela concerne surtout les arguments de la catégorie 1,2 et 3 qui sont les plus détaillés. Parfois, il était même impossible de les appliquer à certains thèmes, c'est le cas par exemple de la catégorie « les émissions d'origine humaine ne causent pas le réchauffement climatique » qui ne peut guère s'appliquer aux discours sur les forêts ou les OGM. En revanche, j'ai choisi de garder tous les arguments des catégories 4 à 9 car ils étaient moins détaillés et facilement adaptables à mes thèmes. Malgré cette pré-sélection, il subsiste des arguments qui n'ont pas été utilisés, comme nous le verrons dans la partie résultat. A l'inverse, j'ai aussi créé 16 arguments qui n'étaient pas présents dans les classifications de la littérature mais qui étaient présents dans mes publications. C'est le cas par exemple de « les ressources sont abondantes » ou encore « le mouvement est impérialiste » (A53).

Finalement, à partir de cette liste d'arguments rangés dans un tableau excel à double entrée, le travail consistait à lire chaque publication et à sélectionner les citations correspondant aux différents arguments. Je les ai gardées dans leur langue originale (l'anglais).

organisme	Document	Climat	climat	climat	climat
		Déni	déni	déni	déni
		global warming is not happening	global warming is not happening	global warming is not happening	global warming is not happening
		ice isn't melting	ice isn't melting	ice isn't melting	ice isn't melting
		antartica isn't melting	greeland isn't melting	arctic isn't melting	glaciers aren't vanishing
LIBERTY INSTITUTE	New report on global warming contradicts UN's IPCC	<i>New research finds less melting of ice in the Arctic, Antarctic, and on mountaintops than previously feared,</i>			

Tableau 11. Extrait base de données publications – feuille déni et délai

En parallèle, il fallait aussi les placer dans un tableau comportant les différentes tactiques utilisées par ces organismes.

4.2.2 Classification des tactiques

J'ai catégorisé les tactiques en 6 catégories (A à F) et 25 sous-catégories (T1 à T25) :

A	Disséminer le doute
B	Décrédibiliser
C	Rediriger la responsabilité
D	Pousser des vers des solutions non transformatives
E	Souligner les inconvénients
F	Abandonner

Tableau 12 – catégorie tactique

DISSEMINER LE DOUTE	
T1	utilisation de faux experts pour remettre en cause des preuves scientifiques
T2	Faire référence à des experts, à la science, au rationalisme
T3	Tendance à utiliser des supports non scientifiques plutôt que des revues scientifiques évaluées par des pairs
T4	Dénigrement de l'évaluation par les pairs, des revues savantes et des institutions scientifiques par des scientifiques à contre-courant.
T5	faire planer l'incertitude (poser des questions)
T23	utiliser les codes de la recherche académique (se présente comme un article de recherche avec abstract, biblio...)
T25	utiliser des exemples, cas
DECREDIBILISER	
T6	décrédibiliser la science en contestant la validité des résultats
T7	décrédibiliser les journaux scientifiques/institutions scientifiques en contestant les faits
T8	décrédibiliser les journaux scientifiques/institutions scientifiques en contestant la sincérité
T9	décrédibiliser les activistes, ONG, les Verts en contestant la sincérité
T10	décrédibiliser les activistes, ONG, les Verts en contestant la validité des résultats
T11	décrédibiliser les activistes, ONG, les Verts en leur reprochant d'être dans l'émotionnel
T12	décrédibiliser les médias en leur prêtant un langage catastrophiste
T13	décrédibiliser les politiques/politiciens en contestant leur sincérité (corruption)
T14	décrédibiliser les politiques/politiciens en contestant la validité des faits
T15	décrédibiliser les politiques/politiciens en critiquant leur management
T16	décrédibiliser les politiques/politiciens en leur reprochant d'être dans l'émotionnel
T17	Stimuler le développement de prétendus scientifiques qui remettent en question la science climatique traditionnelle et/ou le GIEC
SOULIGNER LES INCONVENIENTS	
T18	prendre le parti des pauvres/minorités/travailleurs
T19	prendre le parti de la communauté
REDIRIGER LA RESPONSABILITE	
T24	utiliser la tragédie des biens communs
T20	Défendre la propriété privée ou communautaire
POUSSER VERS DES SOLUTIONS NON TRANSFORMATIVES	
T22	dévier le problème
T21	défendre la liberté
ABANDONNER	

Tableau 13 – détails tactiques

Pour établir cette classification, j'ai utilisé différentes sources.

Pour les stratégies relatives au déni (A,B), j'ai surtout utilisé les recherches de Riley E. Dunlap et Aaron M. McCright (2012) qui décrivent les stratégies utilisées par la « machine du déni » climatique et celles de Oreskes et Conway (2010) qui décrivent

également toute sorte de tactiques des marchands de doute. J'ai complété ces sources principales avec encore d'autres sources comme celle du narratif d'Exxon Mobil (Supran, Oreskes, 2021).

Pour les stratégies relatives aux discours du délai (C,D,E,F), j'ai gardé en tête les 4 grandes catégories trouvées par Lamb et al (2020), « pousser vers des solutions non transformatives », « rediriger la responsabilité », « abandonner », « souligner les points noirs ».

Dans chacune des catégories (tactiques du déni et délai), j'ai complété les tactiques trouvées dans la littérature par des tactiques identifiées au fur et à mesure de la lecture des publications. C'est le cas par exemple de la tactique « prendre le parti des pauvres/minorités/travailleurs» (T18) ou « dévier le problème » (T22). Par ailleurs, j'ai aussi créé des « sous-tactiques » plus précises que celles identifiées dans la littérature. Par exemple, pour la catégorie « décrédibiliser », j'ai précisé les cibles « décrédibiliser les politiques » (T13 à T16) et la méthode « en contestant la sincérité » (T13).

Organisme	Publication	Tactiques		
		Disséminer le doute	Disséminer le doute	Disséminer le doute
		utilisation de faux experts pour remettre en cause des preuves scientifiques	Tendance à utiliser des supports non scientifiques plutôt que des revues scientifiques évaluées par des pairs	Dénigrement de l'évaluation par les pairs, des revues savantes et des institutions scientifiques par des scientifiques à contre-courant.
LIBERTY INSTITUTE	New report on global warming contradicts UN's IPCC	<i>Climate Change Reconsidered: 2011 Interim Report' Roger Helmer</i>	<i>According to the new report, "natural causes are very likely to be [the] dominant" cause of climate change that took place in the twentieth and at the start of the twenty-first centuries. is packed with the facts everyone needs to speak truth to the powerful global warming lobby and governments bent on using phony climate catastrophe to obtain more power and infringe on personal and economic liberty</i>	<i>IPCC is violating the requirements of academic peer review and relying on secondary sources many of the more outlandish and alarmist claims in the IPCC reports have been based not on peer-reviewed science, but on "grey literature" is packed with the facts everyone needs to speak truth to the powerful global warming lobby and governments bent on using phony climate catastrophe to obtain more power and infringe on personal and economic liberty</i>

Tableau 14. Extrait base de données publications – feuille stratégies

4.2.3 Méthodologie d'analyse des citations

Pour pouvoir analyser ces données, plutôt que de les garder sous la forme de phrases, j'ai commencé par faire un tableau indiquant la présence ou l'absence de citation pour chaque catégorie, utilisant « 1 » pour présence, « 0 » pour absence et en renommant chaque article par une lettre et un chiffre, par exemple « B21 ».

Organisme	publication	Tactiques			
		Disséminer le doute	Disséminer le doute	Disséminer le doute	Disséminer le doute
		T1	T2	T3	T4
LIBERTY INSTITUTE	B8	0	0	0	0
LIBERTY INSTITUTE	B9	1	0	1	1
LIBERTY INSTITUTE	B10	0	0	0	0
LIBERTY INSTITUTE	B11	0	0	0	0
LIBERTY INSTITUTE	B12	0	0	0	0
LIBERTY INSTITUTE	B13	0	0	0	1

Tableau 15. Extrait base de données publications – feuille déni et délai – présence/absence

Ensuite, pour avoir une vision plus globale et significative, j'ai réalisé une « heat map » avec une échelle d'intensité. Pour l'intensité, j'ai indiqué une « note » à chaque citation en fonction de nombre de phrases dans la citation. Par exemple, s'il y avait une seule phrase j'attribuais la note « 1 », s'il y en avait 2 j'indiquais « 2 »...etc. Cela m'a permis de pouvoir mettre ensuite une couleur correspondant à chaque note, permettant d'avoir un aperçu global de quel argument (déni, délai) et de quelle tactique était le/la plus utilisé.e

ORGANISME	DOCUMENT	T1	T2	T3	T4	T5
LIBERTY INSTITUTE	B8	0	0	0	0	0
LIBERTY INSTITUTE	B9	1	0	1	1	0
LIBERTY INSTITUTE	B10	0	0	0	0	0
LIBERTY INSTITUTE	B11	0	0	0	0	0
LIBERTY INSTITUTE	B12	0	0	0	0	0
LIBERTY INSTITUTE	B13	0	0	0	1	1

Tableau 16. Extrait base de données publications – stratégies – intensité

Enfin, pour pouvoir faire une analyse multidimensionnelle et répondre à la question « quelle tactique utilise quel argument ? » j’ai créé un troisième tableau en faisant une multiplication de la matrice des arguments par la matrice des tactiques pour obtenir une matrice argument/tactique où chaque point donne le nombre de document utilisant à la fois tactique et argument. J’ai pris le tableau des tactiques et j’ai ajouté à la fin les colonnes des arguments. Ensuite, j’ai construit dans l’onglet analyse le tableau avec en ordonnées les arguments et en abscisse les tactiques. A l’intersection une formule NB.SI.ENS me donne le nombre de documents où l’on trouve à la fois l’argument m et la tactique n. Plus ce nombre est grand, plus les deux sont liés. J’ai formaté le tableau avec des nuances de couleur pour mettre en évidence les nombres les plus importants. En vert, pas lié, du rose au rouge, très lié (par exemple le couple A35, T15 fait un carton).

	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	T13	T14	T15	T16	T17	T18
A1	1	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A5	4	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
A6	3	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A7	6	1	0	0	1	0	4	0	2	1	0	0	1	0	1	0	0	1

Tableau 17 ; Extrait base de données publications – arguments/tactiques

5. Résultats

La recherche a permis d’identifier 23 organismes liés à Atlas dont ont été analysées 183 publications venant de 16 des 23 organismes et datant de 1978 à 2024. 835 citations ont été extraites de ces publications et ont été analysées. Pour voir si les hypothèses ont été vérifiées, nous allons voir quels ont été les arguments les plus utilisés parmi les arguments retenus. Ensuite, nous verrons quelles ont été les tactiques les plus utilisées. Enfin, nous verrons les liens existants entre les arguments et les tactiques.

5.1 Résultats de la phase exploratoire

5.1.1 Base de données des organismes

Nom	Type	Lien atlas	Lien TK	Activités	Lien Dura	Site Web	Encore Actif	Nbre av	Nbre ap	Lieu	Date Créa	Data Membres	climat	Lien Gv	Finances
ARC H	voluntary organisation		LI (friend), FNF south asia, FNF germany (donor)	programmes pour aider les communautés locales à obtenir les droits sur leurs terres, recherche	forest rights, management of forest	https://arc.hugobart.org/about/	oui	7	3	Mangrol, Dharampur, Vadodara	1982	oui	vision libérale	/	dons de FNF Germany
Armit sar policy group	think tank	DeSmog	CSS, CPPR	conférences et présentations de livres libéraux dans les écoles	privatisation de l'air	tiny.cc/Armitsar	2019	2	1	Amritsar	2014	fondateur	/	/	/
ACE	/	DeSmog : launched by CSS and atlas network	CPPR, CSS	séminaires, ipolicy, summer school pour entrepreneurs, ASIA LIBERTY FORUM	/	acenetwork.kasia (plus actif)	2024	0	0	New Delhi	2012	oui	?	/	/
ccs	think tank	DeSmog	CPPR, FNF, LI, II trayas foundation, LYF	recherche et programmes sur l'éducation, gouvernance et moyens de subsistance	terracota environmentalism, blue economy, politique du bambou,	https://ccs.in/ http://www.ccsindia.org/	oui	24	75	New Delhi	1997	oui	vision libérale/climate/atosceptique	oui (rapport)	oui
CPPR	independent public organisation	DeSmog	CSS	recherche sur la gouvernance urbaine, éducation, santé...	market approach, promotion of OGM, nuclear energy	https://www.ccppr.in/		20	17	Kochi (Kerala)	2004	oui	vision libérale	/	/
India Institute	think tank	DeSmog	LI, CSS (membres)	recherche sur l'éducation, les droits	land rights	http://india.in/	non	1	1	Delhi	2010	oui	?	/	/
idei	NGO	DeSmog	ashden london (ashden award)	programmes pour aider les communautés à faire une agriculture "durable": promotion de technologies	l'agriculture durable à travers les technologies	http://www.sustainable-india.org/	(site suspendu)	1	1	Delhi	2001	oui	/	/	/
janaagraha center	non profit NGO	DeSmog	RFGI	participation civique, civic learning program	croissance verte, véhicules électriques	https://www.janaagraha.org/about/	oui	3	3	Bangalore, Karnataka	2001	oui	/	/	/
liberal group Kerala	/	DeSmog	indian liberals, CSS	/	/	/	/	/	0	kerala	/	/	/	/	/
Liberty institute	think tank	DeSmog, partenaire	CSS, FNF, II Heartland institute ...etc	publications d'articles, séminaires, conférences	publications climatoseptiques	http://www.libertyindia.org/about.htm	2016	54	41	Delhi	1996	oui	climat osceptique	/	/
rgf	fondation	DeSmog, partenaire	/	programmes sur l'éducation, livelihood (natural resource management)	natural resource management	https://rgfi.ndia.org/	2024	0	0	Delhi	1991	oui	vision libérale	oui	/
rgfi	think tank	DeSmog	CSS, Janaagraha center, liberal youth forum	recherche, débats publics, séminaires, youth leadership course	article sur regulation for land acquisition	https://rgfi.ndia.org/	oui (article de 2024)	2	1	Ahmedabad	2009	oui (wikipedia)	/	oui	/
Swanti initiative	research foundation	DeSmog (atlas as donor)	/	projets environnementaux, recherche, launch report, conseils aux parlements	projets climats avec une approche de marché	https://www.swanti.com/	oui	10	7	delhi houston	2015	oui	vision libérale	oui	/
ifos	/	Plehwe	/	/	/	/	/	/	0	/	/	/	/	/	/
gpi	think tank	Plehwe	/	rapports, colloquium, programmes	cours intensifs sur le changement climatique	https://globalpolicyinsights.org/	oui	8	6	New Delhi,	2018?	oui	vision libérale	/	/
trayas foundation	public purpose entreprise	Plehwe	CSS (fondatrice est membre du CSS) / prosperiti / ACE	conférence, internship pour lutter contre la discrimination des femmes	/	https://trayas.org/	2025	0	0	Delhi	/	oui	/	/	/
lyf	youth organisation	DeSmog (publication avec atlas)	CSS / SFL/ FNF	forum, workshop, séminaire	/	lyfindia.org	2013	/	0	Malviya Nagar	2008	/	/	/	/
prosperiti	not-for-profit	atlas donneurs	TRAYAS FOUNDATION (membre)	recherche, programmes (land use, labour	land/environment reform	https://prosperiti.org.in/	oui	6			2022	oui	vision libérale	oui	/
fnf south asia	foundation	DeSmog (Germany)	CPPR (partage publication)	four focal areas: market economy, urban governance, digital transformation and human rights	publications market approach	https://www.freibei.org/india		4	4		1958 (Allemagne)	oui	/	/	/
Fl	ngo	atlas speaker	CSS, LYF	conférence, webinar	green liberty	https://studentsforliberty.org/	oui	posts insta, conférence	0		2014	non	vision libérale	/	/
Fff i	cohort of students	atlas partner	students for liberty	training program, publications	publications monetizing nature	https://freedom.org/		5	5		2021	/	/	/	/
swatantrata centre	think tank,	projet partenaire	SFL, CSS, FNF, ARCH	Conference	market environmentalism	https://swatantrata.org/	oui	2	2		2019	oui	libérale	/	/
Ffe	organization	atlas partenaire	indian liberals	public meetings, publications	green market	http://www.fivindia.com/	oui	6	6		1956	/	/	/	/

Tableau 18 : base de données organismes

Les recherches m'ont donc menée à identifier 23 organismes liés à Atlas. J'ai trouvé que sur ces 23 organismes, 16 possédaient des publications liées à la durabilité.

Pour résumer, voici un tableau récapitulatif des données analysées :

Nombre d'organisme	Nombre de publications retenues :	Nombre d'auteurs	Nombre de citations	Période étudiée
23	183	106	835	1978-2024

Tableau 19 : récapitulatif des données analysées

D'après la cartographie, on remarque d'abord que ces think tanks ne sont pas autonomes des uns des autres mais sont au contraire très liés entre eux. En effet, 19 d'entre eux ont des liens avec d'autres think tanks de la liste. En particulier, le Centre For Civil Society (CCS), Friedrich Naumann Foundation South Asia (FNF South Asia), le Centre for Public and Policy Research (CPPR) et le Liberty Institute semblent être les dominateurs communs car ce sont ceux qui sont le plus en lien avec les think tanks. Le CCS est par exemple lié avec 7 autres think tanks de la liste. Cela rappelle la dimension de réseau qui est très présente chez Atlas qui cherche à s'étendre en trouvant des « partenaires » (Djelic et Mousavi, 2020). Parfois, le think tank a même été créé par un autre think tank de la liste. C'est le cas de l'Asia Centre for Enterprise (ACE) qui a été créé par le Centre for Civil Society et le Centre for Public Policy Research. De même, c'est un élève d'un programme du CCS qui a créé le think tank Amritsar Policy Group. Dans la plupart des cas, le lien entre les think tanks se fait via les membres qui sont présents dans plusieurs organisations (voir résultats membres).

Pour deux des organismes de la liste, on ne trouve aucune autre donnée que leur lien avec Atlas, faute de site internet ou de publication disponible sur le web. Les organismes concernés sont l'Initiative for open society et le Liberal Group Kerala. Cela signifie qu'il n'est pas toujours facile de retrouver la trace des think tanks, ceux-ci ayant peut-être été démantelés.

S'agissant de leur position vis-à-vis du climat, la plupart des think tanks ont une vision « libérale », c'est-à-dire une vision qui ne nie pas le réchauffement climatique mais qui défend l'utilisation des instruments de marché, la croissance verte et/ou le technosolutionnisme. Seuls deux think tanks de la liste ont des positions climato-

sceptiques explicites, le Liberty Institute et le CCS (qui cumule aussi une vision libérale).

Par rapport aux liens avec le gouvernement, seuls trois think tanks de la liste ont été identifiés comme ayant des liens évidents. Ce résultat est à prendre délicatement car il était difficile de trouver des données de preuves de liens avec le gouvernement et la recherche mériterait d'être approfondie.

Par rapport à la localisation, il est intéressant de constater que presque la moitié des think tanks de la liste (11 sur 23) sont localisés à New Delhi, capitale économique et politique de l'Inde et qui abrite aussi le siège du Global Development Network (GDN), un énorme réseau de think tanks que le gouvernement indien a reconnu comme organisation internationale.⁶⁷

Enfin, quant à la date de création, la plupart des think tanks ont été créés dans les années 1990, confirmant l'expansion d'Atlas en Asie dans ces années-là. Le plus vieux think tank est le Forum For Free Enterprise (1956) et le plus récent est Prosperiti (2022), cela signifie que le phénomène continue de croître. Cependant, il n'était pas évident de déterminer s'ils étaient toujours en activité. Pour 6 organismes, la date de leur dernière activité correspond à la date de publication de leur dernière publication trouvée. On peut confirmer que 10 organismes sont encore en activité de manière sûre.

5.1.2 Activités des think tanks

Le Centre for Civil Society est un exemple particulièrement parlant pour avoir un aperçu de l'influence d'Atlas en Inde, comme en témoigne le résultat de la recherche visant à répertorier ses activités. C'est en effet un think tank qui semble reproduire le modèle néolibéral d'Atlas. Tout comme Atlas, le Centre for Civil Society fondé à Delhi en 1997 a déployé son expansion géographique et diffusé ses idées en organisant des workshops et séminaires partout en Inde, a publié des rapports annuels pour montrer ses succès. En effet, à partir de 2002, Atlas a commencé à publier des rapports annuels d'investissement qui servaient aussi d'outils pour montrer son succès. Aussi, tout comme Atlas, le CCS a cherché à pénétrer le milieu académique. Par exemple, le CCS a

⁶⁷ *"Global Development Network". www.ids.ac.uk. www.ids.ac.uk. Archived from [the original](#) on 2018-01-09. Retrieved 2018-01-09.*

lancé le Liberal Youth Forum en 2008, un « *mouvement de jeunes individus, groupes informels et associations formelles collaborant pour créer un accès et un choix dans les sphères culturelles, économiques, politiques et environnementales pour une Inde plus libre et plus prospère* »⁶⁸. Dernièrement, il est présent directement auprès des étudiants à travers des programmes comme celui de Bolo English, lancé en 2020 et qui comptabilise aujourd'hui eux plus d'un million d'étudiants présents dans plus de 11 états indiens différents.⁶⁹ En 2017, le CCS a créé la NISA (national independant school alliance) : avec plus de 55 000 écoles venant de 20 états différents. En 2018, ils ont lancé ce qui est « un de leur plus gros projet » : l'Indian School for public policy (ISPP) avec un master⁷⁰. Le CCS a aussi créé des trophées comme le prix « 20 ans, 20 champions », dont Rishi Kochhar a été après avoir participé au programme du séminaire LSS "liberty and society" en 2002⁷¹ et qui a lancé son propre think tank en 2017, le Amritsar Policy Group qui fait lui aussi partie du réseau Atlas⁷². Le tableau suivant répertorie les activités du CCS liés à des thématiques de durabilité entre 1998 et 2024.

⁶⁸ Rapport annuel 2007-2008

⁶⁹ <https://ccs.in/bolo-english>

⁷⁰ Rapport annuel 2018-2019

⁷¹ <https://www.facebook.com/amritsarpolicygroup/>

⁷² Voir liste

Année	Activités	Catégorie
1998	Workshop sur les solutions aux problèmes environnementaux basées sur la communauté (community based market solutions to environmental woes).	Workshop
22 avril 1998	Dialogue « earth day, against nature », discussion suivie de la projection du film	Dialogue
21-23 Déc 1998	1 ^{er} Séminaire Liberté et société avec parmi les intervenants Shreekant Gupta et sa presentation “approche par le marché pour la protection environnementale » 25 étudiants.	Séminaire
1998	« market based initiatives for environmental concerns, especially of air and water pollution, protection of wildlife and ecosystems, and the problem of fisheries and forests »	Agenda de recherché
1998	3 visionnages du film « earth day, against nature » dans divers écoles dont un avec une interview de Milton Friedman	Visionnage et discussions
1998	Lecture sur la tragédie des communs par Parth J Shah	Lecture
Février 1998	Participation de Parth J shah au Workshop de la Fondation Atlas sur la pauvreté et l’environnement	Workshop
	Market approach to environmental policy in India, Shreekant Gupta	Projet de publication pour 1999
1999	LSS séminaire Environmental Protection: MarketInstruments avec Parth J Shah	LSS séminaire
1999	LSS Séminaire Economics, Environment andHuman Priorities Avec Prof. Jayanta Bandyopadhyay , : The Problem of the CommonsAvec Parth J shah	LSS séminaire
1999	Environment: The Roles of the State and the Market avec Shreekant Gupta	Business journalism workshop
2000	The Environment: Tragedy of the Commons avec parth j shah	Séminaire LSS
2000	Economics of the Environment avec Barun Mitra, Liberty Institute	Séminaire LSS
26 juin 2003	Séminaire “path to prosperity” avec comme lecture “Population: the ultimate resource”, “Environment: the tragedy of the commons” avec Parth J Shah.	Séminaire
Février-mars 2003	Population: The Ultimate Resource Crisis of Collective Choice Environment: Tragedy of the Commons dans 4 collèges différents, 700 étudiants.	Séminaire
2003	Population: The Ultimate Resource par Sauvik Chakraverti Environment: the tragedy of the Commons par Parth J shah	Séminaire
Septembre 2003	Keepers of Forests: Foresters or Forest Dwellers? Avec Parth J shah, 30 participants	Séminaire
2003	The tragedy of the common parth j shah	Séminaire
2003	- Smells Like Green Spirit: Directorate of Prohibition - Private Water Supply in Delhi - Supreme Court orders in the famous “forest case” and documented the Court’s Forestry and livelihood	Projets de recherché
2003	Keepers of Forests: Judiciary, Ministry, or Community? (March 2003)	Conference
2003	Water under Community Management (March 2003) avec Ambrish Mehta de ARCH, Shreekant Gupta, Parth Shah, le minister des ressources de l’eau. Avec parmi les references <u>Breaking The Gridlock In Water Reforms through Water Markets: International Experience And Implementation Issues For India</u> By Nirmal Mohanty and Shreekant Gupta	Conférence
Août 2007	Workshop organisée par les Friends of freedom sur le thème « community based market solutions to environment woes »	Workshop
2008	LSS Environment: The Tragedy of the Collective' by Dr. Parth Shah	Séminaire
2010	Travail de terrain (4 étudiants de l’école d’économie de Delhi) à Mizoram pour voir l’effet de la politique sur les bamboos sur les futurs options commerciales et de subsistance, en particulier les populations tribales dans le nord de l’Inde Diplômée de CSS, Malavika Vyawahare	Etude
10-13 février 2010	Conférence sur « l’énergie, l’eau et l’urbanisation » avec 100 membres de la société du Mont Pèlerin. Parth J Shah « contrairement à la Chine, la croissance de l’Inde devrait théoriquement apporter une durabiilté de long terme » Rencontre organisée par le CCS en partenariat avec FNF 130 participants, 20 pays.	Conférence
2014	Workshop sur la politique des bamboos	Workshop
2022	Ipolicy sur Agriculture Policy, Terracotta Environmentalism,	Workshop ipolicy
2022	Baithak on “Whose Forest is it anyway? Rethinking conservation” was conducted with Dr. Geetanjoy Sahu (Asst. Professor of TISS Mumbai), at Mumbai on the 7th of May 2022 This was attended by 26 participants	Workshop baithak
2023	Baithak on ‘India as the Voice of the Global South: Diplomacy & Climate Adaptability’ with Dr Uttam Kumar Sinha (Senior Fellow, MP-IDSA) and Mr Sanjay Gupta (Strategy & Policy Advisor) at CCS Office, on the 4th of January 2023	Workshop baithak
	Spontaneous Order, authored by both alumni and external contributors. These articles spanned a diverse range of subjects including agriculture, education, urban housing, forest rights,	Articles spontaneous order
2024	Discussion virtuelles sur les enjeux climatiques et les communautés de pêcheurs dans les sundarbans	Discussion
2024	conférences organisées par le Mercatus Center et l’université FLAME	Conférence
2024	Panel discussion sur « ré imaginer les politiques de bail dans le Maharashtra »	Panel discussion
2024	podcast sur Azadi.me avec Anil Ghanwa pour discuter des lois sur la terre.	Podcast
2024	Epolicy workshop sur le thème politique et environnementalisme	
2024	Table ronde sur le thème Blue Curriculum for Modern Education: India & BIMSTEC".	Table ronde
2024	web talk on "Unpacking a Blue Planet Training Manual" en partenariat avec FNFAsie	Webtalk

Tableau 20 – activités CCS

Dans cette liste d'activités liées à la durabilité, on constate que les formats de diffusion sont très variés (workshops, séminaires, compétition de film, programmes d'éducation, tables ronde, conférences, podcasts, webtalks...) et que les lieux sont très différents, reproduisant les stratégies de diffusion d'Atlas (Djelic et Mousavi, 2020).

Un exemple concret de l'influence que le CCS a pu avoir sur la législation indienne est celui de la campagne pour la dérégulation du bambou menée par le CCS. En 1927, la loi sur la forêt indienne identifiait le bambou comme un « arbre », ce qui permettait de réguler son exploitation car il fallait une permission de le faire tomber ou le transporter.

⁷³ En 2008, le CCS débute une campagne appelée "le bambou n'est pas un arbre" pour s'opposer à cette régulation. Cette campagne prend racine avec le festival de film Jeevika où le documentaire récompensé, "Hollow cylinder" dirigé par Nandan Saxena et Kavita Bahl montre le cas de communautés tribales dépendantes du bambou pour leur subsistance. En 2009, le CCS dit « prendre le défi d'obtenir un amendement sur la régulation du bambou »⁷⁴. En 2010, le think tank formule des recommandations de réforme, notamment en produisant une recherche sur l'impact des politiques de l'Etat sur les subsistances basées sur le bambou. En 2011, une nouvelle campagne d'un an est dédiée au bambou, avec la diffusion du film "hollow cylinder" dans les collèges et événements. Cette année-là, une table ronde est organisée avec les membres du parlement. Un des membres du parlement, Das Rai, montre son intérêt pour ce projet de réforme. Mammohan Singh annonce la re-classification du bamboo comme "herbe" et non plus comme « arbre ». Le CCS ne s'arrête pas là car en 2012, le think tank s'allie avec la Fondation du bambou d'Asie du Sud pour pousser à une dé-régulation du bambou lors du jour mondial du bambou. Le CSS publie notamment le "point de vue 12" un mémo examinant l'état de loi et des politiques qui affectent le bambou en Inde et élabore un cadre pour les réformes pour instituer un développement durable des communautés basées sur le bambou. En 2014, le CCS organise un workshop sur la réforme politique du bambou pour les délégués du gouvernement au Kerala et à Madhya Pradesh. Le Maharashtra libère le bamboo du monopole de l'Etat. Le gram Sabhas acquière les droits sur la conservation et la vente de bambous. En 2015, le CCS approche le premier ministre Manmohan Singh et 13 ministres pour un amendement. Le

⁷³ <https://www.downtoearth.org.in/forests/the-indian-forest-act-1927-amendment-will-create-new-markets-generate-millions-of-jobs-for-poor-communities>
59712#:~:text=After%20amending%20Section%202(7)%20of%20Indian%20Forest,transit%20permission%20from%20any%20state%20forest%20department.

⁷⁴ Annual report, 2008-2009

think tank a alors des conversations avec les membres du parlement pour dé-réguler l'abattage et le permis pour la transportation et la vente de bambou. Un PIL est aussi créé concernant les réformes recommandées. 2017 sonne la victoire pour le CCS. L'Etat du Maharashtra décide de dé-réguler l'exploitation du bambou et révoque l'exigence d'un "transit pass" pour la transportation de bambou sur la terre privée de l'Etat. Le président Ram Nath Kovind approuve l'ordonnance modifiant la loi indienne sur les forêts, qui reclasse les bambous non forestiers dans la catégorie des « herbes ». Pour aller encore plus loin, en 2018 le CCS recommande aux communautés tribales résidant dans les forêts d'être garanties avec des droits communautaires pour la gestion durable des bambous sur les terres privées.

Ainsi, l'exemple de la campagne contre la régulation sur le bambou menée par le Centre for Civil Society témoigne bien de l'influence qu'un tel organisme peut avoir sur les politiques environnementales.

Les données sur les membres nous donnent aussi des éléments de compréhension du modèle des think tanks indiens.

5.1.3 Base de données sur les membres

Au total, j'ai répertorié le nom de 218 personnes membres de 19 think tanks différents, avec une majorité de membres venant du CCS et du Student for liberty India (22 chacun).

THINK TANK	Nombre de personnes	Pourcentage
Centre for Civil Society	22	10,6
Student for liberty India	22	10,6
Prosperiti	18	8,6
IDE India	16	7,7
Centre for Public Policy Research	14	6,7
Global Policy Insights	14	6,7
Liberal Youth Forum	14	6,7
Liberty Institute	13	6,2
Freedom for Enterprise	13	6,2
ARCH	11	5,3
Trayas Foundation	10	4,8
Rajiv Gandhi Foundation	8	3,8
Janaagraha center for citizenship and democracy	8	3,8
Research foundation for governance in India	7	3,4
India institute	6	2,9
Fellowship for Freedom	5	2,4
ACE	2	1
FNF South Asia	2	1
Indian Liberal Group	1	0,5
Swaniti Initiative	1	0,5
Amritsar Policy Group	1	0,5

Tableau 21 – résultats membres – organisme

Nombre de think tank	Nombre membres
>1	37
2	21
3	2
4	11
5	2
1	144

Tableau 22 – résultats membres- nombre de think tank

On constate que la majorité des membres sont présents dans un seul think tank mais que tout de même 37 membres sont présents dans plus d'un think tank, confirmant le fait que les think tanks sont liés entre eux. En particulier, 11 personnes sont membres dans 4 think tanks différents et 2 personnes sont même présentes dans pas moins de 5 think tanks différents.

Parmi ces personnes, on retrouve Parth J Shah qui a créé le Centre for Civil Society et qui est aussi présent dans la liste des membres du CPPR, dans le conseil d'administration du Liberal Youth Forum. Quand on se penche sur sa biographie, on se rend compte qu'il est très lié à Atlas, le réseau lui consacrant même un article sur son

site.⁷⁵ On peut y lire que « peu de personnes ont eu autant d'impact sur les politiques publiques et les conversations intellectuelles en constante évolution en Inde que le Dr. Parth J. Shah ».



Figure 6 : présentation de Parth J Shah à une conférence du réseau Atlas en 2007⁷⁶ :

⁷⁵ <https://www.atlasnetwork.org/stories/leading-the-charge>

⁷⁶ <https://admin.atlasnetwork.org/assets/images/CCS-TFA.JPG>

Parth J Shah est un économiste ultra libéral indien. Il a commencé par étudier les sciences en Inde mais il désirait faire de l'économie. Or, les réglementations indiennes ne lui permettaient pas de passer des sciences dures aux sciences sociales (l'économie étant catégorisée comme tel en Inde). Il est alors parti étudier aux Etats-Unis, d'abord à Boston dans le domaine de la pharmacie puis à l'université d'Auburn où il a obtenu son doctorat en économie. Il ensuite enseigné l'économie à l'université du Michigan avant de devenir conseiller pour le think tank Mackinac Center For Public Policy, « où il a vu pour la première fois comment un think tank fonctionnait ». Le Mackinac Center est un think tank américain dont DeSmog a dénoncé le discours de déni climatique.¹ Par ailleurs, il a aussi participé aux programmes offerts par le réseau Atlas « qui lui ont fourni les compétences pour commencer un think tank en Inde ». Dans une interview¹, Parth J Shah raconte lui-même comment il a connu Atlas : « je suis tombé sur l'Atlas Economic Research Foundation, ils avaient de très bons programmes pour les entrepreneurs de think tank, j'ai eu la chance d'apprendre de Larry Reed, à la tête du Mackinac Center, Joe Overton, David Boaz au Cato Institute, qui sont parmi les meilleurs dans la communauté américaine des think tanks ». Selon le récit que le réseau Atlas fait de sa vie, le tournant s'est fait quand Parth a eu besoin d'une opération à cœur ouvert. Pendant de nombreuses années, il voulait retourner en Inde pour créer un forum pour l'avancée de la liberté individuelle et des principes de libre marché mais il avait toujours remis ce rêve à plus tard. Le fait de se retrouver face à la nécessité de se faire opérer du cœur l'aurait forcé la main. Pour appuyer cette histoire, le réseau Atlas cite Parth lui-même : « Je me suis demandé la nuit d'avant : quelle est la chose que je regretterais de ne pas avoir fait si l'opération tournait mal ? La réponse était évidente, j'avais toujours voulu retourner en Inde pour créer un think tank ». Ce que l'histoire ne dit pas, c'est que Parth J Shah a été envoyé par le réseau Atlas en Inde en 1988 avec Shyam Kamath, un jeune professeur d'économie de l'université de California, pour tâter le terrain. Et c'est « avec l'aide de soutiens aux Etats-Unis et avec sa propre épargne » que Parth J Shah a créé le Centre for Civil Society en 1997. Ce « soutien » venant des Etats-Unis, c'est un prêt de la Earhart Foundation. L'article indique ensuite que « Parth a été activement connecté à Atlas comme expert dans le mouvement de liberté ». Ses liens avec Atlas perdurent, comme en témoigne sa présence à une conférence du réseau Atlas en 2007 où il présente le travail du CCS sur la liberté de subsistance. De même, il aide Atlas à lancer le premier Forum pour la Liberté en Asie (Asia Liberty Forum) en 2011. Atlas ne tarit pas d'éloge dans l'article en disant que « son exemple a permis au CCS de remporter le Templeton Freedom Award » en 2021. Enfin, Atlas déclare qu'« en reconnaissance de plus de 25 ans d'activisme libéral classique, le réseau Atlas est fier d'annoncer que Parth Shah est le lauréat du prix Sir Antony Fisher 2024 ».

Figure 7 : encadré sur Parth J Shah

Parmi les membres les plus influents (présents dans au moins quatre think tanks), on peut aussi citer Gurcharan Das, présent au CCS, Liberty Institute, Liberal Youth Forum, CPPR, en tant qu'intellectuel ou membre des conseils d'administration. Il est auteur et écrit dans les journaux américains comme Foreign Affairs, le Financial Times ou le

Wall street journal et indien (Times of India). A côté de son activité dans les think tanks, Gurcharan Das était aussi le directeur de Procter&Gamble jusqu'en 1995.

Type	Nombre	Pourcentage (%)
A	26	12
B	35	16,1
C	31	14,3
P	5	2,3
G	28	12,9
TK	78	35,9
Mix	14	6,4

Tableau 23 - Résultats membres – types

Par rapport au « type » des membres, c'est-à-dire le milieu dans lequel ils proviennent s'ils ont une autre activité en dehors des think tanks, on observe que les milieux qui reviennent le plus sont ceux du commerce (business) et de la société civile, suivis de près par le milieu gouvernemental, politique et le milieu académique. Mis-à-part la faible présence de la catégorie « public », il n'y a pas de différences très significatives entre les milieux, indiquant que toutes les professions sont représentées. Cela confirme la volonté des think tanks de toucher toute la société. Cela confirme les résultats trouvés par Dieter Plehwe dont l'étude est plus large (elle couvre entre autres l'Asie et l'Océanie). Il trouvait tout de même une plus grande part de membres venant du milieu académique (30%).⁷⁷ toutefois, mes résultats sont à prendre avec précaution, la focalisation de s'étant pas fait sur les membres, la recherche nécessiterait d'être approfondie.

Enfin, il est intéressant de voir qu'une part non négligeable de membres revêt plusieurs casquettes, en étant issus de différents milieux. Si on reprend l'exemple de Gurcharan Das, il cumule 4 casquettes différentes en ayant été directeur de Procter&Gamble et ayant travaillé pour la Citibank of India (catégorie b), puis en étant auteur et intellectuel (catégorie a) et étant présent dans différents think tanks (catégorie c).

Ces premiers résultats nous montrent déjà l'influence du réseau Atlas sur certains think tanks indiens, en observant surtout que les think tanks indiens affiliés à Atlas mettent en place les mêmes stratégies de diffusion. Pour aller plus loin et se focaliser là où il y a le plus de données disponibles, nous allons maintenant voir les

⁷⁷ Conférence de Dieter Plehwe à Lausanne sur le néolibéralisme, Neoliberalism and the Capitalists, 22-23 mai 2025

résultats de l'analyse des discours des think tanks, à commencer par le compte rendu de leurs publications.

5.1.4 Base de données publications

Finalement, après sélection, on a obtenu 183 publications, numérotées de B8 à B190. Le lien pour consulter la base de données complète est disponible en annexe.

THINK TANK	Nombre de publication	Pourcentage (%)
Center for Civil Society	76	41,5
Liberty Institute	42	22,9
Centre for Public Policy Research	18	9,8
Swaniti Initiative	8	4,4
Prosperiti	6	3,3
forum of free enterprise	6	3,3
Global policy insights	6	3,3
fellowship for freedom	5	2,7
Friedrich Naumann Foundation for South Asia	4	2,2
Janaagraha Center for citizenship and Democracy	3	1,6
Arch	3	1,6
Swatantrata centre	2	1,1
international development enterprises india (IDEI)	1	0,5
India Institute	1	0,5
RFGI	1	0,5
Armitsar policy group	1	0,5
Trayas Foundation	0	0
Initiative for open society	0	0
Asia Centre for Enterprise	0	0
Liberal Group Kerala	0	0
Rajiv Gandhi Foundation	0	0
Liberal youth forum of India	0	0
Students for liberty south asia	0	0

Tableau 24 – résultats publications – organismes

On constate qu'une large majorité de publications vient du Centre for Civil Society et du Liberty Institute qui à eux seuls comptabilisent 118 publications, soit 64,5% des publications. Cela signifie que les articles étaient davantage disponibles ou concernaient davantage les thématiques de la durabilité pour ces think tanks que pour les autres. Pour ceux dont la cartographie était déjà lacunaire, les publications sont rares (une seule publication pour l'India Institute ou l'Armitsar Policy Group), voire absentes. Dans le

cas où elles sont absentes, c'est soit que l'accès aux publications de l'organisme était impossible, soit que les publications n'étaient pas liées à la durabilité.

THEMES	NOMBRE DE PUBLICATION	Pourcentage (%)
Climat	133	72,7
Forêt	21	11,5
Pêche	9	4,9
OGM/biotechnologies	7	3,8
Eau	9	4,9
Plastique	2	1,1
DDT	2	1,1

Tableau 25 – Résultats publications – thèmes

Par rapport aux thèmes, la recherche se focalisant sur le discours climatique, c'est le thème du climat qui domine avec 133 publications. Parmi, les sous-thèmes, le thème de la forêt est le plus représenté, indiquant que pour l'Inde, c'est un enjeu particulièrement important. Viennent ensuite la pêche et l'eau, suivis de près par les biotechnologies. Le plastique et le DDT ferment la marche en toute logique, ces sous-thèmes étant très spécifiques par rapport aux autres.

On retient donc que les publications sont surtout représentées par deux organismes, le CCS et le Liberty Institute et que le thème principal touche au climat. Il s'agit maintenant d'analyser le résultat des discours au sein de ces publications.

5.2 Résultats des arguments

5.2.1 Résultats généraux : tendance au délai climatique plutôt qu'au déni

Catégorie	Nombre de citation	Pourcentage
Déni	103	12,33%
Délai	732	87,67%

Tableau 26 – arguments - déni, délai

D'une manière générale, on observe que le discours est majoritairement relatif au délai plutôt qu'au déni. En effet, 732 citations sur les 835 relèvent du discours du délai (catégorie 4 à 9), soit 87,67% des citations et le délai est majoritaire pour tous les thèmes étudiés. Cela rejoint la tendance générale des études existantes qui constatent également une prévalence du délai sur le déni. En effet, Coal et al (2021) trouvaient que les arguments les plus utilisés appartenaient aux catégories 4 et 5. Nisbett et al (2024) obtenaient des résultats au Royaume-Uni qui suggéraient également que les arguments

du délai devenaient plus dominants, tout comme Pringle et Robbins (2022) en Irlande, Tito et al (2024) en Autriche et Phoenix Eskridge-Aldama (2025) en Arizona.

En particulier, les trois arguments qui remportent le palmarès sont respectivement les arguments « pas de bâton, juste des carottes » (A67), « les marchés/le secteur privé sont économiquement plus efficaces que les politiques gouvernementales. » (A35) et « optimisme technologique : on devrait centrer nos efforts sur les technologies actuelles et futures qui nous donneront de nouvelles possibilités » (A63), avec respectivement 72, 66 et 59 citations, sachant que la moyenne de citation par argument est de 5,9 citations. Ces trois arguments représentent à eux seuls 23,6% du total des citations. Cela indique que la tendance générale est au discours du délai et en particulier aux catégories 4 et 7, dont sont issus les arguments les plus utilisés. Aussi, ces trois arguments sont très liés entre eux et les publications comportent souvent des citations pour ces trois arguments à la fois (voir tableau 18 – résultat 1).

Argument	Numéro document	Source	Citation
A35	B78	CCS, 2012	<i>We argue that competition in delivery is necessary for the resource owners to earn a fair price as well as for efficient use of the resource</i>
A63	B78	CCS, 2012	<i>Human ingenuity is exercised through technology. Growth in population has not increased scarcity of natural resources and technology's track record leads to optimism about the future, even if one wants to be cautious</i>
A67	B78	CCS, 2012	<i>Here are voices that call for a more reasoned approach, one that is informed by a liberal perspective—limit the role of the state and enhance the space for civil society and markets.</i>

Tableau 27 –arguments - résultat 1 : les trois arguments les plus utilisées

Dans cet exemple, le CCS emploie les trois arguments dans un même document. En effet, la première citation défend l'idée que la compétition est nécessaire pour que les propriétaires de la ressource gagnent un prix efficace et aient une utilisation efficace de la ressource, autrement dit, que le marché est le plus efficace pour la gestion des

ressources. La deuxième citation loue la technologie et relève donc de « l'optimisme technologique ». Enfin, la dernière citation appelle à une approche raisonnée et libérale qui limite le rôle de l'Etat et laisse la place aux marchés, ce qui correspond bien à l'argument « pas de bâton, juste des carottes ». Cela signifie donc que la promotion du marché peut être liée à la promotion des technologies et à la critique des politiques gouvernementales.

Ensuite, la plupart des arguments présents dans la littérature sont aussi présents dans les publications des 16 organismes associés au réseau Atlas en Inde. Ce qui est frappant est de voir que sur les 137 arguments identifiés, seulement 15 n'ont pas été utilisés. On rappelle que sur ces 137 arguments, 16 ne provenaient pas directement de la littérature. Cela signifie que les think tanks indiens de l'étude ont utilisé 121 arguments identifiés dans la littérature. On peut en conclure que les discours étudiés utilisent bien les arguments trouvés par les classifications de Lamb et al (2020) et Coan et al (2021). Cela semble indiquer que le modèle néolibéral s'est bien globalisé.

Quant aux arguments non utilisés, on peut en décompter 15 dans les arguments sélectionnés. Ceux-ci concernent tous le thème du climat et presque la moitié fait partie de la catégorie 1 relevant du déni et en particulier de la fonte de la glace ou du niveau de CO₂. Cela suggère que la fonte des glaces ou le niveau de CO₂ sont des données qui sont difficiles à nier en Inde. Pour la fonte des glaces, on peut peut-être lier cela à la fonte des glaciers himalayens qui est très préoccupante en Inde, menaçant 200 millions de personnes⁷⁸. Pour le CO₂, il est aussi difficile de le nier car l'Inde est le troisième émetteur de CO₂ mondial en 2021⁷⁹. Enfin, le fait que ces arguments non utilisés relèvent principalement du déni indique encore que le déni est moins présent que le délai.

Parmi ces 15 arguments non utilisés, 4 font partie de la catégorie « les solutions ne fonctionnent pas » (4) et concernent la sécurité nationale, les émissions de la Chine, la difficulté des politiques et le manque de preuves de la séquestration du carbone. Pour l'argument de la Chine, il est logique de ne pas le retrouver car c'est un argument qui est d'habitude utilisé par les pays occidentaux pour amoindrir leurs efforts. L'Inde se trouvant tout juste derrière la Chine en termes d'émissions mondiales, l'argument est

⁷⁸ <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/la-fonte-des-glaciers-himalayens-menace-des-millions-de-personnes>

⁷⁹ Commission européenne, calculs Statista (2021)

plus difficile à utiliser. Deux arguments relevant de la 6^{ème} catégorie ne sont pas utilisés, à savoir le « whataboutism » et « l’excuse du passager clandestin », nous verrons pourquoi dans l’analyse de cette catégorie. Enfin, la catégorie 9 étant totalement absente, les deux arguments qui la composaient « le destin tragique » et « le changement est impossible » ne sont pas non plus utilisés.

Enfin, il y a des arguments supplémentaires qu’on ne trouve pas dans la littérature. Au fur et à mesure de la lecture des publications, j’ai dû rajouter 16 arguments supplémentaires. Souvent, cela était dû au fait que le thème abordé nécessitait de rajouter des arguments spécifiques au thème. Par exemple, pour le thème des OGM, il fallait rajouter l’argument « les OGM sont sans danger ». Parfois, il s’agissait aussi d’arguments pour le thème du climat, notamment concernant l’aspect impérialiste des politiques avec l’argument « les solutions climatiques proposées sont impérialistes » (A32) ou même parmi le déni, des arguments comme « les ressources ne sont pas en train de s’épuiser » (A26) ou encore « le réchauffement climatique est bénéfique pour les humains » (A25). Il n’en reste pas moins que ces arguments supplémentaires sont minoritaires car ils ne représentent que 11,6% des arguments.

5.2.2 Résultats par catégorie

Catégorie	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Nombre de citation	43	12	48	297	156	17	180	82	0
Pourcentage	5,15%	1,44%	5,75%	35,57%	18,68%	2,03%	21,56%	9,82%	0

Tableau 28 – résultats arguments - nombre de citation par catégorie d’arguments

Globalement, on observe une surreprésentation des catégories 4 et 7 et une sous-représentation des catégories 1 à 3 et 6, 8 et 9.

Par rapport aux catégories 1 à 3, on constate que les catégories 1 et 3 dominent (légère avance pour la 3) mais la catégorie 2 est bien moins représentée avec 12 citations contre 48 et 42 pour les deux autres. On est donc face à un déni de l’existence même du réchauffement climatique ou de sa gravité mais pas de son origine anthropique. Cela signifie que les think tanks indiens affiliés à Atlas préfèrent être dans le déni total, niant l’existence même du réchauffement climatique, ou dans l’atténuation de sa gravité. Pour autant, cela ne signifie pas nécessairement que les think tanks indiens ne nient pas

l'origine anthropique du réchauffement. Peut-être qu'ils la nient mais refusent de l'affirmer. Pour être plus précis, dans la catégorie 1, il y a peu de citations qui se réfèrent à des éléments précis comme la fonte des glaces ou la montée des eaux, ce sont plus des propos généraux, relatifs à l'incertitude du réchauffement. Les think tanks utilisent particulièrement l'argument A7 « Il y a un hiatus dans le réchauffement » qui domine largement avec 11 citations sur les 48. Puis avec l'argument A15 « Le dioxyde de carbone retarde/n'est pas corrélé avec le changement climatique » et A5 « Nous allons vers une nouvelle ère glaciaire » qui se réfèrent plutôt à l'argument qu'il fait plus froid. Il est sans doute plus facile de nier le réchauffement climatique en étant vague. On peut voir quelques exemples dans le tableau ci-dessous.

Argument	Numéro document	Source	Citation
A7	B27 <i>Global warming forecast exaggerated</i>	Liberty Institute, 2011	<i>A new study suggests that the rate of global warming from the doubling of atmospheric carbon dioxide may be less severe than that projected by the IPCC in 2007, says Dr. David Whitehouse</i>
A5	B36 <i>Collectivism, climate change and economic freedom</i>	Liberty Institute, 2010	<i>“For someday, there certainly will be climate change. If not global warming in this century, then, certainly, in some other century. And if not global warming, then a new ice age”</i>

Tableau 29 –arguments – résultat 2 : citations du déni

Ainsi, comme on le voit dans la citation correspondant à l'argument A7, le déni est assez évasif et général, suggérant que le taux de réchauffement sera « peut-être » moins sévère que celui projeté par l'IPCC. Ici, le think tank nie la sévérité du réchauffement tout en n'indiquant aucun contre-argument précis. La citation correspondant à l'argument A5 est elle aussi très vague, en disant que « dans un certain temps », il y aura « certainement » un changement climatique, suggérant même que cela pourrait en réalité devenir une ère glaciaire.

Ensuite, on constate une domination des catégories 4 et 7. Les arguments les plus utilisés sont ceux de la catégorie 4 « les solutions climatiques ne fonctionnent pas »,

avec 297 citations puis ceux de la catégorie 7 « un changement radical n'est pas nécessaire » avec 180 citations, soit respectivement 35,57% et 21,6% des citations. Ce n'est pas très surprenant étant donné que ces catégories se rejoignent. On peut en effet se dire que si les solutions climatiques ne fonctionnent pas et sont même nuisibles, alors un changement radical n'est pas nécessaire, sous-entendant qu'il faut d'autres solutions, des solutions non transformatives. Par exemple, l'argument A35 « Les marchés/le secteur privé sont économiquement plus efficaces que les politiques gouvernementales. » et A67 « Pas de bâton, juste des carottes » se rejoignent complètement, comme le montre cette citation du CCS (tableau 21).

Argument	Numéro document	Source	Citation
A35 et A67	B67	CCS, 2004	<i>The draft policy explains the failure of command-and-control instruments used for environmental compliance and enforcement, and proposes the idea of market-based instruments relying on price incentives</i>

Tableau 30 – résultat 3 : citation catégorie 4 et 7

Ici, le CCS défend à la fois une politique qui propose de s'appuyer sur les instruments de marché et qui critique l'approche "command and control".

Vient ensuite la catégorie 5 avec 156 citations. Cela signifie que, comme cela a été observé par Coan et al (2021) aux Etats-Unis, le discours du délai ne repose pas seulement sur la critique rationnelle des politiques mais aussi sur les intentions derrière ces politiques. L'argument principal utilisé dans cette catégorie étant A55 « les politiciens sont biaisés » (19 citations), puis l'argument A58 « la politique est conspirationniste » (17 citations). Cela rejoint à nouveau les résultats de Coan et al (2021) dont les résultats montrent que l'argument le plus utilisé est « le mouvement climatique n'est pas fiable ». Ils mentionnent entre autre pour expliquer ces accusations d'hypocrisie, de conspiration et de corruption l'affaire du « climategate ». Or, le Liberty Institute en Inde consacre justement plusieurs articles liés à cette affaire (voir tableau 22).

Argument	Numéro document	Source	Citation
A57, A58, A59	B19	Liberty Institute, 2011	<i>these emails make clear the close the collaboration between the leading IPCC scientists and environmental advocacy groups, government agencies, and partisan journalists</i>

Tableau 31 – résultat 4 : citation catégorie 5

On constate aussi qu'il est fréquent de retrouver ces critiques relatives à la sincérité des politiques en même temps que la promotion du marché. Par exemple, dans le même document, on trouve ces citations, catégorisées dans « les politiciens sont biaisés » (A55) et « pas de bâton, juste des carottes » (A67). Ici, dans le même document, on voit que l'accusation contre les politiques va de paire avec une défense du signal prix et donc une dérégulation.

Argument	Numéro document	Source	Citation
A55	B106	CCS, 2020	<i>The regulatory decisions have been influenced strongly by political considerations and not by scientific findings</i>
A67	B106	CCS, 2020	<i>Pulled together, the policy framework has destroyed the signalling role played by prices, and no one is better off for it.</i>

Tableau 32 – résultat 5 : citation catégorie 5bis

Enfin, on constate une absence totale de la catégorie 9 et faible présence des catégories 2 et 6. Cela rejoint les résultats des études existantes (Eskridge-Adama, 2025, Pringle et Robbins, 2022, Tito et al, 2024). Parmi tous les thèmes étudiés, aucun ne comprend de citation liée à la catégorie « abandonner ». En effet, les think tanks en Inde ne disent ni que le changement est impossible, ni que l'on doit accepter notre destin et qu'il est trop tard. Eskridge-Aldama (2025) qui appliquait aussi la classification du délai climatique au discours législatif autour de la House Bill 2686 et 2101 suggère une explication. Elle aussi ne trouvait aucune citation pour la catégorie « destin tragique » car selon elle, cela requière une croyance dans le réchauffement climatique en premier lieu. Elle pense donc que cela est possiblement dû à un manque de confiance général dans le changement climatique parmi les législateurs. C'est peut-être aussi le cas pour les think

tanks indiens, les citations liées au déni en témoignent. Il faut en effet accepter l'existence du réchauffement climatique pour pouvoir dire qu'il est trop tard pour agir. C'est sans doute pour la même raison que la catégorie 6 « quelqu'un d'autre devrait agir en premier » est très peu présente et ne comptabilise que 17 citations sur 835, soit 2,04% des citations. En effet, dire que l'autre devrait agir en premier sous-entend à nouveau une reconnaissance de la nécessité d'agir. Ainsi, même si la tendance est au délai et non au déni, c'est un délai qui n'affirme pas que le réchauffement climatique existe mais plus que d'autres solutions non transformatives sont possibles. L'Inde faisant partie des premiers émetteurs (le classement change quand on prend en compte les émissions par habitant), elle a peut-être aussi du mal à rediriger la responsabilité sur autrui, en disant « notre empreinte carbone est triviale comparée à d'autres donc cela ne fait pas de sens d'agir tant que d'autres n'agissent pas » (A61) d'autant plus quand les pays occidentaux utilisent l'argument A38 « L'action en faveur du climat est inutile en raison des émissions de la Chine, de l'Inde et d'autres pays » qui ne comptabilise évidemment aucune citation dans notre échantillon.

Après s'être intéressé aux résultats généraux des arguments selon leur catégorie, il est intéressant de se pencher sur la manière dont les thèmes abordés utilisent les arguments et si on retrouve la dynamique générale dans chaque thème ou s'il y a des spécificités.

5.2.3 Résultats par thèmes

Sur les 835 citations récoltées, 590 concernent le climat soit environ 70,5% des citations, 79 pour la forêt, 64 citations concernent les OGM/biotechnologies, 50 pour la pêche, 26 la gestion de l'eau, 14 pour le DDT, et enfin 12 concernent le plastique. La prédominance du thème du climat n'est pas surprenante étant donné que la sélection des publications se focalisait avant tout sur le discours climatique général. Le thème de la forêt arrivant en deuxième confirme qu'il s'agit pour l'Inde d'une de ses principales préoccupations environnementales.

a. Thème du climat

Le thème du climat étant le thème dominant (70,5% des citations), ses résultats reflètent la tendance générale du délai qui l'emporte sur le déni. Aussi, la moitié des arguments peu utilisés (moins de 10 fois) concerne le déni et l'autre moitié concerne le délai. Les

arguments non utilisés du déni font tous partie de la première catégorie. A l'inverse, parmi les arguments beaucoup utilisés (entre 10 et 30 fois), 3 seulement font partie du déni et les autres appartiennent majoritairement aux catégories 4, 5, 6 et 8. Finalement, il y a 15 arguments non utilisés. Ceux-ci relèvent surtout de la catégorie 1, 4 (concernant la sécurité nationale ou les émissions de la Chine par exemple), 6 et 9. Le thème du climat étant le plus représenté et confirmant la tendance générale, cela signifie que les autres thèmes n'ont pas un poids significatif et ne s'écartent pas non plus de la tendance générale.

b. Thème des OGM/biotechnologies

Ce thème arrive en troisième position après celui du climat et de la forêt, indiquant que la question des OGM est assez vive en Inde. On peut le voir via l'engagement sans faille de Vandana Shiva, célèbre éco-féministe et activiste indienne, et les attaques ad hominem qu'elle a reçues.⁸⁰ Cela se vérifie aussi dans les politiques indiennes, comme en témoigne la décision récente du Comité de coordination des biotechnologies de l'État d'accorder un certificat de non-objection (NOC) pour la réalisation d'essais en plein champ des variétés de coton et de maïs transgéniques MLS 4301 et MLS 2531 entre 2024 et 2026. Selon Chakravartyy (2018, pg 1), « les OGM sont arrivés en Inde en catimini » à partir des années 1980, mais les politiques autorisant les OGM se sont rapidement développées et celles-ci semblent être soutenues par les think tanks. Par exemple, en 2002, trois nouveaux hybrides de coton Bt sont approuvés à la commercialisation. L'année suivante, le CCS publie une vidéo vantant les bienfaits des OGM « GM crops, India's headway to modern farming ». Encore aujourd'hui, les think tanks vantent ses mérites, comme en témoigne la publication d'articles vantant les mérites des OGM par le CCS en 2020 et 2022 (voir document B103,104,106). Or, fin mars 2022, le ministre indien de l'Environnement a annoncé que les plantes génétiquement modifiées dans lesquelles aucun gène étranger n'a été inséré, communément appelées nouveaux OGM ou OGM non transgéniques, échapperont désormais aux principales obligations prévues par la législation OGM⁸¹. Peut-être a-t-il été convaincu par le CCS.... Les deux arguments les plus utilisés par les think tanks

⁸⁰ *"Kerala based ecologist S Faizi accuses Vandana Shiva of plagiarism". 16 March 2016*

⁸¹ Eric MEUNIER. (s. d.). *Inde : traitement de faveur pour les OGM non transgéniques – Inf'OGM.*

<https://infogm.org/inde-traitement-de-faveur-pour-les-ogm-non-transgeniques/#:~:text=Fin%20mars%202022%2C%20le%20ministre%20indien%20de,principales%20obligations%20pr%C3%A9vues%20par%20la%20l%C3%A9gislation%20OGM>

indiens pour les défendre sont que « les OGM permettent de mettre fin à la sécurité alimentaire et augmentent la productivité » (B1, catégorie 4) et B6 « la politique contre les OGM est conspirationniste » (catégorie 5). Cela confirme le constat pour le climat que les arguments en faveur du marché sont souvent associés à des critiques non rationnelles des politiques. Par exemple, le document B91 utilise ces deux arguments :

Argument	Numéro document	Source	Citation
B1	B91	CCS, 2012	<i>OGM can improve the nutritional quality of staple foods like corn and rice by adding healthful vitamins and minerals, it can be used to advance food security while promoting sustainable agriculture.</i>
B6	B91	CCS, 2012	<i>There is a growing campaign led by ideological environmentalists against plant biotechnology. The primary causes of hunger during this century have been political unrest and corrupt governments, poor transportation and infrastructure and of course, poverty</i>

Tableau 33 – résultat 6 : citation catégorie 5bis

Dans ces citations (tableau 24), le CCS promeut à la fois une sécurité nationale grâce aux OGM et critique la corruption du gouvernement qui serait responsable de la famine. Il est intéressant de relever que le document date de 2012, or, c'est justement l'année où des inquiétudes concernant le cadre réglementaire des cultures génétiquement modifiées, y compris l'utilisation de gènes marqueurs résistants aux antibiotiques, ont été soulevées dans un rapport présenté au Parlement indien en 2012.⁸²

Par ailleurs, la majorité des citations provient des catégories 5, 8, 7 et 4, représentant environ 80% des arguments, ce qui rejoint la tendance générale au discours du délai. Mais contrairement au climat, c'est le manque de fiabilité (catégorie 5) qui arrive en premier, suggérant que les OGM sont davantage sujets aux accusations de corruption ou de conspiration. En effet, l'argument le plus utilisé est celui que « la politique est conspirationniste ». Par ailleurs, les citations de la catégorie 8 utilisent surtout

⁸² <https://viacampesina.org/fr/inde-les-agriculteur%C2%B7rices-du-karnataka-protestent-contre-les-ogm-mais-et-coton/>

l'argument de l'appel au bien être plus que de l'appel à la justice sociale (13 citations contre 1), soulignant surtout les bienfaits économiques des OGM. Pour la catégorie 5, Les catégories 9 et 2 sont absentes, sans doute car les arguments sont moins applicables à ce thème.

c. Thème de la pêche

Pour la pêche, aucun argument relatif au déni n'a été relevé. Cela aurait pu être « les ressources halieutiques sont abondantes » ou « il n'y a pas de surpêche » mais ces idées ne sont pas présentes. Il semble que le discours sur la pêche soit un discours qui vise à retarder les actions régulant la pêche car les arguments les plus utilisés sont « les politiques contre la pêche nuisent à l'environnement » (D2) et « les marchés sont plus efficaces pour la gestion de la pêche » (D7), ces arguments appartiennent à la catégorie 4 qui domine largement pour ce thème avec 54% des citations suivie des catégories 5,7,8 qui toutes ensemble représentent 46% des citations. Cette absence de déni et la domination du discours en faveur du marché confirme la tendance générale observée pour le climat. Cela correspond aux politiques de pêches mises en place en Inde. En effet, dans les années 2000 et en particulier pendant le dixième plan quinquennal (2002-2007), les principaux objectifs des programmes de développement de la pêche et de la pisciculture ont été l'amélioration de la production et de la productivité, l'augmentation des exportations de produits marins, la création d'emplois et le bien-être des communautés de pêcheurs ainsi que l'amélioration de leur situation socioéconomique.⁸³ Autrement dit, l'Inde avait des objectifs de croissance. La production totale de poisson du pays a explosé, passant de 0,752 million de tonnes en 1950-1951 à 6 186 millions en 2002-2003 et à 18,402 millions de tonnes en 2023-2024, soit une augmentation de 88,23 millions de tonnes en 10 ans (2014-24) contre 31,80 millions de tonnes (2004-14), faisant de l'Inde le deuxième producteur mondial de poisson.⁸⁴⁸⁵ Ces dates coïncident

⁸³ Yadava, Y. S. (2003). Les réformes fiscales dans le secteur des pêches en Inde. Une étude de cas. Dans *Atelier « Réformes Fiscales - Promouvoir la Croissance, L'éradication de la Pauvreté et la Gestion Durable » Tenu Par la FAO*. <https://www.fao.org/4/y5718f/y5718f09.htm#fn42>

⁸⁴ *India stands third in world in terms of fish production, contributing 8 percent to the global fish production and ranks second in aquaculture production.* (s. d.). https://www-pib-gov-in.translate.google/PressReleaseIframePage.aspx?PRID=1910415&_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sge#:~:text=India%20is%20the%20third%20largest,12.12%20Million%20Tonnes%20from%20Aquaculture

⁸⁵ *Casting nets, catching success.* (s. d.). <https://www.pib.gov.in/PressReleaseIframePage.aspx?PRID=2103444>

avec les publications du CCS relatives à la pêche, qui datent surtout de 2003 et critiquent les tentatives de régulation comme la loi sur les pêches du Gujarat (Gujarat Fisheries Act). Dans leurs discours, le CCS ne nie pas le problème de durabilité de la surpêche mais considère que les régulations gouvernementales ne sont pas la solution. On constate que le discours n'a pas changé entre celui de 2003 et 2024 (voir tableau 25). En effet, dans les citations de 2003, le CCS critique l'interdiction de pêche en disant qu'elle impacte les moyens de subsistance des petits pêcheurs et même que cela mènera à la disparition du stock de poisson. En 2024, la critique est la même, accusant les lois régulant la pêche de renforcer les problèmes environnementaux et la baisse des revenus des pêcheurs. A cela s'ajoutent une accusation de corruption et une promotion des solutions technologiques.

Arg	N°	Source	Citation
D3	B120	CCS, 2003	<i>While the fishing ban may seem a simple solution to the problem, it is riddled with challenges, especially for small scale fishers who have no other means of livelihood</i>
D2	B120	CCS, 2003	<i>This leads to an early depletion of fish stocks and competitive disadvantage for Gujarat fishers</i>
D2	B125	CCS, 2024	<i>Le niveau des mers qui monte a diminué la population de poissons, impacté les revenus des pêcheurs. L'accès restreint au marché renforce ces problèmes.</i>
D2	B125	CCS, 2024	<i>Le West Bengan Fisheries Act de 1984 renforce le problème plutôt que de fournir des solutions. Cet acte garantie une autorité excessive des autorités, créant un terrain fertile pour la corruption et la création d'obstacles aux solutions de développement durable.</i>
D7	B125	CSS, 2024	<i>Ces enjeux demandent des solutions compréhensives : gestion durable des ressources, avancements technologiques, accès amélioré au marché, sont cruciaux pour améliorer les vies des communautés.</i>

Tableau 34 – résultat 7 : citation pêche

d. Thème de la forêt

Ce thème est particulièrement important, il arrive en première position des sous-thèmes. Comme on l'a vu dans la littérature, les forêts ont été mises au devant de la stratégie du pays dans la lutte contre le changement climatique (Rao, 2018).

Comme pour les autres thèmes, la tendance est au discours du délai, car il y a une majorité d'arguments appartenant à la catégorie 4 (39,2%), puis 7 (25,3%) et 5 (13,9%) et 8 (7,9%). Beaucoup d'arguments sont relatifs au fait que les politiques de gestion des forêts sont nuisibles ou inefficaces, comme les arguments « les politiques de gestion des forêts nuisent au développement » (E7) ou « Les instruments de marché sont plus efficaces pour la gestion des forêts » (E10), ce qui correspond bien au « néolibéralisme vert » observé dans le discours indien des politiques de gestion des forêts des dernières années, qui voient la forêt comme une commodité marchandisable (Rao, 2018, Prudham, 2019, Harms et Benabou, 2021). Mais si le discours des forêts suit la tendance générale du délai, il a quand même des spécificités. En effet, les arguments les plus utilisés (11 et 13 citations) sont les arguments E4 « La propriété communautaire est une meilleure solution » de la catégorie 7 et E6 de la catégorie 4 « Les politiques régulant les activités forestières limitent la liberté » qui est un sous-sous argument de « pas de bâton, juste des carottes ». Or, ces deux arguments sont spécifiques au thème de la forêt et n'appartiennent pas aux classifications de la littérature. On constate également la présence de l'argument colonial qui a été rajouté à la classification de la littérature « La politique de gestion des forêts est impérialiste/colonialiste » (E9), qui est le 4^{ème} argument le plus utilisé (6 citations), pour critiquer les lois des forêts mises en place par le gouvernement.

Arg	N°	Source	Citation
E9	B111	CCS, 2021	<i>This law had nothing to do with conservation. It was created only to exploit India's resources, like many other acts of the colonial era.</i>
E4	B111	CCS, 2021	<i>The most efficient and moral resolution is to take our forests from the foresters (state agents) and put them in the hands of forest dwellers.</i>

Tableau 35 - résultats 8: citations forêts

Dans le document B111 (voir tableau 26), le CCS utilise à la fois l'argument colonial et celui de la propriété communautaire. Pour l'argument colonial, le CCS déclare que la loi sur les forêts n'a rien à voir avec la conservation et a été créée dans le seul but d'exploiter les ressources indiennes, comparant cela à « bien d'autres actes de l'ère coloniale » (B111). Pour l'argument de la propriété communautaire, le CCS déclare que « le moyen le plus efficace et la résolution la plus morale est de retirer les forêts des mains des agents des forêts et les donner aux mains des habitants des forêts (forest dwellers) » (B111).

e. Plastique, eau et DDT

Ces trois thèmes sont ceux qui sont le moins représentés avec 26, 14 et 12 citations, soit seulement 6,23% des citations à elles trois. Leur analyse n'aura donc pas un poids significatif dans la tendance générale. Pour les trois thèmes, on observe que les arguments les plus utilisés sont des arguments qui n'étaient pas présents dans la classification originale. En effet, l'argument le plus utilisé pour le plastique est l'argument F4 « le plastique est inévitable », pour l'eau ce sont G2 « les instruments de marché sont plus efficaces pour la gestion de l'eau » et G3 « la propriété communautaire pour l'eau est une bonne solution », argument à nouveau ajouté et enfin pour le DDT ce sont C1 « le DDT sauve de la malaria », C4 « le DDT est sans danger » et C6 « les écologistes sont misanthropes » qui sont trois arguments qui n'étaient pas dans la classification d'origine. Cela indique donc que la classification n'est pas très bien adaptée à ces thèmes. Pour l'argument de la misanthropie, on peut l'illustrer par la citation présente dans le tableau ci-dessous (tableau 27) où le Liberty Institute déclare que « les écologistes sont prêts à bannir le DDT car ils sont prêts à sacrifier les vies humaines pour celles des oiseaux », les accusant de misanthropie (B45). De plus, ce sont des arguments qui sont souvent relatifs au déni, notamment pour le DDT, lorsque les organismes disent qu'il est sans danger ou qu'il sauve de la malaria ou pour l'eau où il y a un déni de la raréfaction de la ressource. En effet, dans les citations ci-dessous (tableau 27), le think tank Forum for Free Enterprise (FFE) déclare que la bonne nouvelle est que l'Inde ne manque pas d'eau. Toutefois, même s'il y a quelques arguments relatifs au déni, ces thématiques suivent la tendance générale du délai (catégorie 4) qui est la plus représentée pour la thématique de l'eau (76,9% des citations) et du DDT (62,5%) et la deuxième la plus représentée pour le plastique. Aussi, les trois thèmes utilisent beaucoup la catégorie 5, surtout le plastique mais aussi

pour le DDT où elle vient en deuxième (37,5%). Enfin, si pour le plastique et l'eau, les autres catégories sont peu représentées, il y a une absence totale des autres catégories pour le DDT.

Quand on se penche sur l'histoire du DDT en Inde, on comprend davantage pourquoi il y a pu avoir un discours de déni. En 1972, l'Inde a interdit l'utilisation agricole du DDT, mais son utilisation illégale a persisté dans certaines régions jusqu'aux années 1990. La situation a conduit l'Inde à devenir le plus grand utilisateur de DDT au monde en 2007.

⁸⁶ Aujourd'hui, le DDT est encore utilisé en Inde, qui est un des seuls pays au monde à encore le produire. Le pays s'était fixé comme objectif de mettre un terme à l'utilisation de ce dernier d'ici à 2017, mais, à l'heure actuelle, les alternatives sont quasi inexistantes. Officiellement uniquement en cas de « situation sanitaire d'urgence » et pour un usage exclusivement domestique. Officieusement, il reste reconnu comme « le moyen le plus efficace de lutter contre le paludisme ». ⁸⁷ *"Le DDT pourrait être dangereux pour la santé, mais nous n'avons pas de preuves de sa nocivité, affirme Rajesh Sharma, l'un des directeurs du Programme national de contrôle des maladies à transmission vectorielle.* ⁸⁸

Arg	N°	Source	Citation
G8	B185	FFE, 2012	<i>Good news is that we are not going to run out of water, as we might run out of oil</i>
C6	B45	Liberty Institute, 2000	<i>The new cultural imperialism: the greens and economic development, the environmentalists are willing to ban DDT because they are willing to sacrifice human lives for those of birds. This underlying misanthropy of the environmentalists...</i>
F4	B54	CCS	<i>There is no material on earth that can boast of as diverse and as exceptional benefits as plastics can. Having established the inevitability of plastics in India and also having accepted the few environmental harms and health hazards caused by them,</i>

Tableau 36 - résultats 9: citations plastique, eau, DDT

⁸⁶ Bouissou, J., & Bouissou, J. (2010, 30 novembre). En Inde, « il reste le moyen le plus efficace pour lutter contre le paludisme » . *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/planete/article/2010/11/30/en-inde-il-reste-le-moyen-le-plus-efficace-pour-lutter-contre-le-paludisme_1446828_3244.html

⁸⁷ Le monde, en inde il reste le moyen le plus efficace de lutter contre le paludisme

⁸⁸ https://www.lemonde.fr/planete/article/2010/11/30/en-inde-il-reste-le-moyen-le-plus-efficace-pour-lutter-contre-le-paludisme_1446828_3244.html

Par rapport à l'eau, la politique mise en œuvre rejoint l'argument que la gestion communautaire est une meilleure solution. Par exemple, la Politique nationale de l'eau (PNE) indienne, initiée en 2012, repose sur dix principes fondamentaux qui stipulent notamment que l'eau doit être gérée comme un bien commun et que l'État doit assurer la sécurité alimentaire du pays.⁸⁹ (Jaffrelot, 2024). Il y a eu quelques efforts récents comme la Mission Jal Jeevan (JJM) – Har Ghar Jal qui visait à fournir une eau potable de qualité, en quantité adéquate et de manière régulière et durable à chaque foyer rural d'ici à la fin de 2024 (Jaffrelot, 2024).

Pour le plastique, l'Inde applique le même raisonnement que pour le climat et la biodiversité. Dans les négociations internationales, l'Inde met en avant la nécessité d'assurer en priorité son développement et le Ministre de l'environnement Yadav a étendu le concept de « responsabilité commune mais différenciée » à la lutte contre la pollution plastique (Jaffrelot, 2024). La citation du CCS montre en effet que le plastique est valorisé pour le développement car le think tank déclare que « Aucun matériau au monde ne peut se targuer d'offrir des avantages aussi divers et exceptionnels que le plastique. » (B54).

Ainsi, nous venons de voir que les think tanks indiens affiliés à Atlas reprennent largement les arguments de déni et délai climatique identifiés dans la littérature. La tendance est au délai et en particulier à la promotion des instruments de marché et au rejet des régulations. Toutefois, il faut relever les spécificités du discours indien : une prévalence du discours relatif aux forêts, des nouveaux arguments comme celui de l'impérialisme ou de la misanthropie, une très grande valorisation de la propriété communautaire. Reste à savoir si les tactiques sont les mêmes entre les think tanks indiens affiliés à Atlas et les marchands de doute américains.

⁸⁹ La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) utilise ici le bassin fluvial comme unité de base (ministère du "Pouvoir de l'eau" – Ministry of Jal Shakti –, "National Water Policy (2012)", Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2012, <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ind163536.pdf>).

5.3 Résultats des tactiques

5.3.1 Résultats généraux

Catégorie	Tactique	Nbre citation	Pourcentage
A	Disséminer le doute	132	18,7%
B	Décrédibiliser	160	22,7%
C	Rediriger la responsabilité	77	10,9%
D	Pousser des vers des solutions non transformatives	203	28,8%
E	Souligner les inconvénients	134	18,9%
F	Abandonner	0	0

Tableau 37 – résultats tactiques

Toutes les catégories de tactiques identifiées dans la littérature sauf une ont été utilisées. Les citations se référant à des tactiques sont un peu moins nombreuses que pour les arguments, 706 contre 835. Cela signifie que les arguments n'étaient pas tout le temps associables à des tactiques, indiquant peut-être la nécessité d'en définir d'autres.

La catégorie de tactique la plus utilisée est une catégorie relevant du délai, celle de « pousser vers des solutions non transformatives » (D) comptabilisant 28,8% des citations, suivie par celles de « souligner les inconvénients » (E), presque à égalité avec celle de « décrédibiliser » (B). La stratégie de « rediriger la responsabilité » (C) ferme la marche avec 10,9% des citations et la catégorie « abandonner » (F) est complètement absente. La catégorie D faisant référence à la catégorie d'arguments 7 « Un changement perturbateur n'est pas nécessaire » qui contient par exemple l'argument « pas de bâton, plus de carottes » (A67) qui était le deuxième plus utilisé, il n'est pas étonnant qu'elle soit majoritairement utilisée. Il en est de même pour la catégorie E « souligner les inconvénients » qui fait cette fois référence à la catégorie d'argument 8 « le changement sera (trop) radical » avec des arguments comme l'appel au bien être ou l'appel à la justice sociale. Un résultat plus surprenant est celui de la troisième position de la catégorie B « décrédibiliser » car les arguments de déni étaient minoritaires. Cela signifie sans doute que les arguments de délai utilisent aussi cette tactique. Pour la catégorie C, « rediriger la responsabilité », on avait déjà vu que les arguments qui y faisaient référence n'étaient pas très utilisés (individualisme, whataboutism, passager clandestin). Enfin, la dernière place de la catégorie F « abandonner » confirme que les

arguments identifiés dans la littérature (comme celui du destin tragique) ne sont pas du tout utilisés. En revanche, le fait qu'elle ne soit pas totalement inutilisée montre qu'il y a tout de même des arguments qui l'utilisent.

Si on prend les stratégies individuellement sans tenir compte de leur catégorie, c'est la tactique T15 « décrédibiliser les politiques en critiquant leur management » qui a été la plus utilisée avec 57 citations. Et étonnamment, c'est la stratégie « promouvoir la propriété privée ou communautaire » qui suit, alors qu'elle appartient à la catégorie « rediriger la responsabilité » qui n'est qu'en 4^{ème} place. Cette tactique n'ayant pas été identifiée dans la littérature, cela montre que les think tanks indiens, en plus d'avoir des arguments spécifiques, ont aussi des tactiques spécifiques.

5.3.2 Résultats par tactiques

a. Disséminer le doute

DISSEMINER LE DOUTE		132
T1	Utilisation de (faux) experts pour remettre en cause des preuves scientifiques	37
T2	Faire référence à des experts, à la science, au rationalisme	19
T3	Tendance à utiliser des supports non scientifiques plutôt que des revues scientifiques évaluées par des pairs	2
T4	Dénigrement de l'évaluation par les pairs, des revues savantes et des institutions scientifiques par des scientifiques à contre-courant.	5
T5	faire planer l'incertitude (poser des questions)	31
T23	utiliser les codes de la recherche académique (se présente comme un article de recherche avec abstract, biblio...)	22
T25	utiliser des exemples, cas pour corroborer ses propos	16
T17	Stimuler le développement de prétendus scientifiques qui remettent en question la science climatique traditionnelle et/ou le GIEC	0

Tableau 38 – résultats disséminer le doute

Dans la catégorie « disséminer le doute » (A), toutes les tactiques ont été utilisées sauf la tactique T17 « stimuler le développement de prétendus scientifiques qui remettent en question la science climatique traditionnelle et/ou le GIEC ». On peut donc dire que les think tanks indiens utilisent aussi cette tactique. En particulier, c'est l'utilisation de faux experts pour remettre en cause des preuves scientifiques (T1) qui est la plus utilisée, comptabilisant 28% des citations dans cette catégorie de tactiques. La faible présence de la tactique T3 « tendance à utiliser des supports non scientifiques plutôt que des revues scientifiques évaluées par des pairs » et l'absence de la tactique T17 est peut-être due au fait qu'il est difficile de déterminer si ces tactiques sont utilisées avec des documents écrits. Il aurait fallu se pencher sur chaque nom et revue cité. Ensuite, la tactique de

faire planer l’incertitude est aussi très utilisée, étant en 2^{ème} position. Dans les citations ci-dessous (tableau 30), le Liberty Institute cite les propos du Dr. David Whitehouse. Il peut être catégorisé de « faux » expert car c’est un astrophysicien dont DeSmog a largement démontré le climatoscepticisme. Sur la fiche qui lui est dédiée⁹⁰, on peut lire que le Dr. Whitehouse sert le Academic Advisory Council pour le premier groupe de déni climatique britannique, le Global Warming Policy Foundation (GWPF)⁹¹. Dans cette citation du Liberty Institute, il accuse les écologistes d’être trop obsédés par la critique des sceptiques plutôt que de reporter la science, et en particulier l’idée que « les scientifiques disent que la composante humaine du réchauffement climatique est peut-être exagérée ». De même, la seconde citation du Liberty Institute illustre bien la tactique de faire planer l’incertitude car il est écrit que des scientifiques expriment des doutes et de l’incertitude à propos des affirmations relatives au réchauffement climatique.

Tactique	N°	Source	Citation
T1	B22	Liberty Institute, 2011	<i>Dr. David Whitehouse points out, the headline: "Scientists say human component of global warming may be overstated", was missed by all as environmental reporters are too obsessed with bashing sceptics, and reading press releases, than in reporting science</i>
T2	B19	Liberty Institute, 2011	<i>leading scientists in the inner circle expressed significant doubts and uncertainty about the hockey stick and several other global warming claims about which we are repeatedly told there exists an ironclad consensus among scientists.</i>

Tableau 39 – résultat 2 : citations tactique disséminer le doute

⁹⁰ <https://www.desmog.com/david-whitehouse/>

⁹¹ “[Academic Advisory Council](http://archive.is/KhgKU),” The Global Warming Policy Foundation. Archived October 5, 2016. Archive URL: <http://archive.is/KhgKU>

b. Décrédibiliser

DECREDIBILISER		160
T6	décrédibiliser la science en contestant la validité des résultats	19
T7	décrédibiliser les journaux scientifiques/institutions scientifiques en contestant les faits	16
T8	décrédibiliser les journaux scientifiques/institutions scientifiques en contestant la sincérité	3
T9	décrédibiliser les activistes, ONG, les Verts en contestant la sincérité	14
T10	décrédibiliser les activistes, ONG, les Verts en contestant la validité des résultats	5
T11	décrédibiliser les activistes, ONG, les Verts en leur reprochant d'être dans l'émotionnel	5
T12	décrédibiliser les médias en leur prêtant un langage catastrophiste	6
T13	décrédibiliser les politiques/politiciens en contestant leur sincérité (corruption)	32
T14	décrédibiliser les politiques/politiciens en contestant la validité des faits	1
T15	décrédibiliser les politiques/politiciens en critiquant leur management	57
T16	décrédibiliser les politiques/politiciens en leur reprochant d'être dans l'émotionnel	2

Tableau 40 – résultats décrédibiliser

La catégorie « décrédibiliser » est la plus détaillée car elle compte le plus de sous-tactiques avec 12 sous-tactiques, 4 cibles (la science/les scientifiques/journaux scientifiques, politiques/politiques, ONG/verts/écologistes, médias) et 4 sous-sous-tactiques (remise en cause de la sincérité, de la validité des faits, émotionnel, critique du management). Toutes ces catégories ont été identifiées au cours de la lecture des publications, ce qui indique que les think tanks de l'étude utilisent des tactiques spécifiques pour décrédibiliser et ciblent des personnes ou entités spécifiques. La sous-tactique la plus utilisée au sein de cette catégorie est celle de « décrédibiliser les politiques en critiquant leur management » (T15) qui est d'ailleurs la tactique la plus utilisée parmi toutes les tactiques confondues. Cela rejoint la tendance générale à la critique des régulations étatiques constatée dans l'analyse des arguments. La seconde sous-tactique la plus utilisée est de « décrédibiliser les politiques en contestant leur sincérité » (T13), autrement dit, en les accusant de corruption. C'est une tendance qu'on observait aussi chez Coan et al (2021). Dans le tableau ci-dessous (tableau 32), on peut voir la différence entre la tactique qui vise à critiquer le management et celle qui vise à contester la sincérité. Dans la première citation du CCS dénonce l'ironie de demander secours au gouvernement alors qu'on peut l'accuser de ne pas savoir gérer les ressources naturelles. Dans la deuxième citation, il s'agit de dénoncer la soi-disant collaboration des scientifiques de l'IPCC et des agences gouvernementales, faisant référence une nouvelle fois au « climategate ». D'une manière générale, les

politiciens/la politique sont la cible principale de ces tactiques qui visent à décrédibiliser, 56,25% des citations de la catégorie « décrédibiliser » ciblent les politiciens. La cible suivante est la science, les scientifiques, les journaux scientifiques avec 23,75% des citations, suivie par les ONG, les Verts, les activistes (15%) et enfin les médias (5%). Enfin, la sous-sous tactique la plus utilisée pour décrédibiliser est de contester le management (35,63%), tactique qui ne s'applique qu'aux politiciens puis de contester la sincérité (30,63%) qui s'applique à toutes les cibles sauf les médias, suivie de la contestation de la validité des résultats (25,63%) qui s'applique surtout à la science. Par exemple, le CCS en 2003 (voir tableau 32) accuse la science de brouiller la légalisation des OGM en affirmant des choses non scientifiques. Enfin, l'avant dernière tactique est d'utiliser l'argument de l'émotionnel qui s'applique aux politiciens et aux ONG, verts, activistes. Cela confirme la montée des attaques « ad hominem » que McRight et Dunlap observaient dans la machine du déni (McRight, Dunlap, 2011). Un exemple est celui de la citation du Swatantrata Centre (voir tableau 32) qui déclare que les institutions anti-nucléaires comme GreenPeace le sont pour des raisons émotionnelles et qu'il faudrait plutôt regarder les faits.

Ainsi, la tactique de « décrédibiliser » revêt de nombreuses spécificités quand elle est utilisée par les think tanks indiens, car ils ont des cibles préférentielles et des sous-tactiques en fonction de ces cibles. Par exemple, l'accusation de corruption est surtout portée contre les politiciens, la validité des résultats plutôt contre la science et l'émotionnel contre les verts/activistes et politiciens.

Tactique	N°	Source	Citation
T15	B78	CCS, 2012	<i>The irony of such statements is inescapable—on one hand while we blame the government for mismanaging the environment, on the other it is to the same state that we look for succour. Hardin state ownership and management, commonly referred to as the command and control approach, has singularly failed in managing the use or in the preservation of natural resources.</i>
T13	B19	Liberty Institute, 2011	<i>these emails make clear the close the collaboration between the leading IPCC scientists and environmental advocacy groups, government agencies, and partisan journalists</i>
T11	B17 6	Swatantrata Centre, 2020	<i>The left and organizations like Greenpeace are very anti nuclear for emotional reasons and it's important to look at some facts.</i>
T7	B12 2	CCS, 2003	<i>Despite various research organisations proving that Genetically Modified (GM) crops are safe for the environment and humans, misinformation and unscientific claims continue to cloud the conversation around its legalisation.</i>

Tableau 41 - résultats 2: citations tactique décrédibiliser

c. Souligner les inconvénients

SOULIGNER LES INCONVENIENTS		134
T18	prendre le parti des pauvres/minorités/travailleurs	18
T19	prendre le parti de la communauté	34

Tableau 42 – résultats « souligner les inconvénients »

Dans cette catégorie de tactiques, il y a toutes les citations qui correspondent aux citations renvoyant à la catégorie 8 « le changement sera trop radical » et qui comprend les arguments de la politique perfectionniste (8.1), l'appel au bien être (8.2) et l'appel à la justice sociale (8.3). Toutes ces citations représentent 61,2% des citations de cette catégorie de tactiques, ce qui laisse donc 38,8% des citations pour les tactiques « prendre le parti des pauvres/minorités/travailleurs » (T18) et « prendre le parti de la communauté » (T19). Cette part n'est pas négligeable, indiquant que cette catégorie de tactique méritait bien d'être précisée par des sous-tactiques. Par ailleurs, la sous-tactique de « prendre le parti de la communauté » semble rejoindre l'argument « la propriété communautaire est une meilleure solution » qui était très utilisé pour les forêts (E4) ou

l'eau (G3). Ces tactiques sont proches mais « prendre le parti de la communauté » est une tactique deux fois plus utilisée que « prendre le parti des pauvres/minorités/travailleurs », indiquant que le terme « communauté » est particulièrement important en Inde. Dans l'exemple ci-dessous (voir tableau 34), le CCS prend le parti des pauvres en disant qu'ils devraient pouvoir choisir le style de vie qu'ils désirent. Le Swatantrata Centre prend plutôt le parti de la communauté en déclarant que les communautés locales tendent à être meilleures pour la conservation des ressources que les gouvernements.

Tactique	N°	Source	Citation
T18	B78	CCS, 2012	Sustainable consumption results from wealth and trade, and poor people should be able to choose whatever lifestyle they desire, rather than having those choices imposed on them.
T19	B17 6	Swatantrata Centre, 2020	Local communities rather than governments tend to be better at conservation of landscapes and resources.

Tableau 43 - résultats 2: citations tactique souligner les inconvénients

d. Rediriger la responsabilité

REDIRIGER LA RESPONSABILITE		77
T24	Utiliser la tragédie des biens communs	15
T20	Défendre la propriété privée ou communautaire	45

Tableau 44 – résultats « rediriger la responsabilité »

Cette catégorie ne représente que 10,9% des citations mais la sous-tactique « défendre la propriété privée ou communautaire » (T20) est la 2^{ème} tactique la plus utilisée parmi toutes. C'est une tactique qui a été identifiée au fur et à mesure de la lecture des publications et qui n'était pas directement présente dans la littérature, indiquant là encore une spécificité dans le discours indien. En particulier, cette tactique semble surtout utilisée dans le discours des forêts pour défendre la gestion des forêts par les communautés locales. Dans la citation ci-dessous, le CCS déclare en effet que la propriété devrait être mise entre les mains des communautés locales indigènes.

Ensuite, la tactique « utilisation de la tragédie des biens communs » (T24) qui représente 19,48% des citations de la catégorie a aussi été identifiée au cours des lectures. Ainsi, l'analyse des tactiques permet de préciser l'analyse des arguments qui

pour cette catégorie était peu significative avec peu d'arguments utilisés. La tragédie des communs est utilisée pour défendre la propriété communautaire, comme l'illustre la citation ci-dessous (tableau 36).

Tactique	N°	Source	Citation
T24	B67	CCS, 2004	<i>stewardship of natural resources should be vested in the hands of local indigenous communities.</i>
T20	B57	CCS, 2002	<i>The critical component of the law that saves us from tragedies of the commons is the right to property. Property rights work like a special kind of magic in the market economy. When any resource is governed by property rights, it is well looked after and available in plenty. When property rights do not exist, the resource is scarce, polluted or destroyed.</i>

Tableau 45 - résultats 2: citations tactique rediriger la responsabilité

e. Pousser vers des solutions non transformatives

POUSSER VERS DES SOLUTIONS NON TRANSFORMATIVES		203
T22	dévier le problème	5
T21	défendre la liberté	18

Tableau 46 – résultats « pousser vers des solutions non transformatives »

Cette catégorie de tactique est de loin la plus utilisée, comptabilisant presque 30% des citations de toute tactique confondue. Cette catégorie faisant surtout référence aux arguments relatifs au délai, cela confirme la tendance déjà observée d'un discours de délai plutôt que de déni. Cela n'est pas surprenant non plus vis-à-vis des résultats des arguments car l'argument A67 identifié comme étant associé à cette tactique dans la littérature est le deuxième le plus utilisé. De plus, les sous-tactiques « dévier le problème » et « défendre la liberté », qui elles n'étaient pas directement présentes dans la littérature, ne représentent que 11,33% des citations de cette catégorie. Cela signifie que les citations correspondant à la catégorie de tactiques D viennent surtout des arguments identifiés en première partie. Comme exemple de la tactique « dévier le problème », on peut prendre la citation du Liberty Institute vis-à-vis de la malaria. Le think tank dévie la responsabilité du climat dans la diffusion de la malaria en disant que d'autres activités pourraient réduire l'incidence de la maladie de manière plus efficace.

Par rapport à la tactique de défendre la liberté, on peut citer le think tank Prosperiti qui déclare qu'encourager la liberté à construire peut aider à générer des emplois pour les Indiens. Toutefois la faible présence de cette tactique indique que le terme « liberté » n'est pas très utilisé. Les think tanks préfèrent sans doute parler de propriété communautaire.

Tactique	N°	Source	Citation
T21	B16 6	Prosperiti, 2024	Encouraging the freedom to build can help unlock productive land, boost businesses, and generate jobs for ordinary Indians
T22	B48	Liberty Institute, 2002	By concentrating on the role played by climate in the spread of malaria, attention and resources are diverted away from activities that could reduce the incidence of the disease far more effectively

Tableau 47 - résultats 2: citations tactique pousser vers des solutions non transformatives.

f. Abandonner

ABANDONNER	0
------------	---

Tableau 48 – résultats « abandonner »

La catégorie de tactiques « abandonner » (F) est complètement absente, aucune citation n'a été relevée. Grâce à l'analyse des arguments, on savait déjà que les arguments associés à cette catégorie dans la littérature, à savoir « le changement est impossible » A71 et « destin tragique » A72 étaient complètement absents. Et aucune citation n'a permis d'identifier de sous-tactique qui n'aurait pas été présente dans la littérature.

Ainsi, l'analyse des tactiques utilisées nous a montré que les think tanks indiens affiliés à Atlas utilisaient bel et bien les tactiques de déni et délai climatique identifiées dans la littérature, en particulier celles de disséminer le doute et de pousser vers des solutions non transformatives. Toutefois, nous avons vu qu'ils utilisaient aussi d'autres tactiques qui n'avaient pas été identifiées dans la littérature, notamment celle de prendre le parti de la communauté ou défendre la propriété communautaire et utiliser la tragédie des communs. Reste à savoir si ces tactiques sont liées à des arguments en particulier, si

les tactiques habituellement identifiées comme étant utilisées pour un discours de déni sont aussi utilisées pour un discours de délai et inversement.

5.4 Analyse de la tactique utilisée en fonction de l'argument

L'analyse « tactique/argument » permet d'abord de constater qu'un même argument peut être utilisé pour de nombreuses tactiques différentes. Par exemple, l'argument A35 « Les marchés/le secteur privé sont économiquement plus efficaces que les politiques gouvernementales. » est associé à neuf tactiques différentes (T2, T13, T15, T19, T20, T22, T23). Il est intéressant de noter que ces tactiques sont à la fois des tactiques identifiées pour des arguments de déni (comme T2 qui vise à faire douter) et des tactiques de délai (comme T22 qui vise à « pousser vers des solutions non transformatives »). Cela signifie que les tactiques, même si elles sont théoriquement identifiées comme étant utilisées par des arguments de déni, sont en pratique aussi utilisées par les arguments de délai.

La tactique avec laquelle l'argument A35 est le plus associé est la tactique T15 « décrédibiliser les politiques/politiciens en critiquant leur management », qui fait elle-même partie de la catégorie de tactique « décrédibiliser », habituellement associée à un discours de déni. C'est aussi la plus grande occurrence d'une tactique avec un argument. On trouve en effet 19 fois cette tactique et cet argument ensemble. Cela signifie que plutôt que dire en quoi les marchés sont plus efficaces, les think tanks préfèrent critiquer la gestion du gouvernement. Un peu comme les industries qui ont compris qu'il était plus efficace de questionner le besoin de réglementations environnementales en défiant les preuves des dommages environnementaux plutôt qu'en défiant les objectifs de la protection environnementale (McRight et Dunalp, 2012), les think tanks ont compris qu'il était plus efficace de critiquer le gouvernement plutôt que de défendre le marché. Dans la citation ci-dessous (tableau 40), le CCS ne donne pas vraiment d'arguments qui prouveraient l'efficacité du marché, il dit seulement qu'il « croit fermement » que c'est la meilleure solution pour résoudre les problèmes environnementaux. Dans le même temps, il critique la bureaucratie qui n'aurait pas permis d'améliorations en termes de « qualité environnementale », sans donner d'exemples précis. On trouve aussi cet argument 13 fois avec la tactique T20 « défendre la propriété privée ou communautaire » qui fait partie des tactiques de délai

et 10 fois avec l'argument T23 « utiliser les codes de la recherche académique », tactique de déni.

Une autre association importante qui lie un argument de délai avec une tactique de déni est celle de l'argument A67 « pas de bâton, juste des carottes », là encore avec la tactique T15 « décrédibiliser les politiques/politiciens en critiquant leur management ». Cela fait tout à fait sens étant donné que l'argument A67 consiste à rejeter les régulations étatiques au profit du marché. Un moyen efficace de rejeter ces régulations est de les critiquer. Ci-dessous, on peut voir l'exemple d'une citation qui utilise à la fois les arguments A35 et A67 à la tactique T15. Dans cette citation, le CCS promeut les politiques basées sur les instruments de marché (IBP-instruments-based-policy) tout en rejetant l'approche « command and control » qui serait moins efficace.

Arg/tactique	N°	Source	Citation
A35/A67-T15	B47	Liberty Institut e, 2002	<i>IBPs are a more cost-effective means of achieving a given incentive-based policies (IBPs) are more flexible than command and control regulation and are also more cost-effective</i>

Tableau 49 - résultats 1:citations A35-T15

Les occurrences significatives (plus de 10 fois) concernent donc surtout les arguments A35 et A67. Or, ce sont les arguments les plus utilisés. Cela signifie que les arguments les plus utilisés sont aussi ceux qui utilisent le plus de tactiques.

Pour les autres arguments, il y a quelques autres associations récurrentes, comme celle de l'argument A55 « les politiciens sont biaisés » avec la stratégie T13 « décrédibiliser les politiciens en remettant en cause leur sincérité ». Intuitivement, c'est effectivement un argument qui pourrait être associé à une telle tactique car dire que les politiciens sont biaisés revient implicitement à remettre en cause leur sincérité et donc à les décrédibiliser. Par exemple, dans la citation ci-dessous (tableau 41), le Liberty Institute attaque la politique en disant qu'elle n'est pas fondée sur la science mais sur la perception du public et que les groupes de lobby la manipulent (B16). De plus, les arguments A35 « les marchés sont plus efficaces » et « pas de bâton plus de carottes » (A67) sont aussi souvent assimilés à cette stratégie (9 et 12 fois). Cela signifie que les arguments faisant référence au marché d'une manière générale ne sont pas neutres et comportent des critiques d'ordre idéologique vis-à-vis des politiciens/de la politique.

Par exemple, le CCS déclare que l'approche top down pour réguler les déchets industriels n'a pas montré de résultats efficaces et qu'elle est mise en place par les industries avec l'aide d'agents étatiques corrompus (B116).

Arg/tactique	N°	Source	Citation
A55-T13	B16	Liberty Institut e, 2002	<i>Policy is based not on science but on politics and public perception.. A good follow-up to Lomborg's book would be a study of how lobby groups manage to manipulate policy. India, therefore, has to be doubly wary that policy is not made on the basis of interest groups, rather than science</i>
A67-T13	B116	CCS, 2003	<i>Despite detail provisions and specific responsibilities, the top down approach of regulating industrial waste has not yielded desired outcomes and private industries continue to circumvent these provisions often with help of corrupt officials.</i>

Tableau 50 - résultats 2 : citations A55-T13 et A67-T13

.On peut observer d'autres associations argument/tactique récurrentes.

Par exemple, la tactique « faire planer l'incertitude » (T5) est associée 8 fois avec l'argument de l'optimisme technologique (A63) et 7 fois avec l'argument « pas de bâton, plus de carottes » (A67). On peut supposer ici que faire planer l'incertitude est une tactique qui permet de proposer des solutions non transformatives comme les solutions technologiques car celles-ci sont présentées comme étant plus sûres par les think tanks, contrairement au contexte du réchauffement climatique qui lui est présenté comme incertain. Par exemple, dans les citations ci-dessous (tableau 42), le CPPR affirme que « dans ces temps incertains », les investissements verts pourraient augmenter, menant à de plus gros investissements dans les technologies vertes.

Arg/ tct	N°	Source	Citation
A63 -T5		CPPR, 2021	<i>in these times of uncertainty, green investments could see a rise as the current increased stimulus funding could lead to bigger investments in green technology and decarbonisation</i>

Tableau 51 - résultats 3: citations A63-T5

Une autre occurrence constatée et pourtant peu intuitive est celle qui associe la tactique « Faire référence à des experts, à la science, au rationalisme » (T2) et « appel au bien être » (A69). C’est une nouvelle association d’une tactique de déni avec un argument de délai. Ici, on peut supposer que l’utilisation d’experts permet par exemple de rassurer sur les avantages des solutions non transformatives. On peut prendre l’exemple des OGM. Dans la citation ci-dessous (tableau 43), le CCS fait référence aux « chercheurs et organisations globales, y compris le WHO » pour assurer que les OGM ne posent pas de risques aux humains. Plus tard dans le document, le CCS promeut les avantages des OGM, notamment le fait qu’ils augmenteraient les revenus des agriculteurs, argument qui peut être catégorisé dans « appel au bien être ». Dans la citation de Prosperiti, le think tank utilise l’argument de la recherche pour montrer que les réglementations sont inefficaces et empêcheraient le « rêve » de l’Inde (d’être un pays en croissance).

Arg	N	Source	Citation
T2		CCS, 2003	<i>First, GM crops are safe. Researchers and organizations globally, including the WHO conclude “gm crops do not pose any more of a risk to human health and environment as compared to non GM crops.</i>
A69		CCS, 2003	<i>GM boosts farmers incomes</i>
A69 -T2	B16 5	Prosperiti, 2024	<i>Indian building regulations may be harming this dream. Research finds that land in Indian cities is left unbuilt and unproductive due to regulations that are not context-appropriate or growth-friendly.</i>

Tableau 52 - résultats 4: citations A69-T2

Une autre occurrence significative est celle qui associe la tactique « prendre le parti de la communauté » (T19) avec les arguments « les marchés sont plus efficaces » (A35), « pas de bâton plus de carottes » (A67). On trouve en effet 11 fois la tactique T19 avec l’argument A35 et 8 fois avec l’argument A67. La tactique T19 n’avait pas été identifiée dans la littérature, ce qui signifie que les discours des think tanks indiens ont leurs tactiques particulières. Par exemple, la citation ci-dessous (tableau 44) du CCS mêle la critique de l’approche « command and control » du gouvernement avec la promotion de l’approche par les droits de propriété.

Arg	n°	Source	Citation
T19 - A67	B97	CCS, 2012	<i>the property rights approach can align the self-interest of local individuals and communities with preservation of the resource, removing the need to issue central commands and reducing the need for guns and guards</i>

Tableau 53 - résultats 5 : citations A67-T19

Les arguments A35 et A67 sont encore associés à la tactique « utiliser les codes de la recherche académique » (T23), respectivement 10 fois et 9 fois. Cette occurrence était visuellement observable (document qui se présentait comme un travail de recherche avec un abstract, une bibliographie...) mais il n'était pas possible de relever de citation. A35 est encore associé 7 fois à la tactique « utiliser la tragédie des biens communs » (T24). La citation ci-dessous (tableau 45) l'illustre parfaitement, il s'agit d'utiliser les instruments de marché pour changer les incitations et atténuer la tragédie des communs. Ainsi, les instruments de marché sont ici présentés comme solution à la tragédie des biens communs.

Arg	N°	Source	Citation
T24 A35	B60	CSS, 2002	<i>Use market-based instruments to change incentives and mitigate the tragedy of the commons</i>

Tableau 54 - résultats 6 : citations A35-T24

Finalement, cette partie qui relie tactique et argument est intéressante car on constate que certaines tactiques qui étaient identifiées dans des discours de déni apparaissent aussi dans des discours de délai. Aussi, cette analyse qui associe tactique et argument permet de confirmer certaines dynamiques.

Nous arrivons maintenant à la dernière partie de ce travail dans laquelle nous allons discuter les résultats et conclure.

6 Discussion et conclusion

Il s'agit à présent de revenir sur les hypothèses de départ et voir si nous pouvons les confirmer ou infirmer, au vue de l'analyse et par rapport aux données de la littérature. Par ailleurs, nous verrons quelles sont les implications pratiques de l'étude. Enfin, nous

verrons les limites de l'étude en termes de validité scientifique et les enjeux de recherches futures.

6.1 Retour sur les hypothèses

Par rapport à la première sous-hypothèse, grâce aux résultats de l'analyse, nous pouvons confirmer que les discours des think tanks indiens utilisent les arguments et les tactiques identifiés comme étant relatifs au délai et au déni climatique (H1.1, H1.2). En effet, la plupart des arguments et tactiques identifiés dans la littérature ont été utilisés par les think tanks indiens. Nous pouvons aussi confirmer en même temps la seconde sous-hypothèse (H2.1) selon laquelle le discours des think tanks indiens est plus axé sur le délai que sur le déni, comme leurs homologues étrangers, la plupart des arguments identifiés relevant du délai plutôt que du déni. En particulier, la tendance générale est à la promotion des instruments de marché, à la critique de la régulation étatique et à la promotion de solutions non transformatives comme les solutions technologiques. Ce résultat n'est pas surprenant car il rejoint la littérature sur le discours climatique indien, qui faisait le constat d'un tournant néolibéral dans le discours à la fois politique, économique et environnemental. C'est particulièrement le cas pour les politiques relatives aux forêts dont le discours était axé sur les instruments de marché. Par ailleurs, ces résultats rejoignent aussi ceux des études qui ont utilisé les typologies du discours du déni et délai climatique (Coan et al (2021), Tito et al (2024), Eskridge-Aldama P (2025), Nisbett et al (2024), Pringle et al (2022)). Pourtant, ces études s'appliquaient à un contexte occidental. Cela signifie donc que le discours de déni et délai climatique s'est globalisé au-delà des frontières occidentales. C'est aussi ce qu'avaient constaté Edwards et al (2023) qui ont étudié l'obstruction climatique dans le Sud Global. Ils ont trouvé que le délai climatique était une tactique fréquemment déployée dans le sud global et souvent justifiée par une expansion de la croissance économique ou le besoin de répondre à la pauvreté énergétique. En effet, sous couvert d'amélioration du bien-être et de la croissance économique, les approches de la politique énergétique et environnementale nationale dans le sud global renforcent les trajectoires qui incluent et développent l'utilisation de ressources basées sur les combustibles fossiles, en particulier lorsque les sources d'énergie alternatives sont limitées et que les combustibles fossiles moins chers (souvent subventionnés) sont encouragés (González-Eguino M. (2015)). Par ailleurs, ils ont trouvé que les affirmations sur l'amélioration du bien-être grâce à la croissance économique alimentée par les combustibles fossiles

masquent souvent le fait que les bénéfices sont souvent accaparés exclusivement par les élites économiques et politiques, tant au niveau national que transnational (Chakrabarty, 2009), ce qui est une caractéristique similaire à l'obstruction climatique dans les pays du Nord. Cette analyse confirme aussi celle de Djelic et Mousavi (2020) qui ont montré en quoi le modèle du think tank néolibéral s'était globalisé. Enfin, Almiron et al (2020) trouvaient que les prises de position néolibérales étaient fréquemment utilisées par les think tanks du contre-mouvement climatique européen. Apparemment, c'est aussi le cas pour les think tanks non européens.

Toutefois, par rapport à cette première sous-hypothèse, les résultats analysés permettent davantage de précision. D'abord, la répartition des arguments en différents thèmes a permis d'affiner les arguments utilisés selon des thèmes spécifiques. Cela a permis de constater que les arguments utilisés pour le discours climatique étaient valables pour le discours environnemental plus général. Aussi, cela nous a permis de voir que le discours indien était plus centré sur certains thèmes que d'autres, notamment celui des forêts. Cela rejoint la littérature sur les discours climatiques indiens dont on a vu qu'ils priorisaient les politiques sur les forêts, étant ancrés dans une histoire coloniale profonde. Ce résultat nous amène à la seconde sous hypothèse (H2.2) selon laquelle le discours des think tanks indiens avaient sûrement des particularités propres, notamment dues à leur histoire coloniale. En effet, cette étude a permis d'identifier des arguments et des tactiques qui n'étaient pas présents dans la littérature et plus spécifiques au contexte indien. En particulier, il faut retenir l'argument de l'impérialisme et celui de la propriété communautaire et la tactique de défendre la propriété communautaire qui étaient absents dans les classifications des arguments de déni et délai présentes dans la littérature mais présents dans les discours des think tanks indiens. Ces deux arguments et cette tactique sont essentiels pour comprendre les discours des think tanks relatifs aux politiques environnementales liées aux forêts. Comme nous l'avons vu dans la littérature, non seulement la politique de gestion des forêts en Inde est marquée par le néolibéralisme (Harms et Benabou, 2021), mais elle est aussi très marquée par le colonialisme (Davis et Robbins (2018), Marine Carrin (2024). Davis et Robbins (2018) ont mis en avant le fait que les politiques actuelles touchant les forêts avaient des racines coloniales profondes. Marine Carrin (2024) dénonçait les dégâts que les politiques coloniales et post coloniales ont eu sur les tribus et communautés indiennes vivant dans les forêts. Au-delà des forêts, c'est le discours climatique général qui est

impacté par ces racines coloniales. C'est ce que montrent Edwards et al (2023). Ils expliquent qu'en réponse aux inégalités systématiques enracinées et façonnées par les dommages causés par les histoires coloniales et impérialistes, certains pays du Sud ont donné la priorité à des modèles de développement économique très centralisés, ce qui a souvent conduit à la mise à l'écart des politiques climatiques et autres politiques environnementales. Par exemple, une étude récente montre qu'en dépit de ses progrès en matière de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, l'Inde a également augmenté l'utilisation du charbon dans son bouquet énergétique global pour renforcer sa croissance économique (Edwards et al, 2023). Aussi, lors des COP comme celles de Paris en 2015, on a fait valoir que les pays pauvres comme l'Inde devraient être autorisés à poursuivre leurs émissions de carbone pour développer leurs économies, qualifiant sa position de défense de la « justice climatique » pour les pays pauvres (Roy, Schaffartzik, 2021). Pourtant, des recherches sur les actions du gouvernement indien révèlent qu'il y a peu de priorité accordée aux besoins des communautés économiquement pauvres et socialement marginalisées (Kashwan, 2022).

Enfin, par rapport à la troisième hypothèse, nous pouvons à la fois la confirmer et l'infirmer, selon les cas. Souvent, les arguments de déni étaient bien associés aux tactiques de déni et les arguments de délai avec les tactiques de délai mais on a aussi constaté un mélange des deux, des arguments de délai utilisant des tactiques de déni comme celle de « décrédibiliser ». Cela signifie que le discours climatique de délai n'est pas moins insidieux et moins dangereux que celui du déni, car s'ils utilisent les mêmes tactiques et ont alors les mêmes chances d'être diffusés. Surtout, cela signifie que les think tanks indiens font eux aussi partie des « marchands de doutes ».

Finalement, vis-à-vis de l'hypothèse générale qui stipulait que le réseau Atlas avait une influence sur certains think tanks en Inde, tous les éléments de l'analyse convergent vers la confirmation de cette hypothèse. En effet, dès le départ, le fait que nous ayons identifié pas moins de 23 think tanks liés à Atlas, que leurs tactiques d'expansion soient similaires et que leurs activités soient semblables, indiquait déjà une influence. D'autre part, l'analyse des discours a confirmé cette première intuition, du fait de la présence d'arguments et de tactiques relevant du déni et délai climatique et ce toujours dans une logique néolibérale, également présente chez Atlas. Cela confirme aussi l'analyse de Djelic et Mousavi (2020) selon laquelle le modèle du think tank néolibéral du réseau Atlas s'est globalisé.

6.2 Implications pratiques de l'étude et limites

D'un point de vue pratique, cette étude permet de se rendre compte encore davantage de la présence globalisée du réseau Atlas et des discours de déni et délai climatique et donc de mieux lutter contre elle. On savait déjà que le réseau Atlas était présent en Inde mais il n'y a peu de littérature spécifique sur l'influence du réseau Atlas en Inde. D'une manière générale, il y a peu de littérature sur l'influence du réseau Atlas, mais encore moins pour les pays non occidentaux. Il est très intéressant de constater que les mêmes arguments de déni et délai climatique sont aussi utilisés dans certains think tanks indiens. Cela montre également l'utilité et la pertinence des classifications existantes des discours de déni et délai climatiques (Lamb et al, 2020, Coan et al, 2021). Au-delà d'Atlas, cette étude permet aussi de combler les études lacunaires sur les discours du contre-mouvement climatique dans le monde non occidental.

Il y a en effet peu de recherche sur le contre mouvement-climatique en dehors des pays du Nord. C'est le constat que faisaient Edwards et al (2023), à savoir que la plupart de la recherche sur l'obstruction climatique s'est focalisée sur les pays du Nord, en particulier les Etats-Unis. Ils considèrent qu'il y a besoin de nouveaux agendas de recherche qui mettent davantage en lumière la présence ou non de l'obstruction climatique dans le Sud global et si elle est présente, sous quelle forme elle apparaît.

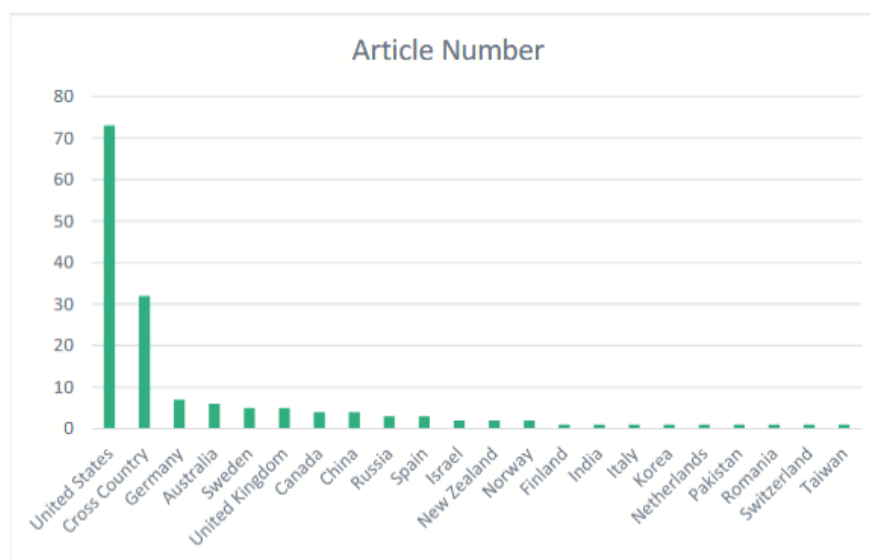
Aussi, le rapport publié très récemment de l'International Panel on the Information Environment (IPEI) ⁹² fait le même constat. Ce rapport porte sur l'intégrité de l'information (définie par les Nations Unies comme la précision, cohérence et fiabilité de l'information⁹³) à propos de la science climatique. Leur étude systématique a revu plus 300 études et parmi celles-ci, seulement 32 publications ont adopté une perspective transfrontalière. Leurs résultats montrent que la recherche sur l'intégrité de l'information est hautement concentrée sur le Nord Global en 2024, en particulier aux Etats-Unis. Comme on le voit sur leur graphique ci-dessous, les Etats-Unis sont largement en tête avec environ 72% des publications. L'Inde à l'inverse est très proche des 0%. Ainsi, les auteurs constatent un gap sérieux dans le sud global où les impacts

⁹² International Panel on the Information Environment (2025)

⁹³ <https://www.un.org/en/information-integrity>

ont des chances d’être significatifs mais sont peu documentés. Ils font également le constat que les études comparatives qui pourraient aider à identifier des stratégies d’atténuation globales adaptées aux circonstances locales sont rares.

Figure 4. The distribution of countries in the sample of the systematic review.



Source: IPIE Panel on Information Integrity about Climate Science.
Note: Sample covers the period 2015–2025.

Figure 8 : graphique de l’IPEI représentant la distribution des pays dans l’échantillon de leur étude

Toutefois, même si les classifications des discours de déni et délai climatique n’étaient pas parfaitement adaptées à un contexte non occidental, l’utilisation de ces classifications en Inde a tout de même permis de montrer que le discours de déni et délai climatique s’était globalisé, ce qui prouve l’utilité de l’existence de telles classifications. Plutôt que de les rejeter, il s’agirait des les compléter et de mener des recherches spécifiques à chaque contexte. C’est par exemple ce qu’a tenté de faire Eskridge Aldama (2025) qui reprenait également les classifications existantes mais les appliquait à un contexte régional, celui de l’Arizona. Elle recommandait de compléter l’analyse de discours par d’autres classifications car selon elle, les cadres hybrides peuvent être plus efficaces pour décoder et finalement démanteler la rhétorique du retard climatique dans des contextes politiques réels. Elle citait par exemple le FLICC (False Experts, Logical Fallacies, Impossible Expectations, Cherry Picking, and Conspiracy Theories; Cook, 2020) qui est un cadrage utilisé par le Brown Climate and

development Lab (2023) pour analyser le discours climatique entourant le développement de l'éolien offshore à Rhode Island. Ce cadrage prend par exemple en compte les tactiques de la création de faux experts ou des accusations de corruption.

Par ailleurs, on constate avec cette étude sur l'Inde que ce travail est complexe et requière une approche pluridisciplinaire. Cela est d'autant plus complexe que le discours climatique indien est lié au contexte international et aux liens qu'entretient l'Inde avec le reste du monde. Edwards et al (2023) expliquent en effet qu'au sein des relations complexes de la politique économique internationale, des liens transnationaux peuvent impacter l'obstruction climatique dans le sud global. Par exemple, il est de plus en plus évident qu'il existe des liens documentés et considérables entre, par exemple, les institutions financières et du secteur privé des États-Unis, du Japon et de l'Europe, et les secteurs à forte teneur en carbone ou polluants du Sud (Urban, Wojcik, (2019). De plus, ils constatent qu'une complication particulière résulte du fait que les considérations théoriques visant à comprendre l'obstruction climatique sont généralement basées sur des connaissances fondées sur des expériences américaines et des articles scientifiques. Ainsi, la compréhension conceptuelle et théorique de l'obstruction climatique dans les pays du Sud est seulement en cours de développement. Ils considèrent que l'orientation conceptuelle et théorique adoptée doit également tenir compte de la manière dont elle est liée aux émissions historiques et soutiennent que l'idée d'une responsabilité commune mais différenciée doit activement façonner notre compréhension et notre examen de l'obstruction climatique dans les pays du Sud. Selon eux, un futur agenda de recherche devrait inclure les thématiques suivantes : les discours sur le développement, les blocs de négociation, les dirigeants politiques et leurs coalitions, les liens transnationaux, les revendications de souveraineté, le nationalisme climatique, les industries énergétiques nationales et leur influence dans le cadre des efforts d'obstruction qui semblent émerger dans les pays du Sud. De même, l'étude de Jyhlä et al (2020) pointait également un manque de recherche sur l'obstruction climatique dans les pays asiatiques. Ils constatent que presque aucune recherche n'a étudié les fondements psychologiques du déni du changement climatique dans les pays asiatiques. Selon eux, il est nécessaire de mener des recherches interculturelles afin d'étudier plus avant les motivations psychologiques et culturelles spécifiques qui poussent à rejeter le changement climatique (Jyhlä, 2020).

Une limite principale à ma recherche est donc d'avoir principalement utilisé une littérature fondée sur les expériences américaines et européennes. Mais au-delà d'utiliser des classifications se référant à un discours occidental, il y a aussi des limites méthodologiques. La limite de l'interprétation aurait été présente même si j'avais utilisé des classifications fondées sur des discours non occidentaux. En effet, je catégorisais les citations et jugeais de leur intensité selon ma propre interprétation. Aussi, j'identifiais des nouveaux arguments et tactiques au cours des lectures des publications. Une relecture par d'autres personnes avec différents points de vue permettrait sans doute d'en identifier d'autres ou de catégoriser les citations différemment. Par ailleurs, j'ai choisi d'étudier certains paramètres mais il aurait été intéressant d'en prendre en compte d'autres comme les auteurs ou les dates de publication de chaque document pour faire une analyse plus historique et situer le passage du discours du déni à un discours de délai climatique, comme l'avaient fait Coan et al (2021). Etudier la temporalité des arguments permettrait par exemple de situer dans le temps le passage du discours du déni climatique à un discours de délai. Dans le cas de l'Inde, il semble intuitivement que ce passage se fasse dans les années 2000.

De même, pour faire l'analyse de discours, je me suis appuyée sur quelques critères, comme celui de l'absence/présence et de l'intensité mais celle-ci pourrait être largement plus développée, en faisant par exemple une analyse des termes utilisés. D'une manière générale, la focalisation sur les discours de déni et délai climatique est très intéressante et permet déjà d'en apprendre beaucoup sur l'influence du réseau Atlas. Mais il serait passionnant de se pencher également sur la diffusion médiatique, les membres des think tanks, leurs liens avec le gouvernement. Certains chercheurs le font déjà comme Dieter Plehwe. Un autre paramètre très pertinent serait d'étudier les financements des think tanks car c'est souvent là que se jouent les liens avec les gouvernements et autres think tanks. Dans le cas de mon étude, ma courte exploration des financements du think tank Centre for civil society m'ont permis d'apercevoir des liens avec d'autres think tanks comme la Friedrich Naumann Foundation qui figurait parmi les donateurs du CCS.

6.3 Enjeux de recherche et conclusion

L'enjeu des recherches futures serait donc de parvenir à prendre en compte toutes les spécificités indiennes et plus globalement non occidentales afin de les inclure dans les classifications. Il s'agit aussi d'avoir une approche interdisciplinaire car l'étude de

l'influence du réseau Atlas dans un pays non occidental nécessite de s'intéresser à l'histoire socio-politico-économique du pays mais aussi à son histoire environnementale et coloniale afin de voir l'impact de celle-ci sur les discours des think tanks. En termes de méthode d'analyse, je suggère donc d'avoir recours à plusieurs disciplines, notamment l'histoire, la sociologie, l'économie, la politique et la psychologie. La psychologie serait notamment intéressante pour savoir si les arguments avancés par les think tanks sont de bonne foi ou s'ils sont des outils de manipulation. Dans le cas de l'Inde, les arguments de propriété communautaire ou de liberté mériteraient d'être davantage étudiés pour savoir s'ils sont utilisés comme prétexte. Tout laisse à penser que cela n'est qu'une tactique visant à obtenir l'approbation de la population. Dans son article sur Parth J shah⁹⁴, le réseau Atlas le complimente pour avoir trouvé la meilleure façon de communiquer le message de la liberté aux population. Plutôt que de parler de « liberté économique », Parth J Shah a changé le message en soulignant « la liberté de subsistance », mettant en avant la façon dont les opportunités économiques bénéficieraient aux pauvres. Parth J Shah déclare lui-même : « *nous avons commencé à associer l'idée du libéralisme économique avec les pauvres. Je pense que c'était un grand changement par rapport à la façon dont les gens voyaient ces idées dans d'autres pays. Nous n'avons pas travaillé avec des grosses industries ou commerces. Nous avons travaillé avec les vendeurs de rue. Je pense que cela a eu un impact énorme en termes de communication* »⁹⁵. Un moyen de prouver leur bonne foi serait également de vérifier si les projets concrets qu'ils ont mis en place ont réellement permis de donner plus de pouvoir aux communautés locales ou si à l'inverse ce pouvoir a été donné aux mains d'acteurs privés et économiques.

Je suggère aussi de continuer d'utiliser les classifications de Lamb et al (2020) et celle de Coan et al (2021) dont la pertinence ne fait aucun doute, tout en incluant d'autres intégrant par exemple les arguments relatifs au colonialisme. Eskridge-Adama qui a étudié les discours des think tanks en Arizona suggère par exemple de créer une catégorie « fierté, identité et culture » qui fait référence à des études qui reconnaissent le besoin de reconnaître ces facteurs dans le cadrage des discours climatiques (Mayer and Shelley, 2018; Olausson, 2010; Ridanpää, 2021; Schneider et al., 2017; Wilson et al., 2017). Ces études examinent le lien entre l'identité personnelle, la fierté et la culture et

⁹⁴ <https://www.atlasnetwork.org/stories/leading-the-charge>

⁹⁵ <https://www.atlasnetwork.org/stories/leading-the-charge>

les tendances politiques environnementales. Enfin, je fais le même constat que le rapport de l'IPEI tout juste publié quant à la nécessité de multiplier les études comparatives et transfrontalières. Il s'agit de multiplier les études portant sur le réseau Atlas dans le monde afin de pouvoir limiter son influence.

Finalement, les résultats de l'étude soulignent que l'identification du discours obstructif n'est pas seulement un exercice analytique, mais un impératif stratégique pour les défenseurs et les décideurs politiques car les cadrages de Lamb et al (2020) et de Coan et al (2021) et leurs adaptations futures peuvent servir non seulement d'outil analytique, mais aussi de guide pour une intervention visant à limiter l'influence d'Atlas. En décodant le langage du délai climatique, nous pouvons opposer une résistance plus précise et contextuelle aux forces qui font obstacle à une action climatique significative. Cette recherche nous montre que le délai n'est pas simplement le produit de l'ignorance ou du déni, mais une stratégie délibérée visant à préserver la stabilité institutionnelle et l'identité idéologique.

BIBLIOGRAPHIE

A, Fisher, Atlas Presentation and Promotion Video, 1985, youtube.com.

About us | Centre for Civil Society. (s. d.). <https://ccs.in/about-us#vision-panel>

Academic Advisory Council,” The Global Warming Policy Foundation. Archived October 5, 2016. Archive URL: <http://archive.is/KhgKU>

Agence internationale de l'énergie, *Key World Energy Statistics 2019* [archive] [PDF], 26 septembre 2019.

Algues vertes : L'histoire interdite. (2019). Companyédition Delcourt/La Revue dessinée

Almiron, N., Boykoff, M., Narberhaus, M., & Heras, F. (2020). Dominant counter-frames in influential climate contrarian European think tanks. *Climatic Change*, 162(4), 2003–2020. doi:10.1007/s10584-020-02820-4

Atlas Network. (2025, 2 janvier). *Parth J. Shah : Leading the Charge for Liberty and Free Markets in India*. <https://www.atlasnetwork.org/stories/leading-the-charge>

Atlas Network. (2024, 10 juin). *The network*. <https://www.atlasnetwork.org/partners>

Atlas Network. (2024b, décembre 9). *Parth J. Shah, Recipient of the 2024 Sir Antony Fisher Achievement Award* [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=35r6xm1kYXY>

Avantika Goswami, “India’s updated climate pledge to Paris Agreement gets Union Cabinet nod”, *DownToEarth*, 3 août 2022, <https://www.downtoearth.org.in/news/climate-change/india-s-updated-climate-pledge-to-paris-agreement-gets-union-cabinet-nod-84138>

Bakker, K. (2010). The limits of ‘neoliberal natures’: Debating green neoliberalism. *Progress in Human Geography*, 34(6), 715–735.

Balasubramanian, A. (2022). (Is) India in the History of Neoliberalism? In Q. Slobodian & D. Plehwe (Eds.), *Market Civilizations: Neoliberals East and South* (pp. 53–78). Zone Books. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1vbd2mv.5>

Bardin, L. (1977). *L'analyse de contenu*

Benabou, S. (2021). Carbon Forests at the Margins of the State : The Politics of Indigenous Sovereignty and Market Environmentalism in the North-eastern Hills of India. *Journal Of South Asian Development*, 16(3), 387-413. <https://doi.org/10.1177/0973174121105905>

Benabou, S., & Harms, A. (2021). Revisiting Green Neoliberalism in India through the Lens of Market-Based Restoration and Reforestation Projects. *Journal Of South Asian Development*, 16(3), 327-341. <https://doi.org/10.1177/09731741211052197>

Boisserie, P., & Brangier, S. (2019). Cigarettes : Le Dossier Sans Filtre. Hors Collection Dargaut

BOLO ENGLISH | Centre for Civil Society. (s. d.). <https://ccs.in/bolo-english>

Bouissou, J., & Bouissou, J. (2010, 30 novembre). En Inde, « il reste le moyen le plus efficace pour lutter contre le paludisme » .*Le Monde.fr*.
https://www.lemonde.fr/planete/article/2010/11/30/en-inde-il-reste-le-moyen-le-plus-efficace-pour-lutter-contre-le-paludisme_1446828_3244.html

Boussalis, C. & Coan, T. Text-mining the signals of climate change doubt. *Glob. Environ. Chang.* 36, 89–100 (2016).

Brown Climate and Development Lab. (2023). Discourses of climate delay in the campaign against offshore wind: a case study from Rhode Island. Institute at Brown for Environment and Society. Available online at: https://ecori.org/wp-content/uploads/2023/04/delay_and_misinformation_tactics_in_anti_oswcampaigns_ri_case_study_4-10-23.pdf (Accessed December 15, 2024).

Brown, W. (2015). *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*. Zone Books. <https://doi.org/10.2307/j.ctt17kk9p8>

Brown, W. (2019). In the Ruins of Neoliberalism. Dans *Columbia University Press eBooks*. <https://doi.org/10.7312/brow19384>

Brulle, R. Institutionalizing delay: foundation funding and the creation of us climate change counter-movement organizations. *Clim. Change* 122, 681–694 (2014).

Brulle, R. (2018). The climate lobby: a sectoral analysis of lobbying spending on climate change in the USA

Burgos, J. (2022, août 24). *Indian billionaire Gautam Adani seeks majority stake in India's NDTV*. Forbes ME. <https://www.forbesmiddleeast.com/billionaires/world-billionaires/asias-richest-man-gautam-adani-seeks-majority-stake-in-indias-ndtv-1>

Carrin, M. (2024). Lois forestières et destruction du mode de vie des peuples autochtones de l'Inde centrale. Dans Bourdier, F. (dir.), *La Combustion du monde : peuples autochtones, conservation et marchandisation de la nature en Asie du Sud et du Sud-Est* (L'harmattan, 117-139). Horizons Autochtones

Casting nets, catching success. (s. d.).
<https://www.pib.gov.in/PressReleaseIframePage.aspx?PRID=2103444>

“Catalyzing Clean Air in India”, Banque mondiale, 27 août 2021, <https://www.worldbank.org/en/country/india/publication/catalyzing-clean-air-in-india>.

Chakrabarty D. The climate of history: Four theses. *Critical inquiry*. 2009;35(2):197–222

Chakravartty, A. (2018, 14 mai). Hybrid Infestation : The Politics of GM Crops in India. *ritimo.org*. <https://www.ritimo.org/Hybrid-Infestation-The-Politics-of-GM-Crops-in-India>

Coan, T. G., Boussalis, C., Cook, J., & Nanko, M. O. (2021). Computer-assisted classification of contrarian claims about climate change. *Scientific Reports*, 11(1). <https://doi.org/10.1038/s41598-021-01714-4>

Cockett. R. *Thinking the Unthinkable* (London: HarperCollins, 1994), 307.

Cook, J. (2020). A history of FLICC: the five techniques of science denial. *Skeptical Science*. Available online at: <https://skepticalscience.com/history-FLICC-5-techniques-science-denial.html> (Accessed December 15, 2024)

Cuvelier F., Vasselin P. (réalisateurs). (2020). *La Fabrique de l'ignorance*, ARTE France

Davis, D. K., & Robbins, P. (2018). Ecologies of the colonial present: Pathological forestry from the taux de boisement to civilized plantations. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 1(4), 447–469.

Daily Doc: The 'Frank Statement' of 1954". www.tobacco.org. November 7, 2017. Archived from *the original* on February 15, 2009. Retrieved November 7, 2017

De Montfort University. (2023, 30 mai). *Atlas Think Tank Main Employers*. Figshare. https://figshare.dmu.ac.uk/articles/dataset/Atlas_Think_Tank_Main_Employers/22217050?file=3948696

Djelic, M.-L., and R. Mousavi. 2020. “How the Neoliberal Think Tank Went Global: The Atlas Network, 1981 to Present.” In *Nine Lives of Neoliberalism*, edited by D. Plehwe, Q. Slobodian, and P. Mirowski, 257–282. New York: Verso.

Douglas, R. (2007) Growthism and the green backlash, *Political Quarterly*, 78: 547-55.

Dunlap, R. E., & McCright, A. M. (2011). Organized climate change denial. Dans *Oxford University Press eBooks*. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199566600.003.0010>

Economist Deepak Lal's new book - 'Poverty and Progress : Realities. (2015, 15 mai). Centre For Civil Society. <https://old.ccs.in/economist-deepak-lals-new-book-poverty-and-progress-realities-and-myths-about-global-poverty>

Edwards G, Gellert PK, Faruque O, Hochstetler K, McElwee PD, et al. (2023) Climate obstruction in the Global South: Future research trajectories. PLOS Climate 2(7): e0000241. <https://doi.org/10.1371/journal.pclm.0000241>

Edwards, S. (2023). The Chile Project : The Story of the Chicago Boys and the Downfall of Neoliberalism. Princeton University Press. *Pensamiento Crítico*, 29(2), 119-123. <https://doi.org/10.15381/pc.v29i2.29800>

Eric MEUNIER. (s. d.). *Inde : traitement de faveur pour les OGM non transgéniques – Inf’OGM*. <https://infogm.org/inde-traitement-de-faveur-pour-les-ogm-non-transgeniques/#:~:text=Fin%20mars%202022%2C%20le%20ministre%20indien%20de,principales%20obligations%20pr%C3%A9vues%20par%20la%20l%C3%A9gislation%20OGM>

Eskridge-Aldama P (2025) State-level climate obstruction and discourses of climate delay: insights from Arizona. *Front. Clim.* 7:1566033.doi: 10.3389/fclim.2025.1566033

“Event Report: Book Launch | ‘Poverty and Progress,’” (13 mai 2015) Centre for Civil Society <https://ccs.in/event-report-book-launch-poverty-and-progress>.

Fanari. E. (2024). Violence de la conservation participative dans le parc national de Kaziranga en Assam, Inde. Dans Bourdier, F. (dir.), *La Combustion du monde : peuples autochtones, conservation et marchandisation de la nature en Asie du Sud et du Sud-Est* (L’Harmattan, 139-161). Horizons Autochtones

Farrell, J. Corporate funding and ideological polarization about climate change. *Proc. Natl. Acad. Sci.* 113, 92–97 (2016).

Fisher, M. (2024a, janvier 5). *Mackinac Center for Public Policy - DeSmog*. DeSmog. <https://www.desmog.com/mackinac-center-public-policy/>

Fisher, M. (2024, 12 décembre). *Atlas Network - DeSmog*. DeSmog. <https://www.desmog.com/atlas-economic-research-foundation/>

Fisher, M. (2024a, janvier 4). *David Whitehouse - DeSmog*. DeSmog. <https://www.desmog.com/david-whitehouse/>

Jylhä, K. M., Tam, K., & Milfont, T. L. (2020). Acceptance of group-based dominance and climate change denial : A cross-cultural study in Hong Kong, New Zealand, and Sweden. *Asian Journal Of Social Psychology*, 24(2), 198-207. <https://doi.org/10.1111/ajsp.12444>

GBD-MAPS Special Report 21: Air Pollution in India – 2021”, Health Effects Institute,<https://www.healtheffects.org/system/files/GBD-MAPS-SpecRep21-India-press-release.pdf>.

"Global Development Network". www.ids.ac.uk. www.ids.ac.uk. Archived from the original on 2018-01-09. Retrieved 2018-01-09.

González-Eguino M. (2015). Energy poverty: An overview. *Renewable and sustainable energy reviews*, 47, 377–385

Graham, N. (2024) Think Tanks and Climate Obstruction: Atlas Affiliates in Canada. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 61, 110–130. <https://doi.org/10.1111/cars.12467>

Grave, S. (2023). Climat et biodiversité en Inde. Dans *Direction Générale du Trésor*

Guha, R. (2000). *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*. University of California Press.

Gupta J (1997) *The climate change convention and developing countries: from conflict to consensus?* Kulwer Academic Publishers, Netherlands

Horner, C.C (2008) *Red Hot Lies : How Global Warming Alarmists Use Threats, Fraud and Deception to Keep You Misinformed*, Washington, DC : Regnery.

India stands third in world in terms of fish production, contributing 8 percent to the global fish production and ranks second in aquaculture production. (s. d.). [https : //www-pib-gov-in.translate.google.com/PressReleaseIframePage.aspx ? PRID=1910415&_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sge # : ~ : text=India % 20is % 20the % 20third % 20largest,12.12 % 20Million % 20Tonnes % 20from % 20Aquaculture](https://www-pib-gov-in.translate.google.com/PressReleaseIframePage.aspx?PRID=1910415&_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sge# : ~ : text=India % 20is % 20the % 20third % 20largest,12.12 % 20Million % 20Tonnes % 20from % 20Aquaculture)

India's Updated First Nationally Determined Contribution Under Paris Agreement (2021-2030), août 2022, <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-08/India%20Updated%20First%20Nationally%20Determined%20Contrib.pdf>

India State of Environment Report 2021”, ministère de l’Environnement, des Forêts et du Changement climatique, 20 janvier 2022, <https://static.pib.gov.in/WriteReadData/specificdocs/documents/2022/jan/doc20221207001.pdf>.

India State of Forest Report 2021”, Rural India Online, 2021, <https://ruralindiaonline.org/en/library/resource/india-state-of-forest-report-2021/>.

Influence Watch. (2021, 9 avril). Earhart Foundation - InfluenceWatch. InfluenceWatch. <https://www.influencewatch.org/non-profit/earhart-foundation/>

International Panel on the Information Environment [E. Elbeyi, K. Bruhn Jensen, M. Aronczyk, J. Asuka, G. Ceylan, J. Cook, G. Erdelyi, H. Ford, C. Milani, E. Mustafaraj, F. Ogenga, S. Yadin, P. N. Howard, S. Valenzuela (eds.)], “Information Integrity about

Climate Science: A Systematic Review,” Zurich, Switzerland: IPIE, 2025. Synthesis Report, SR2025.1, doi: 10.61452/BTZP3426.

Internet Archive : Digital Library of Free & Borrowable Texts, Movies, Music & Wayback Machine. (s. d.). <https://archive.org/>

Jaffrelot, C., Thakker, H., & Institut Montaigne. (2024). Inde 2050, le défi environnemental. <https://www.institutmontaigne.org/.https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/note-scenarios-inde-2050-le-defi-environnemental.pdf>

James McGann, R. Kent Weaver ed., *Think Tanks and Civil Societies, Catalysts for Ideas and Action*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2000, p. 5

Karlsson, B. G. (2016). The Forest of our lives: In and out of political ecology. *Conservation and Society*, 14(4), 380–390. <https://doi.org/10.4103/0972-4923.197611>

Kashwan P, editor. *Climate Justice in India: Volume 1*. Cambridge University Press; 2022 Dec 31

Khan, R., & Köllner, P. (2021). The Rise of New-Generation Foreign Policy Think Tanks in India : Causes, Contours and Roles. Dans *Global political transitions* (p. 207-234). https://doi.org/10.1007/978-981-16-7007-7_10

Lahsen, M. (1999) The detection and attribution of conspiracies : the controversy over Chapter 8, in G.E Marcus (ed.) *Paranoia Within Reason: A Casebook on Conspiracy as Explanation*, Chicago, IL; University of Chicago Press, pp. 111-36.

Lamb, W. F., Mattioli, G., Levi, S., Roberts, J. T., Capstick, S., Creutzig, F., Minx, J. C., Müller-Hansen, F., Culhane, T., & Steinberger, J. K. (2020). Discourses of climate delay. *Global Sustainability*, 3. <https://doi.org/10.1017/sus.2020.13>

Lindzen, RS (2008), Climate science: is it currently designed to answer questions? Paper presented at the conference on creativity and creative inspiration in mathematics, Science and Engineering, San Marino, Italy, August.

McCright, A. & Dunlap, R. Challenging global warming as a social problem: an analysis of the conservative movement’s counter claims. *Soc. Probl.* 47, 499–522 (2000)

McCright, A. & Dunlap, R. Climate change denial: sources actors and strategies dans Constance Lever-Tracy (ed.), *Routledge Handbook of Climate Change and Society*, Londres, Routledge, 2010, p 240-259.

McCright, A., & Dunlap, R. (2012). Déni organisé et polarisation politique autour des changements climatiques aux États-Unis. Dans *Controverses climatiques, sciences et politique*. SciencesPo Les Presses. <https://doi.org/10.3917/scpo.belan.2012.02.0173>

McGann, James (2008–2018), *TTCSP Global Go To Think Tank Index Reports*, University of Pennsylvania, reports 1–13, https://repository.upenn.edu/think_tanks/ (2 February 2018)

Mayer, J. *Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right* (Anchor Books, 2017)

Mayer, A., and Shelley, T. O. C. (2018). The dual importance of political identity in environmental governance: the case of oil and gas policy in Colorado. *Soc. Nat. Resour.* 31, 1230–1247. doi: 10.1080/08941920.2018.1464235

Malhotra, Jyoti (2017), The Growing Role of Government-Approved Think Tanks, in: *New Delhi Television Limited*, 1 March, www.ndtv.com/opinion/think-tanks-controlled-by-foreign-ministry-are-supplanting-the-media-1664683 (15 November 2017)

Martha, Derthick (July 26, 2011). *Up in smoke: from legislation to litigation in tobacco politics* (Third ed.). Washington, D.C.: CQ Press. pp. 33–41. ISBN 978-1452202235. OCLC 900540359.

Mathy, S. (2013). Le positionnement de l’Inde sur le changement climatique : Des négociations internationales aux politiques nationales : des relations ambivalentes. Dans *Asia Centre*. <https://shs.hal.science/halshs-00995050/document>

Medvetz, T. (2012). *Think tanks in America*. Chicago, IL: University of Chicago Press.

Michael. D. (2008). *Doubt is their Product*, New York (N.Y), Oxford University Press, 2008, 384p.

Miguelizaga. (2024, 4 avril). *Inde : Les agriculteur·rices du Karnataka protestent contre les OGM maïs et coton*. Via Campesina Français. <https://viacampesina.org/fr/inde-les-agriculteur%C2%B7rices-du-karnataka-protestent-contre-les-ogm-mais-et-coton/>

Michael. PJ and Balling RC. Jr (2000), *The Satanic Cases: Clearing the Air about Global Warming*, San Francisco, CA: CATO Institute.

Ministère indien de l’Électricité et des Énergies nouvelles et renouvelables (Ministry of Power), National Electricity Plan, 2022, p. 279, <https://powermin.gov.in/en/content/national-electricity-plan-0>.

Ministère de l’Environnement, des Forêts et du Changement climatique, National REDD+Strategy, India, New Delhi, Government of India, 2018, https://redd.unfccc.int/media/india_national_redd_strategy.pdf

Ministry of Jal Shakti –, “National Water Policy (2012)”, Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture, 2012, <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ind163536.pdf>.

Muller. C. "The Institute of Economic Affairs: Undermining the Post-war Consensus," Contemporary British History 10, no. 1 (1996). D. Yergin and J. Stanislaw, The Commanding Heights (New York: Touchstone, 1998).

Nisbett, N., Spaiser, V., Leston-Bandeira, C., and Valdenegro, D. (2024). Climate action or delay: the dynamics of competing narratives in the UK political sphere and the influence of climate protest. Clim. Pol. 25, 1–14. doi: 10.1080/14693062.2024.23981694

Olausson, U. (2010). Towards a European identity? The news media and the case of climate change. Eur. J. Commun. 25, 138–152. doi: 10.1177/0267323110363652

Oreskes, N., & Conway, E. M. (2010). *Merchants of Doubt : How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*. Bloomsbury Publishing USA

Oreskes, N. (2012) Les marchands de doute aux Etats-Unis : comment et pourquoi une poignée de scientifiques se sont mis en travers de la vérité sur le changement climatique, in Norrant-Romand, C. (2012). Edwin Zaccai, François Gemenne, Jean-Michel Decroly (Dir.), Controverses climatiques, sciences et politique. Presses de Sciences Po, Paris, 2012, 254 pages. *Développement Durable et Territoires*, Vol. 3, n°3. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9400>

Pauvreté et la Gestion Durable » Tenu Par la FAO.
<https://www.fao.org/4/y5718f/y5718f09.htm#fn42>

Pictures/ReduX, S. D. P. (2019, 6 février). *Plus de 200 scientifiques ont travaillé à la rédaction d'un rapport qui prévoit une augmentation des températures dans les régions montagneuses d'Asie.* <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/la-fonte-des-glaciers-himalayens-menace-des-millions-de-personnes>

Pielke, R. J. (2010). *The Climate Fix : What Scientists and Politicians Won't Tell You About Global Warming* (1^{re} éd.). Basic Books

Plehwe, D. (2019). Think tank networks and the knowledge-interest nexus. Dans *Routledge eBooks* (p. 140-156). <https://doi.org/10.4324/9781351121798-9>

Pringle, A., and Robbins, D. (2022). From denial to delay: Climate change discourses in Ireland. *Administration* 70, 59–84. doi: 10.2478/admin-2022-0019

Proctor. R.N (2012). *Golden Holocaust: origins of the cigarette catastrophe and the case for abolition*, Berkeley (Calif.), University of California Press.

Prudham, S. (2009). Commodification. In N. Castree, D. Demeritt, D. Liverman & B. Choads (Eds.), *A companion to environmental geography* (pp. 123-142). Chichester: Blackwell.

“Reforestation compensatoire” en Inde : l’arbre qui gâche la forêt », Libération, 29 octobre 2021, https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/reforestation-compensatoire-en-inde-larbre-qui-gache-la-foret-20211028_ISA5N24MHJAPPN4NJMEH4AAVKQ/.

Report At COP27: India Records Highest Emission Increase Among Top Global Contributors”, Outlook India, 11 novembre 2022, <https://www.outlookindia.com/international/report-at-cop27-india-records-highest-emission-increase-among-top-global-contributors-news-236452>.

Ridanpää, J. (2021). ‘Carbon footprint nationalism’: re-conceptualizing Finnish nationalism and national pride through climate change discourse. *National Identities* 24, 429–446. doi: 10.1080/14608944.2021.1937974

R. K. Amin and Parth Shah, eds., *Economic Prophecies: B. R. Shenoy* (New Delhi: Centre for Civil Society, 2004), and R. K. Amin and Parth Shah, eds., *Theoretical Vision: B. R. Shenoy* (New Delhi: Centre for Civil Society, 2004)

Roy B, Schaffartzik A. Talk renewables, walk coal: The paradox of India’s energy transition. *Ecological Economics*. 2021 Feb 1;180:106871. pmid:33071457

Schneider, C. R., Zaval, L., Weber, E. U., and Markowitz, E. M. (2017). The influence of anticipated pride and guilt on pro-environmental decision making. *PLoS One* 12:e0188781. doi: 10.1371/journal.pone.0188781

Siddiqui, K., Traduction de l’anglais Hérion, M. (2018). Inde : « hindutva », néolibéralisme et crispation nationaliste. Dans L. Delcourt *Droites militantes et mobilisations réactionnaires* (p. 39-59). Éditions Syllepse. <https://shs.cairn.info/droites-militantes-et-mobilisations-reactionnaires--9782840506622-page-39?lang=fr>.

Singer. SF, Idso. CD (2009) *Climate Change Reconsidered: The 2009 Report of the Nongovernmental International Panel on Climate Change (NIPCC)*, Chicago, IL: The Heartland Institute.

Singh, R., Sharma, N., & Jha, U. (2014). Think Tanks, Research Influence and Public Policy in India. *Vision The Journal Of Business Perspective*, 18(4), 289-297. <https://doi.org/10.1177/0972262914552173>

South Asia Students for Liberty - 1st annual South Asia Students for Liberty Conference. (s. d.).<https://web.archive.org/web/20150707120330/http://studentsforliberty.org/south-asia/sasflc/>

Steinberger, J. (2024, 31 décembre). What we are up against - Julia Steinberger - Medium. *Medium*. <https://jksteinberger.medium.com/what-we-are-up-against-2290ba8c4b5c>

Stone, D. (2013). Knowledge actors and transnational governance: The private-public policy nexus in the global agora. Houndmills, UK: Palgrave Macmillan.

Suman Bery, “For a Conservative, Deepak Lal Saw Deep Strengths in India’s Civil Society,” Business Standard, May 1, 2020, https://www.business-standard.com/article/beyond-business/for-a-conservative-deepak-lal-saw76-B-A-L-A-SUB-R-A-M-A-N-I-A-N-deep-strengths-in-india-s-civil-society-120050101027_1.html.

Thaker, J., & Leiserowitz, A. (2014). Shifting discourses of climate change in India. *Climatic Change*, 123(2), 107-119. <https://doi.org/10.1007/s10584-014-1059-6>

The 2023 Global Coal Exit List: Failing the Phase-Out, Berlin, 19 octobre 2023, <https://www.urgewald.org/en/medien/2023-global-coal-exit-list-failing-phase-out>.

Tito, J., Eiselt, S., Bartosch, S., and Black, T. (2024). Delaying action on climate: The use of discursive power by the Austrian social partners. Alternativen: Momentum Kongress 2024

TNM Staff, & TNM Staff. (2021b, mai 27). *Kerala based ecologist S Faizi accuses Vandana Shiva of plagiarism*. The News Minute. <https://www.thenewsminute.com/article/kerala-based-ecologist-s-faizi-accuses-vandana-shiva-plagiarism-40348>

T.V. Dutta, “‘Everyone is aghast.’ India’s move to weaken forest protection outrages conservationists”, Science, 1 août 2023, <https://www.science.org/content/article/everyone-aghast-india-s-move-weaken-forest-protections-outrages-conservationists>.

United Nations. (s. d.). *Information Integrity* | United Nations. <https://www.un.org/en/information-integrity>

Urban MA, Wójcik D. Dirty banking: Probing the gap in sustainable finance. Sustainability. 2019 Mar 22;11(6):1745

Vidal, J. (2008, February 13). The great green land grab. The Guardian, UK. Retrieved from <https://www.theguardian.com/environment/2008/feb/13/conservation>

Wester, P., Mishra, A., Mukherji, A., & Shrestha, A. B. (2019). The Hindu Kush Himalaya assessment. Dans *Springer eBooks*. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-92288-1>

Wilson, S., Carlson, A., and Szeman, I. (2017). Petrocultures: Oil, politics, culture. Canada: McGill-Queen's University Press.

Yadava, Y. S. (2003). Les réformes fiscales dans le secteur des pêches en Inde. Une étude de cas. Dans *Atelier « Réformes Fiscales - Promouvoir la Croissance, L'éradication de la*

Year in Review (2008) Centre for Civil Society <https://ccs.in/sites/default/files/2022-11/annual-report-2008-09.pdf>

Year in Review (2016) Centre for Civil Society <https://ccs.in/sites/default/files/2022-11/annual-report-2015-16.pdf>

Year in Review (2018) Centre for Civil Society <https://ccs.in/sites/default/files/2022-11/annualreport-2017-18.pdf>

Year in Review (2019) Centre for Civil Society <https://ccs.in/sites/default/files/2022-10/annualreport2018-19.pdf>

Year in Review (2021) Centre for Civil Society <https://ccs.in/sites/default/files/2022-11/annualreport2020-21.pdf> *Inde.* (s. d.). RSF. <https://rsf.org/fr/pays/inde>

8. ANNEXES

8.1 Table des figures

Figure 1 : classification de Coan et al, 2021

Figure 2 : classification de Lamb et al, 2020

Figure 3 : Extraits des rapports annuels du CCS

Figure 4 : classification de Coan et al, 2021

Figure 5 : classification de Lamb et al, 2020

Figure 6 : présentation de Parth J Shah à une conférence du réseau Atlas en 2007

Figure 7 : encadré Parth J Shah

Figure 8: graphique de l'IPEI représentant la distribution des pays dans l'échantillon de leur étude

8.1 Table des tableaux

Tableau 1 : classification discours du déni et délai selon chaque auteur

Tableau 2 : principales tactiques utilisées

Tableau 3 : liste des organismes identifiés par DeSmog

Tableau 4 : Liste des organismes identifiés par Plehwe

Tableau 5 : Extrait base de données organismes

Tableau 6 : Extrait de la base de données des membres

Tableau 7 : catégorie des arguments

Tableau 8 : Extrait base de la base de données des publications

Tableau 9 : catégorie des arguments

Tableau 10 : arguments détaillés

Tableau 11 : Extrait base de données publications – feuille déni et délai

Tableau 12 : catégories tactiques

Tableau 13 : détails tactiques

Tableau 14 : Extrait base de données publications – feuille stratégies

Tableau 15 : Extrait base de données publications – feuille déni et délai – présence/absence

Tableau 16 : Extrait base de données publications – stratégies – intensité

Tableau 17 : Extrait base de données publications – arguments/tactiques
 Tableau 18 : base de données organismes
 Tableau 19 : récapitulatif des données analysées
 Tableau 20 : activités CCS
 Tableau 21 : résultats membres - organisme
 Tableau 22 : résultats membres – nombre de think tank
 Tableau 23 : Résultats membres – types
 Tableau 24 : résultats publications – organismes
 Tableau 25 : Résultats publications – thèmes
 Tableau 26 : arguments - déni, délai
 Tableau 27 : arguments - résultat 1 : les trois arguments les plus utilisées
 Tableau 28 : arguments - nombre de citation par catégorie d'arguments
 Tableau 29 : arguments – résultat 2 : citations du déni
 Tableau 30 : résultat 3 : citation catégorie 4 et 7
 Tableau 31 : résultat 4 : citation catégorie 5
 Tableau 32 : résultat 5 : citation catégorie 5bis
 Tableau 33 : résultat 6 : citation catégorie 5bis
 Tableau 34 : résultat 7 : citation pêche
 Tableau 35 : résultats 8: citations forêts
 Tableau 36 : résultats 9: citations plastique, eau, DDT
 Tableau 37 : résultats tactiques
 Tableau 38 : résultats disséminer le doute
 Tableau 39 : résultat 2 : citations tactique disséminer le doute
 Tableau 40 : résultats décrédibiliser
 Tableau 41 : résultats 2: citations tactique décrédibiliser
 Tableau 42 : résultats « souligner les inconvénients »
 Tableau 43 : résultats 2: citations tactique souligner les inconvénients
 Tableau 44 : résultats « rediriger la responsabilité »
 Tableau 45 : résultats 2: citations tactique rediriger la responsabilité
 Tableau 46 : résultats « pousser vers des solutions non transformatives »
 Tableau 47 : résultats 2: citations tactique pousser vers des solutions non transformatives.
 Tableau 48 : résultats « abandonner »
 Tableau 49 : résultats 1:citations A35-T15
 Tableau 50 : résultats 2 : citations A55-T13 et A67-T13
 Tableau 51 : résultats 3: citations A63-T5
 Tableau 52 : résultats 4: citations A69-T2
 Tableau 53 : résultats 5 : citations A67-T19
 Tableau 54 : résultats 6 : citations A35-T24

8.2 liens vers les bases de données

Base de données publications :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1vo1Hu6_Iz38azwV1vJ1j18BtOp0uKggGSXtYEbOQJg/edit?usp=sharing

Base de données membres :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1b_Pi_ZzsYNzC5L3arPNWA6rYWc6QNE5bdbRXL9cI8/edit?usp=sharing

Base de données citations :

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/12V4PWA6v0J88Pxp40R6joVWG4-cP6FSF94NJ9jplaHMo/edit?usp=sharing>

- feuille 1 : citations tactiques
- feuille 2 : citations arguments
- feuille 3 : citations tactiques/arguments